



Commissariat général aux questions juives et Service de restitution des biens des victimes des lois et mesures de spoliation (1/3)

**Partie 1/3: Inventaire des archives du Commissariat général aux questions
juives, sauf les dossiers du Service du contrôle des administrateurs provisoires**

Inventaire rédigé par Marie-Thérèse Chabord et Jean Pouëssel sous la direction successive de Pierre Cézard, Chantal Bonazzi, Paule René-Bazin, chefs de la section contemporaine des Archives nationales puis section du XXe siècle ; avec la collaboration de Agnès Bos, Aude Guillon, Clara Landry, Marc Langlois, Sylvette Lemaigen, Sylvain Manville, Annie Moisan, Christèle Noulet, Caroline Obert, Jean-Daniel Pariset, Yvonne Poulle, Cécile Simon-Le Bihan

Première édition électronique

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1999-2011

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_054029

Cet instrument de recherche a été rédigé dans le système d'information archivistique des Archives nationales. Il est en Français.

Il est conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

Mentions de révision :

- mars 2011: L'inventaire ci-dessous, encodé en 2006, a été revu et augmenté en 2010-2011 par Monique Leblois-Péchon, chargée d'études documentaires à la section du XX^e siècle. Les cotes 38AJ/6423 à 6463, qui ne figurent pas

Préface

Avant-propos

Par circulaire du 2 octobre 1997, le Premier ministre, Lionel Jospin, reconnaissant le devoir de la République « de perpétuer la mémoire des événements qui se déroulèrent dans notre pays entre 1940 et 1945 », demandait un accès facilité aux archives, notamment par la procédure des dérogations générales autorisée par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives. Dès le 13 mai 1998, par arrêté, j'ouvrais à la recherche, sans restriction, un grand nombre de fonds, dont celui qui fait l'objet de la présente publication.

Un demi-siècle plus tôt, le 2 juillet 1945, le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, avait décidé le transfert aux Archives nationales des archives d'un certain nombre d'organismes nés des événements de guerre : « Ces archives présentent un intérêt général, elles sont destinées à être étudiées par plusieurs administrations... Il apparaît indispensable qu'elles soient auparavant reclassées. Cette opération ne peut être menée dans les conditions requises qu'aux Archives nationales par les soins d'un personnel compétent et sous la responsabilité du Directeur général des Archives ». Aussitôt, pendant le temps de discrétion qui semblait s'imposer à tous, les Archives nationales entreprenaient un gigantesque travail pour collecter et traiter ces fonds dont les conservateurs pressentaient bien les multiples usages. De la Libération à la fin des années soixante-dix, les inventaires étaient préparés et, peu à peu, le nombre et la diversité de leurs utilisateurs s'élargissaient.

Ces archives présentent une caractéristique commune : reflet d'un aspect particulièrement dramatique de ces « années de tourmente », elles offrent un ensemble exceptionnel à un public peu familier des salles de lecture des services d'archives. Ces documents intéressent en effet aussi bien les victimes et les acteurs de cette période de notre histoire nationale qui souhaitent justifier leurs droits, que les chercheurs qui les utilisent comme sources de leurs travaux.

En 1995, *La Seconde Guerre mondiale, Guide des sources conservées en France, 1939-1945*, préparé en collaboration avec l'Institut d'histoire du temps présent, héritier du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, recensait la quasi-totalité des sources d'archives connues. Cet ouvrage est maintenant devenu le point de départ obligé de toute recherche sur la période considérée. Mais, au-delà du guide, le recours à des instruments de recherche plus détaillés s'impose. Dans cette perspective, l'inventaire, publié aujourd'hui, des archives du Commissariat général aux questions juives et du service de restitution des biens des victimes des lois et mesures de spoliation constitue le premier élément d'une collection « bleue » consacrée aux fonds de la Seconde Guerre mondiale. Il sera bientôt suivi d'un volume inventoriant les archives de l'Occupation allemande dans le nord de la France (série AJ40), tandis que l'Institut historique allemand publiera un second tome rendant compte des documents conservés en Allemagne.

Les Archives nationales, en livrant aujourd'hui cette oeuvre, proposent un outil nouveau à ceux, nombreux aujourd'hui, qui cherchent à mieux comprendre leur histoire individuelle ou notre histoire collective. Mémoire de la France, elles remplissent ainsi pleinement leur mission de « Maison de l'histoire ».

Catherine Trautmann, Ministre de la Culture et de la communication.

Préface

Les Archives nationales viennent d'achever l'inventaire des archives du Commissariat général aux questions juives que l'on doit à Pierre Cézard, Chantal Bonazzi, Paule René-Bazin et à leur équipe. Les historiens disposent maintenant d'un instrument de travail précis, clair, qui ouvrira la voie à des travaux originaux et, en fin de compte, honorera nos Archives nationales.

Cet inventaire nous guide dans un fonds d'archives d'une importance primordiale. Le Commissariat général aux questions juives (C.G.Q.J.) a été fondé le 29 mars 1941 par le gouvernement de Vichy. Ses compétences s'étendent aux deux zones, c'est-à-dire à la France tout entière ou presque. Il est présent dans onze préfectures de la zone nord, dans sept préfectures de la zone sud. A la veille de sa disparition, le 17 août 1944, il compte sept directions. C'est dire le rôle que le gouvernement entend lui faire tenir. Le C.G.Q.J. exécute la politique antijuive de Vichy. Il remplit la fonction d'un ministère des affaires juives.

L'initiative de sa création revient aux Allemands. Le *Judenreferat* en France, Theodor Dannecker, a réclamé, dans son mémoire du 21 janvier 1941, la mise sur pied d'un Office central juif. La France, soutient-il, doit faire ce qui est fait dans les autres pays occupés par l'Allemagne. Une administration centralisée des Juifs et de leurs biens permettra le

règlement de la question juive, car « la question juive (...) doit être résolue définitivement après la guerre ». L'Office établira et gèrera le fichier, prendra en charge l'administration de la totalité des biens juifs, organisera les camps de concentration, orientera la propagande antijuive. Mais il sera placé sous l'autorité des Français.

Vichy commence par traîner les pieds. L'État français a déjà pris des mesures discriminatoires. Le premier statut date du 3 octobre 1940. Les préfets peuvent, depuis le 4 octobre, interner « les étrangers de race juive » dans des camps spéciaux. L'abolition du décret Crémieux prive les Juifs d'Algérie de la nationalité française. Pour Dannecker, ce n'est pas assez. L'amiral Darlan, qui dirige le gouvernement, ne tarde pas à céder. Seule trace d'une velléité d'indépendance : il nomme, à la tête du C.G.Q.J., un antisémite notoire qui ne cache pas son hostilité aux Allemands. En mai 1942, Xavier Vallat est remplacé par un homme plus souple, plus convenable aux yeux des Occupants, Louis Darquier de Pellepoix, qui reste en fonctions jusqu'en février 1944 et cède la place à Charles Mercier du Paty de Clam, enfin à Joseph Antignac.

Le C.G.Q.J. remplit trois missions. En premier lieu, il élabore un nouveau statut des Juifs. Celui du 3 octobre 1940 n'est pas satisfaisant, car il repose sur le critère racial et le critère racial introduit la confusion. Le deuxième statut, daté du 2 juin 1941, n'échappe pourtant pas à l'ambiguïté. « Est regardé comme juif : 1. Celui ou celle (...) qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive ». Mais, « est regardé comme étant de race juive le grand-parent ayant appartenu à la religion juive ». Si la religion détermine l'appartenance à une race, quelle est la définition de la race ? De là, des exceptions, des subtilités, des décisions dont la complexité le dispute à l'absurde.

Les pseudo-experts s'en donnent à cœur joie. Le C.G.Q.J. délivre éventuellement les certificats de non appartenance à la race juive. « De l'étude du dossier que vous m'avez présenté, répond à l'un de ses correspondants la Direction du statut des personnes, il résulte :

1° que vous êtes issu d'une branche maternelle aryenne,

2° que vous n'êtes pas circoncis,

3° que vous avez épousé une aryenne titulaire du certificat de non appartenance,

4° que vous avez eu un enfant qui a été baptisé à sa naissance en 1937 et qui a reçu également un certificat de non appartenance à la race juive.

En conséquence, bien qu'il ne m'ait pas été possible de vous délivrer un certificat de non appartenance pour le motif que vous n'avez pas adhéré officiellement à une religion non juive suivant les termes de la loi précitée, j'ai décidé de vous considérer par présomption favorable comme non-Juif et avise de ma décision M. le Préfet du Var. »

Les textes réglementaires occupent une place considérable dans la législation de Vichy. Ils servent à identifier le Juif, donc à le démasquer. Encore plus préoccupant pour le C.G.Q.J., le statut des métis, ces demi-Juifs qui pourraient contaminer la société s'ils n'étaient mis à l'écart. Darquier de Pellepoix a tenté de promulguer un troisième statut des Juifs qui aurait précisé la condition des métis. Faute de temps, il n'y est pas parvenu.

Sur ce thème, les historiens ont déjà beaucoup travaillé. Les archives du C.G.Q.J. apportent les compléments indispensables, les exemples qui illustrent ses méthodes et, dans le même temps, son inévitable collaboration avec les nazis. L'absurdité de la démarche du C.G.Q.J., son goût pour l'étude tatillonne de chaque cas qui lui est soumis ne doivent pas faire oublier qu'il concourt ainsi à préparer les rafles, les internements et les déportations. La Police des questions juives, devenue en 1942 la Section d'enquête et de contrôle, service actif du Commissariat, tout comme les pseudo-experts, collabore sans états d'âme avec les nazis et emplit les convois qui partent pour Auschwitz .

Le Commissariat contrôle l'Union générale des Israélites de France, cette U.G.I.F. dont on parle beaucoup sans l'avoir suffisamment étudiée. Le gouvernement de Vichy l'a instituée par la loi du 29 novembre 1941, pour « assurer la représentation des Juifs auprès des pouvoirs publics, notamment pour les questions d'assistance, de prévoyance et de reclassement social. » Ce n'est pas un *Judenrat*, dans la mesure où le Consistoire central n'en fait pas partie et où le rôle de l'U.G.I.F. n'est pas politique. Il n'empêche que le débat reste ouvert. Fallait-il accepter de siéger dans cet organisme qui illustrait l'abaissement des Juifs français au rang de citoyens de seconde zone ? Convenait-il de pratiquer la politique de la chaise vide, au risque de laisser la place à des « margoulins » qui auraient fait main basse sur les oeuvres sociales de la communauté juive, au risque encore d'abandonner les coreligionnaires dans le malheur ? En un mot, les dirigeants de l'U.G.I.F. ont-ils mis la main, puis le bras et le corps tout entier dans l'infernal engrenage de la collaboration ou bien ont-ils essayé de sauver ce qui pouvait être sauvé ? Ont-ils été des héros, les héros déportés

et exterminés d'une tragédie, ou bien des responsables faibles, inconséquents et compromis ?

Pourtant, ce que révèle l'inventaire du fonds, c'est l'importance accordée à l'aryanisation économique. Dès les premières semaines de l'Occupation, les Allemands démontrent leur volonté de mettre la main sur les entreprises juives. L'ordonnance du 18 octobre 1940 prévoit de nommer des commissaires-administrateurs. Ils poussent à la création, auprès du ministère de la Production industrielle, d'un Service du contrôle des administrateurs provisoires, le S.C.A.P., dont ils suivent les activités avec une attention constante. Le S.C.A.P. est rattaché au C.G.Q.J. le 19 juin 1941, un mois avant que Vichy ne promulgue, à son tour, une loi qui vise à éliminer « toute influence juive dans l'économie nationale ».

Dès lors, plus d'hésitation possible : le Commissariat devient le principal instrument de la spoliation. Ce qui réclame de sa part un effort considérable : huit cents des onze cents employés sont affectés à la direction de l'aryanisation économique. Les commissaires-gérants, dénommés également administrateurs provisoires, sont chargés de transférer, c'est-à-dire de vendre les entreprises juives à des « aryens » et, bien que cela ne soit pas clamé sur la place publique, d'éviter que les Allemands ne s'emparent d'une partie de la production française. Les services techniques du S.C.A.P. touchent aux domaines dans lesquels des Juifs sont présents : la chemiserie, la confection, la fourrure, les grands et les petits magasins, les cuirs et les peaux, le cinéma, le théâtre, les finances, l'immobilier, les antiquités, l'alimentation, etc... Combien la France comptait-elle d'entreprises juives ? Les chiffres varient d'une source à l'autre. Ce qui est certain, c'est que l'aryanisation économique frappe surtout les petits commerçants et les artisans modestes. Elle suscite l'avidité des voisins et des concurrents, réduit les victimes à vivre ou à survivre d'expédients, les prive de toutes ressources.

À la Libération, le Service de restitution des biens spoliés recevra la mission de rétablir la justice, donc de rendre à leurs légitimes propriétaires ce que Vichy et l'Occupant leur avaient pris. Il n'est pas certain, plus d'un demi-siècle après, que le dossier ait été complètement traité. Là encore, il convient de faire appel aux historiens, car l'aryanisation a fait l'objet d'études partielles, limitées sur le plan géographique. Elle mériterait une analyse globale et approfondie. C'est dire que l'inventaire des archives du Commissariat général aux questions juives répond à des questions fondamentales pour notre connaissance de l'histoire de la France. Le classement des dossiers, l'élaboration d'un index, la présentation des sources démontrent, s'il en était besoin, que les Archives nationales accomplissent leur tâche et mettent à la disposition des chercheurs les richesses documentaires qui leur ont été confiées. Du coup, la publication de l'inventaire confère un devoir aux historiens. Il leur appartient maintenant, sur une période de mieux en mieux connue et toujours douloureuse, de dépouiller, de comparer, d'interpréter, bref d'exercer leur métier en toute liberté. André Kaspi, Professeur à la Sorbonne (Université de Paris I).

Note

Compte tenu de son ampleur, ce travail ne pouvait être que l'oeuvre collective de la section contemporaine devenue section du XXe siècle. C'est en son sein que Marie-Thérèse Chabord a commencé sa carrière d'archiviste aux Archives nationales pendant la Guerre. Elle l'a entièrement consacrée à la tâche passionnante mais austère de valorisation des fonds contemporains. Les chercheurs lui doivent nombre d'introductions documentées, portes d'entrée à des fonds sans elles inaccessibles, et des inventaires dont les analyses précises n'ont pas vieilli à l'ère de l'informatique. Jean Pouëssel a pris le relais pour mener l'oeuvre à son terme avec ténacité et intelligence de l'histoire, tout en introduisant à ce fonds des chercheurs de plus en plus nombreux, animés de préoccupations très diverses, hésitants au seuil de cet ensemble de plus de six mille cartons. Qu'ils soient tous les deux remerciés et que germent les graines qu'ils ont semées !

Paule René-Bazin

INTRODUCTION

Niveau de description

fonds

Intitulé

Commissariat général aux questions juives (C.G.Q.J.), sauf Service du contrôle des administrateurs provisoires (S.C.A.P.) et Direction de l'aryanisation économique (D.A.E.)

Date(s) extrême(s)

1940-1951

Nom du producteur

- [Commissariat général aux questions juives](#)

Importance matérielle et support

805 ml

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

Documents librement communicables, sauf quelques dossiers du personnel du CGQJ.

Les documents sont consultables sous forme de microfilm.

Conditions d'utilisation

Libre

DESCRIPTION

Présentation du contenu

Dans la sous-série 38AJ ont été regroupées les archives du Commissariat général aux questions juives (C.G.Q.J.) et celles du Service de restitution des biens des victimes des lois et mesures de spoliation, qui fonctionna après la guerre au ministère des Finances et reprit les papiers du premier organisme.

Au Commissariat même, le classement des dossiers semble ne jamais avoir suivi un ordre très rigoureux. Cet organisme au statut mal défini était considéré comme provisoire, et son personnel, mal payé, fréquemment renouvelé, ne pouvait pas acquérir les « compétences » nécessaires. L'organisation des sections et leurs attributions furent souvent modifiées, et la dualité des services, ainsi que le parallélisme des questions traitées à Paris et à Vichy, augmentaient la confusion des méthodes de classement.

En outre, au moment de la Libération, Antignac et Besson donnèrent l'ordre de rassembler des archives, notamment les fichiers et les dossiers de la S.E.C., dans la cour intérieure du Commissariat afin de les brûler. Ces destructions auraient été effectuées du 17 au 21 août 1944. D'autres papiers étaient, en même temps, entassés dans les caves. Le service liquidateur qui prit la suite du Commissariat s'efforça de tirer parti des dossiers demeurant en état et ne fit remonter des caves les papiers en vrac qu'à la demande de la Haute Cour de Justice et de la Cour de Justice de la Seine qui désiraient examiner les archives du Commissariat pour les procès Xavier Vallat, Darquier de Pellepoix, du Paty de Clam, Antignac et autres anciens responsables du C.G.Q.J. Certains de ces documents, inondés dans les sous-sols, étaient complètement détériorés, les autres dans un tel état de désordre qu'il fallut les examiner pièce à pièce pour reconstituer certaines séries de correspondance ou de dossiers-matière : notamment en ce qui concerne les archives générales de l'aryanisation économique, pratiquement en vrac, et pour lesquelles il n'a pas été facile de trouver un fil conducteur.

La masse des documents utilisés après la guerre par le Service de restitution et par le ministère des Finances fut versée par la suite aux Archives nationales en plusieurs tranches. Un versement, représentant 119 caisses d'archives, intervint encore en septembre 1972. Enfin, les dossiers individuels du personnel du C.G.Q.J. n'ont été intégrés à la sous-série qu'en 1997.

Pour toutes ces raisons, le présent inventaire des archives du Commissariat général aux questions juives et du Service de restitution peut ne pas paraître comporter un classement très rigoureux. Il n'a toutefois pas été possible de fixer de manière plus logique un cadre au désordre du classement primitif, aggravé par les vicissitudes successives de ce fonds d'archives. Un premier ordre a été adopté lors du classement du versement primitif, soit un millier d'articles ; cet ordre a été déterminé par l'organisation du Commissariat sous Darquier de Pellepoix, à une modification près : la direction de l'aryanisation économique aurait dû prendre place immédiatement après les services du cabinet, mais elle a été rejetée à la fin pour une raison purement matérielle, afin que, plus tard, puissent être placés à sa suite, sur les rayonnages, les centaines de mètres d'archives représentant les dossiers d'affaires d'aryanisation qui étaient encore utilisés par le Service de restitution, puis les archives de ce service lui-même.

Aussi a-t-on jugé indispensable de regrouper les grands ensembles de cette série, souvent placés à plusieurs endroits dans l'inventaire primitif. Un premier groupe d'archives du C.G.Q.J. rassemble des documents généraux sur son organisation, les archives du cabinet et des services qui en relevaient : service de liaison, service de la législation et du contentieux, service de l'inspection générale. Seul, le service de liaison offre une série de correspondance ininterrompue de mai 1941 à août 1944. Était également rattachée au cabinet la direction du contrôle de l'U.G.I.F. Le reste n'est que fragments. Le secrétariat général n'a absolument rien laissé ; il est vrai que son fonctionnement a été intermittent et que la majeure partie de ses archives peut se confondre avec celles de Lucien Boué, directeur de l'aryanisation économique.

Aux liasses provenant des services administratifs et financiers s'ajoutent les dossiers individuels du personnel du C.G.Q.J. Quelques dossiers de la direction de la propagande ne sont là que pour mémoire. La direction du statut des personnes, la Police aux questions juives et la Section d'enquête et de contrôle ont laissé davantage de papiers. Y sont représentés, de manière très inégale, les services de la P.Q.J. et de la S.E.C. de Paris, Vichy, Clermont-Ferrand, Limoges, Lyon, Marseille, Nice, Montpellier, Poitiers, Toulouse, Dijon.

Mais la très grosse majorité des archives du Commissariat est constituée par les documents émanant du Service du contrôle des administrateurs provisoires et de la direction de l'aryanisation économique. Le parti a été pris de n'en faire qu'un seul ensemble ; il était impossible de les départager exactement, étant donné que la correspondance, par exemple, ne présente aucune solution de continuité. Les premiers documents analysés représentent la documentation et la correspondance générales, la correspondance avec les diverses autorités allemandes, les services généraux, le service juridique et le contentieux, le service de l'inspection, des listes d'entreprises et de propriétaires, des enquêtes, des renseignements généraux sur les ventes et les liquidations, le service du fichier, des statistiques, le service d'inspection du S.C.A.P.

Les dossiers individuels des administrateurs provisoires représentent près de 400 cartons. Ils sont classés, comme les dossiers d'aryanisation, par ensembles géographiques : Paris et département de la Seine, autres départements de zone nord, régions de zone sud. Les fichiers alphabétiques pour les administrateurs provisoires de la zone nord et pour ceux de la zone sud sont conservés.

Les commissaires aux comptes ont fait l'objet de dossiers individuels beaucoup moins nombreux. Cependant leur font suite les dossiers des sociétés placées sous leur contrôle.

Viennent ensuite des dossiers généraux de correspondance et de documentation classés par régions : les sections I à VIII de Paris et du département de la Seine, la section IX regroupant les autres départements de la zone nord (échelon central de Vichy), les régions de la zone sud (Clermont-Ferrand, Limoges, Lyon, Toulouse).

Enfin, la partie la plus volumineuse des archives de l'aryanisation économique est constituée par plus de 60 000 dossiers individuels avec les fichiers correspondants. L'ensemble fut exploité après la Libération par le Service de restitution ; on trouve d'ailleurs trace dans les dossiers de leur utilisation par ce service. Les dossiers y furent classés en deux parties, selon que les circulaires de fin 1945-début 1946 avaient ou non obtenu réponse. On distingua ainsi d'un côté les dossiers des biens « revendiqués » (une lettre R étant portée sur la chemise du dossier), de l'autre ceux

des biens « non revendiqués » (NR). Ce classement a été respecté après le versement des dossiers par le ministère des Finances. Le passage des dossiers d'aryanisation au Service de restitution entraîna une autre conséquence pour leur classement. Les départements coupés en deux par la ligne de démarcation, et dont les dossiers avaient été répartis entre la section IX (zone nord) et les directions régionales de zone sud, furent « réunifiés » au sein des délégations régionales du Service de restitution, selon la répartition présentée plus haut.

Les fichiers et les dossiers des biens spoliés de Paris et du département de la Seine forment l'ensemble le plus important. Pour le reste de la zone nord (section IX), les dossiers d'aryanisation sont classés par ordre alphabétique de départements ; cependant les aléas des versements d'archives ont conduit à traiter à part les dossiers des biens spoliés de Seine-et-Oise et ceux des sociétés de Seine-et-Marne et Seine-et-Oise. Sauf pour quelques départements (Finistère, Loire-Inférieure, Mayenne, Nièvre, Sarthe, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise), aux dossiers tenus par la direction de l'aryanisation économique s'ajoutent ceux de la préfecture ou de la direction régionale. Sont conservés les fichiers correspondant à cet ensemble de dossiers.

Sont placés à la suite les dossiers des biens « aryanisés » de zone sud, classés par régions : Lyon et Clermont-Ferrand, Marseille, Nice, Toulouse et Limoges. Les dossiers individuels de la direction de l'aryanisation économique et ceux tenus par la direction régionale ont été généralement conservés.

L'ensemble des dossiers d'aryanisation économique est complété par des dossiers d'affaires « non suivies » par le C.G.Q.J. et par des dossiers d'aryanisation économique tenus par les autorités allemandes.

D'autres papiers de directions régionales des deux zones (Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lyon, Marseille, Nancy, Nice, Poitiers) ont également été conservés. On y trouve des documents sur leur organisation interne, de la correspondance, des dossiers de la P.Q.J. et de la S.E.C., ainsi que des pièces à caractère général sur l'aryanisation économique.

On trouvera ensuite des archives de l'U.G.I.F. (Union générale des Israélites de France), distinctes de celles de la direction du contrôle de l'U.G.I.F.

Les documents du Service de restitution des biens spoliés et de ses délégations régionales forment plusieurs ensembles. Le groupe le plus volumineux est constitué par les fichiers et les dossiers ouverts au titre de la loi du 16 juin 1948 sur le remboursement des biens spoliés et de celle du 23 avril 1949 sur le remboursement des prélèvements de l'ennemi ; on compte plus de 5000 dossiers nominatifs pour chacune de ces lois. S'y ajoutent des archives des délégations régionales du Service des restitutions.

A la fin ont été placés les « papiers Bonvallet », qui comprennent des archives des deux S.C.A.P., celui du C.G.Q.J. et celui d'après-guerre, ainsi que des papiers de l'O.B.I.P (Office des biens et intérêts privés).

Les archives du Commissariat général aux questions juives et du Service de restitution offrent une mine de renseignements. L'historien y trouve un tableau fidèle de la situation faite à la population juive en France pendant la Seconde guerre mondiale, ainsi qu'un témoignage des procédures de restitution d'après-guerre.

Marie-Thérèse CHABORD et Jean POUËSSEL

Principaux Sigles Utilisés

A.E. : Aryanisation économique.

C.D.J.C. : Centre de documentation juive contemporaine

C.G.Q.J. : Commissariat général aux questions juives

D.A.E. : Direction de l'aryanisation économique

D.G.T.O. : Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés

H.I.C.E.M. : Hias Ica Emigration Association

J.O. : Journal officiel

M.B.F. : Militärbefehlshaber in Frankreich (Commandant militaire en France)

O.B.I.P. : Office des biens et intérêts privés

O.R.T. : Organisation-Reconstruction-Travail

O.S.E. : Oeuvre de secours aux enfants

P.Q.J. : Police aux questions juives

S.C.A.P. : Service du contrôle des administrateurs provisoires (1940-1944). Service de contrôle des

administrateurs provisoires de biens israélites (après-guerre)

S.E.C. : Section d'enquête et de contrôle

S.T.O. : Service du travail obligatoire

U.G.I.F. : Union générale des Israélites de France

Type de classement

La présentation de l'inventaire est le résultat d'un choix imposé par la structure même des différents fonds constituant l'actuelle série 38AJ, qui regroupe des ensembles de documents issus d'organismes différents dans le temps et dans l'espace et formant des strates successives. Au répertoire numérique classique qui n'aurait pas facilité, comme d'habitude, le repérage rapide des grandes masses de documents on a préféré un inventaire méthodique mettant en évidence les liens logiques, qui n'apparaissaient pas dans la simple succession des cotes. Pour cette raison, les notices ne suivent pas toujours nécessairement l'ordre numérique continu des cotes mais sont organisées selon un plan méthodique.

Langue des documents

- Français
- Allemand

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales de France

HISTORIQUE DU PRODUCTEUR

Le Commissariat général aux questions juives.

Le Commissariat général aux questions juives, institué le 29 mars 1941, ne fut pas une création immédiate et spontanée du gouvernement de Vichy. Pour comprendre son sens et son évolution, il apparaît nécessaire d'évoquer rapidement les mesures législatives prises par l'État français à l'égard de la population juive, mesures qui conditionnèrent la création d'institutions particulières.

L'action anti-juive de Vichy débuta par la loi du 22 juillet 1940 (J.O. du 23 juillet 1940) relative à la révision des naturalisations, loi suivie de celle du 27 août (J.O. du 30 août 1940) qui abrogeait la loi Marchandau du 21 avril 1939 réprimant les excès antisémites dans la presse.

D'autre part, tant le gouvernement de Vichy que les Allemands se servirent contre les Juifs d'une législation qui avait eu pour but primitif la marche des entreprises que les événements de guerre avaient privées de leurs dirigeants et mises dans la quasi-impossibilité de fonctionner.

Une ordonnance allemande du 20 mai 1940 (V.O.B.I.F. du 21 juin 1940) s'appliquant à l'ensemble des pays occupés prescrivit, en effet, que les entreprises importantes pour l'approvisionnement de la population et dont les dirigeants étaient absents ou empêchés, pouvaient être maintenues en activité par décision des autorités d'Occupation qui les plaçaient sous administration provisoire.

De son côté, le gouvernement français, par la loi du 10 septembre 1940 (J.O. du 26 octobre 1940), stipula que le ministre secrétaire d'État à la Production industrielle et au Travail pouvait, par arrêté, nommer un administrateur provisoire auprès de toute entreprise dont les dirigeants étaient dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions ; le décret d'application du 16 janvier 1941 (J.O. du 17 janvier 1941) attribua à l'administrateur provisoire non seulement la gérance, mais des pouvoirs plus étendus, puisque celui-ci pouvait procéder à d'importantes modifications de l'entreprise, voire même à sa liquidation.

Ces textes, d'ordre tout à fait général, ne mentionnaient aucunement les Israélites. C'est seulement le 27 septembre 1940 que parut la première ordonnance allemande anti-juive (V.O.B.I.F. du 30 septembre 1940). Elle contenait une définition du Juif basée sur des critères religieux et avait pour objet la mise en évidence de tout ce qui était juif en zone occupée. Obligation était faite aux commerçants d'apposer sur leur établissement une affiche avec la mention « entreprise juive ».

Le 3 octobre suivant, le gouvernement de Vichy promulguait le statut des Juifs (J.O. du 18 octobre 1940),

applicable à l'ensemble du territoire, dans lequel était introduite la notion de race. Les personnes définies comme juives étaient exclues des postes de commandement dans la fonction publique et dans l'armée, ainsi que des professions de la presse, de la radio, du cinéma et du théâtre. Le lendemain, une loi permettait l'internement des Juifs étrangers (J.O. du 18 octobre 1940).

Le 18 octobre, la deuxième ordonnance allemande traitait pour la première fois de l'« aryanisation économique ». Y étaient définies les « entreprises juives », dont on cherchait à dresser l'inventaire et auprès desquelles « il pourra être nommé un commissaire-administrateur à qui s'appliqueront les prescriptions de l'ordonnance concernant la gestion des affaires du 20 mai 1940 » (V.O.B.I.F. du 20 octobre 1940).

Le but de cette ordonnance est précisé dans les « Instructions pour les Commissaires-gérants des entreprises juives » établies le 12 novembre 1940 par la section économique de l'état-major administratif allemand : « les Commissaires gérants des entreprises juives ont en premier lieu la tâche de supprimer définitivement l'influence Juive dans l'économie française », tout en assurant la continuation de ces entreprises.

Les Allemands, incapables d'appliquer ces mesures sans le concours de l'administration française, se tournèrent vers la Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés, laquelle chargea le préfet de police de Paris et les préfets en province du recensement des entreprises juives et de leur mise sous administration provisoire (Lettres circulaires adressées aux préfets par le général de La Laurencie, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés. Paris, 27 octobre et 15 décembre 1940).

Un service fut institué auprès du ministère de la Production industrielle pour surveiller, au nom du gouvernement français, l'aryanisation des entreprises israélites demandée par les autorités occupantes en zone nord. Ce fut le Service du contrôle des administrateurs provisoires (S.C.A.P.), créé en application d'une instruction du chef de l'administration militaire allemande en France en date du 9 décembre 1940.

Le S.C.A.P. s'installa à Paris, 5 rue de Florence, d'où il fut transféré 1, place des Petits-Pères, en avril 1941, dans les locaux réquisitionnés de la Banque Dreyfus. Il travaillait sous le contrôle d'un représentant du Militärbefehlshaber in Frankreich (M.B.F., Commandant militaire en France), qui fut successivement le Dr. Amon, le Dr. Kadelbach, puis le Dr. Stenger.

Le premier directeur du S.C.A.P. fut Pierre Fournier, ancien gouverneur de la Banque de France, président du conseil d'administration de la S.N.C.F., remplacé en mars 1941 par Melchior de Faramond, contrôleur général de l'armée, qui se retira en novembre 1941, et auquel succéda Louis Bralley, également contrôleur général de l'armée. Ces deux derniers furent assistés par un ingénieur nommé René Dagron, contraint à démissionner en avril 1942.

Le S.C.A.P. fut rattaché au Commissariat général aux questions juives par le décret du 19 juin 1941 sur l'organisation du C.G.Q.J. Mais, sous Vallat, il conserva une certaine indépendance. Cependant, à l'arrivée de Darquier de Pellepoix, une décision du Commissaire général, en date du 18 mai 1942, réunit le Service du contrôle des administrateurs provisoires et la Direction générale de l'aryanisation économique du C.G.Q.J. en un seul et même service qui prit le titre de « Aryanisation économique et Service du contrôle des administrateurs provisoires ». La direction en fut confiée par Darquier à Lucien Boué, sous-directeur au service des réquisitions de la préfecture de la Seine.

Le S.C.A.P. appliquait exclusivement le droit allemand (ordonnances des 27 septembre et 18 octobre 1940). Son activité consistait donc à centraliser les listes de propositions émanant des Comités d'organisation professionnels pour la nomination d'administrateurs provisoires, à s'occuper des nominations, à guider et surveiller les administrateurs dans leur gestion, la liquidation ou la vente des entreprises juives. Cette activité s'étendait, en théorie, à l'ensemble des territoires occupés, mais se borna, en fait, au début, à peu près exclusivement à la région parisienne.

Il y avait pour les administrateurs provisoires double nomination : une première fois par le M.B.F., ensuite par le secrétaire d'État à la Production industrielle ou par le ministre des Finances (en ce qui concernait les entreprises de banque et d'assurances). Ces nominations étaient faites par arrêtés publiés au Journal Officiel.

Les autorités d'Occupation avaient créé leur propre organisme, la Treuhand und Revisionstelle in Bereich des Militärbefehlshabers in Frankreich, installée avenue de l'Opéra à Paris et chargée de mener ses propres enquêtes sur les affaires intéressant plus particulièrement les Allemands.

La loi du 22 juillet 1941, « relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux Juifs », était destinée à

éliminer « toute influence juive dans l'économie nationale » (J.O. du 26 août 1941). Cette loi d'aryanisation, applicable à tout le territoire et destinée à prouver aux Allemands l'efficacité de l'Etat français, permit de placer tous les biens des Juifs, français et étrangers, entre les mains d'administrateurs provisoires. Selon leur importance pour l'économie nationale, ces biens étaient destinés à être soit liquidés soit vendus à des « aryens ». Étaient concernés toutes les entreprises industrielles, commerciales ou artisanales, tous les immeubles et droits immobiliers, tous les biens meubles et valeurs mobilières. Les administrateurs provisoires étaient rémunérés par un émolument forfaitaire mensuel, prélevé sur l'entreprise gérée et basée sur son chiffre d'affaires. Lorsque leurs fonctions prenaient fin, ils étaient obligés de déposer à la Caisse des dépôts et consignations le produit de leur gestion.

Cette même loi instituait auprès du S.C.A.P. un Comité consultatif chargé d'étudier les problèmes techniques posés par les ventes d' « immeubles juifs » et d'en fixer la valeur. Ce comité était formé d'une dizaine de hauts fonctionnaires, banquiers et experts.

Par la loi du 2 novembre 1941, les Juifs se voyaient interdire toute acquisition de fonds de commerce, sauf autorisation préfectorale spéciale (J.O. du 6 novembre 1941).

En vertu de l'article 5 du décret du 16 janvier 1941 déjà mentionné, auprès de chaque entreprise gérée par un administrateur provisoire devait être placé un commissaire aux comptes inscrit sur la liste de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouvait l'entreprise considérée. Ce commissaire était désigné par arrêté du ministère des Finances. Il appartenait aux commissaires aux comptes de vérifier l'exactitude des informations données sur la situation et les comptes de l'entreprise par l'administrateur provisoire et d'adresser, à la clôture de chaque exercice et chaque fois qu'ils le jugeaient nécessaire, un rapport aux secrétaires d'État intéressés et au ministre des Finances.

Le S.C.A.P. comportait d'une part un secrétariat général chargé des services généraux ainsi que de la désignation des administrateurs provisoires, d'autre part des services techniques auxquels étaient confiés l'étude et le contrôle des dossiers d'aryanisation.

Le secrétariat général comprenait :

- le service du courrier
- le service des fichiers
- le service de dactylographie
- le service du contentieux
- le service de l'inspection, créé le 15 mai 1941, dirigé par le colonel Durieux, et chargé de la surveillance des administrateurs provisoires ; il provoqua aussi des sanctions contre les Juifs en contravention avec les ordonnances allemandes ; dissout le 14 novembre 1941, il fut remplacé par la Police des questions juives
- le service de liaison, qui avait pour mission d'assurer la liaison entre le service du contrôle et les autorités allemandes, et se chargeait également de la traduction de toutes les correspondances.

Les sections économiques, dites aussi « sections d'examen », au nombre de neuf en avril 1941 et de treize en mai 1942, dont douze pour Paris (spécialisées par nature d'affaires) et une pour les départements de la zone occupée, recevaient les rapports des administrateurs provisoires, correspondaient avec eux, étudiaient chaque dossier avant de conclure soit à la cession de l'affaire à un acquéreur aryen, soit à sa liquidation.

Les affaires terminées qui donnaient lieu à des propositions d'aryanisation ou de liquidation devaient être soumises au représentant du M.B.F. qui faisait connaître ses objections éventuelles.

Le Service de contrôle des administrateurs provisoires était exclusivement destiné à l'aryanisation économique. Ceci ne suffisait pas aux Allemands qui, après maintes négociations, finirent par obtenir du gouvernement de Vichy la création d'un Commissariat général aux questions juives (C.G.Q.J.). Le nouvel organisme avait pour mission de préparer et de proposer au chef de l'État toutes les mesures législatives et réglementaires concernant les Juifs, de fixer les dates de liquidation ou de vente des biens juifs, de désigner les administrateurs séquestres et de contrôler leur activité. Le Commissariat, institué par la loi du 29 mars 1941 (J.O. du 31 mars 1941), fut rattaché tout d'abord à la vice-présidence du Conseil, puis au ministère de l'Intérieur par la loi du 1er septembre 1941 (J.O. du 2 septembre 1941). Enfin, par la loi du 6 mai 1942 (J.O. du 14 mai 1942), le C.G.Q.J. fut placé directement sous l'autorité du chef du gouvernement qui nommait personnellement le Commissaire général.

Le Commissariat général aux questions juives vit ses attributions considérablement étendues par la loi du 19

mai 1941 qui l'habilita plus particulièrement à provoquer à l'égard des Juifs toutes mesures de police « commandées par l'intérêt national » (J.O. du 31 mai 1941).

Xavier Vallat fut le premier Commissaire général, nommé par arrêté de l'amiral Darlan du 29 mars 1941 (J.O. du 31 mars 1941). D'abord professeur, puis avocat, Vallat avait ensuite entamé une carrière politique en Ardèche où il fut élu député. Vice-président de la Chambre en juillet 1940, il accepta du nouveau régime les fonctions de secrétaire général au ministère des Anciens combattants, puis celles de Commissaire général aux questions juives. Partisan d'un « antisémitisme d'État », Vallat fut destitué en mars 1942 à la demande des Allemands et remplacé le 6 mai 1942 (Arrêté du chef du gouvernement Pierre Laval (J.O. du 8 mai 1942) par Darquier de Pellepoix.

Louis Darquier dit de Pellepoix avait été l'un des représentants les plus typiques de l'antisémitisme pendant les années d'avant-guerre. Conseiller municipal de Paris, il présida notamment un « Rassemblement anti-juif de France » et fut condamné pour incitation à la haine raciale. Fait prisonnier en 1940, il avait été libéré par les Allemands. Pierre Laval, craignant le fanatisme de Darquier, nomma aussitôt auprès de lui un « secrétaire général aux questions juives », chargé de contrebalancer son influence. Ce fut Georges Monier, maître des requêtes au Conseil d'État, qui démissionna au bout d'un mois, à la fin de juin 1942. Le poste resta vacant plus d'une année jusqu'au 30 novembre 1943, date à laquelle Lucien Boué, déjà à la tête d'une des directions du Commissariat, fut nommé en même temps secrétaire général ; cette nomination resta d'ailleurs de pure forme.

Darquier de Pellepoix, ne s'entendant plus avec les Allemands, ni, du reste, avec le gouvernement français, démissionna en février 1944, et n'occupa plus désormais aucun poste officiel. Au même moment, Boué donna sa démission et ne fut pas remplacé comme secrétaire général pendant l'exercice de Charles Mercier du Paty de Clam, troisième chef du C.G.Q.J., nommé par décret du 26 février 1944 (J.O. du 27 février 1944). Fils d'un officier tristement célèbre pour son rôle dans l'affaire Dreyfus, cet ancien avocat à la Cour d'appel de Paris était auparavant directeur de l'Office des États du Levant. Du Paty de Clam quitta ses fonctions en mai 1944 et il n'y eut plus de Commissaire général.

Un ancien officier de carrière reconverti dans l'industrie, Joseph Antignac, successivement délégué de la Police des questions juives pour la région de Limoges, directeur de la Section d'enquête et de contrôle pour la zone sud, chef, puis directeur du cabinet de Darquier, fut mis à la tête du C.G.Q.J., par décret du 17 mai 1944 (J.O. du 27 mai 1944), avec le titre de secrétaire général, poste qu'il conserva jusqu'à sa fuite au moment de la Libération de Paris, le 17 août 1944.

Si le siège du Commissariat se trouvait à Vichy (à l'hôtel d'Alger), le centre le plus actif était à Paris où le cabinet et toutes les directions étaient représentées. Les services parisiens du C.G.Q.J. étaient installés 1 place des Petits-Pères (siège central), 2 rue des Petits-Pères (services administratifs et financiers), 1 rue de la Banque (sections d'aryanisation Paris et Seine), 17 rue Notre-Dame-des-Victoires (services juridiques) et 8 rue Greffulhe (aryanisation province et S.E.C.). En novembre 1943, l'administration centrale fut transférée à Paris et les services de Vichy eurent une activité de plus en plus réduite. Quant au Commissaire général, il partageait son temps entre Vichy et Paris. Les autorités allemandes gardèrent un contrôle permanent sur le C.G.Q.J. au siège duquel elles conservèrent toujours un bureau.

Le 19 juin 1941 (J.O. du 21 juin 1941) paraissait un décret fixant les services placés sous l'autorité du Commissaire général aux questions juives, à savoir :

- le cabinet et le service administratif et financier
- les services des études juridiques et du statut des personnes
- le service du contrôle des administrateurs provisoires (S.C.A.P).

Le statut de fonctionnaires ne fut pas accordé aux employés du Commissariat. Le personnel du C.G.Q.J. était formé à la fois de chargés de mission contractuels extérieurs à l'administration et de fonctionnaires placés en service détaché.

À l'origine, le S.C.A.P. avait été créé pour la zone occupée. Le C.G.Q.J. organisa, en août 1941, la direction de l'aryanisation économique pour toute la France et cette direction absorba le S.C.A.P. en mai 1942.

Le décret du 20 octobre 1941 (J.O. du 26 octobre 1941) établit la nouvelle structure du Commissariat :

- la direction du cabinet et des services généraux, à laquelle étaient rattachés les services administratifs et financiers, et le service de la législation
- la direction du statut des personnes
- la direction de l'aryanisation économique
- le service du contrôle des administrateurs provisoires.

De nouveaux services se créèrent avec le temps : le 19 octobre 1941, un arrêté créa la Police des questions juives (P.Q.J.) qui devint plus tard la Section d'enquête et de contrôle (S.E.C.). Darquier de Pellepoix mit sur pied la direction de la propagande en décembre 1942. Enfin une direction de l'inspection générale fut instituée par une note de service du 1er mai 1944.

L'organisation générale du Commissariat subit de nombreuses vicissitudes. Sous Darquier de Pellepoix, elle se présentait ainsi :

- direction du cabinet du Commissaire général
- secrétariat général
- direction générale de l'aryanisation économique et du contrôle des administrateurs provisoires
- direction du statut des personnes et des affaires juridiques
- direction des services administratifs et financiers
- direction de la section d'enquête et de contrôle
- direction de la propagande.

Au 17 août 1944, on avait abouti à l'organigramme suivant :

- direction du cabinet du Commissaire général
- direction de l'inspection
- direction de l'aryanisation économique
- direction des services juridiques et du statut des personnes
- direction des services administratifs et financiers
- direction de la section d'enquête et de contrôle
- direction de la propagande.

En outre, en dehors de la région parisienne, il existait en principe une direction régionale au siège de chaque préfecture régionale, dont le personnel proprement dit comptait à l'effectif de la direction de l'aryanisation économique. À chaque direction régionale était rattachée une délégation de la S.E.C. dont le personnel était porté sur l'effectif de la direction de la S.E.C. ; s'y ajoutait éventuellement une délégation à la propagande dont le personnel comptait à l'effectif de la direction de la propagande. Les premiers directeurs régionaux nommés en 1941 furent André Dupont (Limoges), Henri de La Chassaigne (Lyon), Henri Place (Marseille), Joseph Lecussan (Toulouse). Les directions régionales du C.G.Q.J. étaient établies :

- pour la zone nord, à Lille, Laon, Rouen, Nancy, Châlons-sur-Marne, Dijon, Orléans, Angers, Rennes, Poitiers, Bordeaux
- pour la zone sud, à Clermont-Ferrand, Limoges, Lyon, Toulouse (avec annexe à Montpellier), Marseille (avec annexe à Nice, qui devint indépendante).

Les services centraux de Paris assuraient directement l'action régionale dans les départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne.

Il y a lieu maintenant d'examiner en détail la structure et le personnel de chaque direction en se basant sur l'organisation finale du Commissariat telle qu'elle se présentait lors de la saisie des archives en août 1944.

Vallat eut un directeur de cabinet à Vichy, son compagnon d'armes le lieutenant-colonel Pierre Chomel de Jarnieu, et un chef de cabinet à Paris. Ce fut d'abord un ami ardéchois, Camille Borione, gérant de société et président de chambre honoraire au tribunal de commerce de la Seine. Nommé par la suite président du comité consultatif de l'aryanisation économique, Borione céda la place à Lionel Cabany, qui fut arrêté lors du renvoi de Vallat.

Darquier de Pellepoix prit comme directeur de cabinet à Paris un proche, l'industriel Pierre Galien (Galien avait été avant la guerre « délégué à la propagande » du « Rassemblement anti-juif de France », présidé par Darquier), qui fut renvoyé en novembre 1942 et remplacé par René Laithier ; à Vichy, le directeur de cabinet était Louis

Pimpaneau. En janvier 1943, Antignac, déjà chef de cabinet à Vichy depuis le départ de Galien, reprit le poste de directeur à Paris (Arrêté du 16 janvier 1943, J.O. du 30 janvier 1943); il démissionna au départ de Darquier et fut remplacé le 1er avril 1944 par Pierre Vitte. En mai, Antignac, devenu secrétaire général et directeur de fait du Commissariat après le départ de du Paty de Clam, prit pour directeur de cabinet Maurice de Saint-Blancard, chef de district au service du ravitaillement.

La tâche principale du cabinet était de recevoir les réclamations et d'assurer la liaison entre le Commissaire général et les différents services du C.G.Q.J.

Le service de liaison était placé à la fois sous les ordres du directeur du cabinet et du directeur général de l'aryanisation économique. Créé en décembre 1940 dans le cadre du service du contrôle des administrateurs provisoires, il était dirigé par Marie-Eléonore Mathieu, secrétaire au ministère de la Production industrielle. Le service de liaison recevait toute la correspondance en langue allemande adressée aux différents services du Commissariat par les autorités d'Occupation et, après traduction, enregistrement et dactylographie, répartissait cette correspondance entre les services compétents. Dans le sens inverse, toutes les lettres et tous les rapports adressés par les services du Commissariat aux autorités allemandes passaient par le service de liaison. Celui-ci fichait tous les dossiers d'aryanisation ou de liquidation et en dressait une statistique transmise chaque mois aux Allemands. Il s'occupait également du service des laissez-passer.

Du cabinet dépendait le service du contrôle de l'U.G.I.F. (Union générale des Israélites de France). Organisme institué auprès du C.G.Q.J. par une loi datée du 29 novembre 1941 (J.O. du 2 décembre 1941), l'U.G.I.F. avait pris la suite de l'ancien « Comité de coordination » fondé par Theodor Dannecker, chef de la section juive de la Gestapo à Paris. C'était une organisation juive obligatoire englobant toutes les anciennes oeuvres de bienfaisance et de secours des communautés juives, dissoutes à cette occasion. L'U.G.I.F. était l'unique institution autorisée à représenter la population juive auprès des pouvoirs officiels, « notamment pour les questions d'assistance, de prévoyance et de reclassement social »... Le financement de l'U.G.I.F. était assuré grâce aux biens des anciennes associations juives et à un « fonds de solidarité » alimenté par un prélèvement automatique sur les produits de l'aryanisation économique.

L'U.G.I.F., gérée par un conseil d'administration, commença à fonctionner en mars 1942, avec à sa tête André Baur pour la zone nord, et Albert Lévy, puis Raymond-Raoul Lambert pour la zone sud. Le siège parisien était situé 9, rue de Téhéran. Un fonctionnaire des Finances, Maurice Couturier, fut chargé des fonctions d'agent comptable de l'U.G.I.F (Arrêté du 9 mars 1942, J.O. du 26 avril 1942).

Au sein du Commissariat, le service de contrôle de l'U.G.I.F. eut pour chefs successifs Marcel Garnier, directeur-adjoint des services administratifs et financiers, Duquesnel, ancien fonctionnaire du conseil municipal de Paris, et enfin Joseph Saint-Germes, professeur de droit.

Relevait également du cabinet le service de la législation et du contentieux, dirigé tour à tour par Jean Giroud, maître des requêtes au Conseil d'Etat, Lamboeuf et l'avocat parisien Jean Armilhon. Son rôle n'était pas négligeable puisqu'il devait préparer les projets de textes légaux ou réglementaires concernant les Juifs, obtenir l'accord des ministères intéressés, soutenir la discussion devant le Conseil d'Etat, répondre aux observations des autorités d'Occupation ; c'est à lui qu'incombait en somme la mise sur pied des projets de loi concernant les Juifs. Il devait aussi fournir des avis et des éléments de réponse tant aux ministères qu'aux différents services du Commissariat pour toutes les questions ayant un caractère juridique, s'occuper des affaires contentieuses, examiner les pourvois en Conseil d'Etat.

Ce contentieux général du Commissariat coexistait avec un contentieux restreint, propre à l'aryanisation économique, et une certaine confusion persista toujours entre les rôles de ces deux organismes. En théorie, le rôle essentiel du contentieux du Commissariat général était de prendre position dans toutes les questions de principe ou d'ordre général, ce qui entraînait, dans certains cas, la nécessité d'un texte législatif ; le contentieux agissait alors en collaboration avec le service de la législation. Les deux services furent d'ailleurs réunis en une même direction par une décision du Commissaire général, en date du 2 janvier 1943. Le 29 du même mois, cette direction fusionna avec la direction du statut des personnes.

Le contentieux de l'aryanisation économique se bornait pour sa part à résoudre les difficultés d'ordre particulier qui se présentaient chaque jour à l'occasion des opérations juridiques traitées par les sections.

La note de service du 1er mai 1944 créant une direction de l'inspection générale, directement rattachée au cabinet, entérinait, en réalité, un état de fait : un service de l'inspection, chargé de la surveillance des administrateurs provisoires, avait déjà existé au S.C.A.P., sous la direction du colonel en retraite Durieux ; d'autre part, la note de service du 14 janvier 1942 concernant l'application du décret du 20 octobre 1941 sur la réorganisation du C.G.Q.J. comptait parmi les services généraux relevant du cabinet le « service d'inspection et des enquêtes » ; une autre note de service, du 7 décembre 1942, concernait également l'« inspection générale des services du Commissariat ».

L'inspection générale eut pour directeurs successifs le colonel de cavalerie en retraite François Hayaux du Tilly, Paul Houet et Gruber. Son contrôle devait s'exercer tant sur les services du Commissariat général que sur les directions régionales et les administrateurs provisoires, et sur demande précise du Commissariat général.

La direction de l'aryanisation économique (D.A.E.) eut, à elle seule, plus d'importance que tous les autres services du Commissariat. En 1944, elle employait environ 800 personnes sur un total de 1100. Chargée de l'exécution des mesures économiques prises contre les Juifs, elle réalisa leur spoliation.

Créée en août 1941, la direction de l'aryanisation économique fut dirigée à partir d'octobre par Yves Regelsperger, ancien inspecteur de la Banque de France (Regelsperger fut affecté au S.C.A.P. dès sa création, en décembre 1940 ; il y fut l'adjoint de Faramond), assisté à Paris de François Nardon, venant d'une société privée, et à Vichy d'André Daussin, puis de Cadiou. Au moment de la fusion avec le S.C.A.P, en mai 1942, Darquier nomma à la tête de la direction Lucien Boué ; ce dernier cumula les fonctions de directeur de l'aryanisation économique et de secrétaire général du Commissariat, de novembre 1943 à février 1944.

Le directeur général de l'aryanisation économique était assisté de deux directeurs généraux adjoints. Boué eut pour directeurs adjoints un jeune rédacteur, Pierre Gérard, proche de Darquier et anti-sémite militant (Délégué général pour l'Alsace-Lorraine et la Franche-Comté du « Rassemblement anti-juif de France », Gérard avait été blessé par balle lors de la manifestation du 6 février 1934), et Élie Caris, puis l'architecte Auguste Valence.

Au départ de Boué en février 1944, ce fut son adjoint Caris qui reçut le poste. En avril 1944, Antignac s'empara de l'aryanisation économique, pour démissionner quelques semaines plus tard, avant de revenir à la tête du C.G.Q.J. comme secrétaire général. Le jeune Auguste Mudry, chef de la « division immobilière » et protégé de Darquier et de Gérard, fut alors désigné, début mai, directeur de l'aryanisation économique à titre intérimaire par du Paty de Clam. Devenu secrétaire général, Antignac le remplaça par un ancien administrateur provisoire, Jean Petit, qui fut le dernier directeur général avant la Libération, Mudry lui étant adjoint.

Dans le cadre de l'« aryanisation économique », le territoire français était partagé en trois zones : Paris et le département de la Seine, la zone nord et la zone sud, ayant chacune à sa tête un directeur responsable devant le directeur général.

L'organisation de l'aryanisation économique différait pour chaque zone : en zone nord, les dossiers étaient partagés entre différentes sections à caractère technique, tandis qu'en zone sud leur répartition s'effectuait sur des bases territoriales.

La partie la plus importante se trouvait naturellement à Paris où la D.A.E. avait pris la suite logique du S.C.A.P (qui, lui, n'avait fonctionné que pour la zone occupée). Les services étaient partagés en deux groupes : les services généraux, traitant de questions purement administratives, et les services techniques, chargés de réaliser l'élimination des Juifs de l'économie nationale.

Les services généraux, placés sous l'autorité immédiate du directeur général de l'aryanisation économique et dirigés par un chef de service qui avait rang de chef de section (colonel Adolphe Chauvin, puis Yvan Bouchonnet), établissaient la liaison entre les différentes sections et la direction générale. Ils groupaient les services suivants :

- le service des nominations, chargé d'établir les nominations des administrateurs provisoires, en accord avec les autorités allemandes, les directions régionales et les sections, procédait également à la relève des administrateurs provisoires remplacés ou dont la mission était terminée ;
- le service des arrêtés ministériels, prolongement direct du service des nominations, assurait la parution au Journal officiel des arrêtés nommant les administrateurs provisoires et faisait éventuellement rapporter ces arrêtés quand la mission des administrateurs était finie ;

- le service du fichier central, qui tenait à jour les fiches des entreprises et des immeubles avec toutes les indications sur les différents administrateurs provisoires ;
- le bureau de centralisation et contrôle des émoluments, qui fixait les émoluments des administrateurs provisoires, en accord avec les différentes sections et assurait la rémunération des commissaires aux comptes ;
- le service de la dactylographie ;
- le service de statistiques et d'apurement comptable ;
- le service du contentieux.

Les services techniques avaient repris la division en sections spécialisées pratiquée par le S.C.A.P. Leur nombre et leurs attributions évoluèrent. Voici quel en fut le schéma général :

- Section I A : chemiserie, confection
- Section I B : fourrures, grands magasins
- Section I C : tailleurs, petits commerces
- Section I D : confection
- Section II A : cuirs et peaux
- Section II B : cinéma, théâtre
- Section III : produits chimiques, mines, carburants, édition, coiffeurs
- Section V A : finances
- Section V B : immobilier
- Section V C : banques, maisons de coulisse, compagnies d'assurance
- Section VI : philatélie, bâtiment, ameublement, antiquités et objets d'art
- Section VII : industries mécaniques et électriques
- Section VIII : commerce intérieur, alimentation, bijouterie
- Section IX : départements de la zone occupée (toutes affaires de province dont le siège n'était pas à Paris).

Tout ceci fut transformé, en juin 1944, en six divisions :

- 1ère division (ex-V A) : circulation des capitaux
- 2e division (ex-V C) : affaires financières
- 3e division : service immobilier
- 4e division : affaires industrielles et commerciales de province pour les deux zones (IX A et IX C zone nord, IX F zone sud)
- 5e division : affaires industrielles et commerciales de la Seine, 1er groupe
- 6e division : affaires industrielles et commerciales de la Seine, 2e groupe.

Pour la zone non occupée, l'organisation était la suivante, en septembre 1942 :

- I : direction
- II : bureau d'études et bureau de nomination des administrateurs provisoires
- III : service du contrôle des administrateurs provisoires
- section III A : Toulouse, Montpellier, Pau
- section III B : Marseille
- section III C : Nice
- section III D : Lyon
- section III E : Limoges
- section III F : Clermont-Ferrand
- section III G : section immobilière toutes régions
- section III H : comptabilité
- IV : circulation des capitaux
- V : services généraux (courrier, fichier, dactylographie).

Lorsque les services de Vichy furent revenus à Paris, en novembre 1943, les six régions furent regroupées en deux sections, et l'organisation devint la suivante :

- AE I : Marseille, Nice, Clermont-Ferrand
- AE II : Toulouse, Lyon, Limoges
- AE III : section immobilière
- AE IV : section financière et comptable
- AE V : fins de mission ou levées d'administrateurs provisoires.

AE I et AE II fusionnèrent plus tard en une seule section dénommée IX F « entreprises zone sud », qui, dans l'organisation finale de la D.A.E., vint s'intégrer dans la 4e division ; la section immobilière fut rattachée au service immobilier général ; les fins de mission furent reprises par les services généraux.

La direction du statut des personnes a fait, dès le début, partie intégrante des services du Commissariat. Elle fut dirigée à Vichy par Estève, puis René Gazagne (démissionnaire en juillet 1942), à Paris par l'avocat Jacques Ditte et son adjoint, Robert Loffet, ancien fonctionnaire au ministère des Pensions et spécialiste des « questions ethnographiques ». Le 29 janvier 1943, le statut des personnes fusionna avec le service de la législation et du contentieux dont le directeur Jean Armilhon prit désormais le titre de directeur du statut des personnes et des affaires juridiques, ce dernier service se composant des deux sections : législation et contentieux. Ditte et Loffet continuaient leur activité à Paris pour le seul statut des personnes. Ditte fut renvoyé en mars 1943. Loffet lui succéda avant d'être renvoyé à son tour par Darquier en août 1943 et remplacé par Émile Boutmy, jeune avocat de Tunis, qui resta jusqu'à la Libération.

La direction du statut des personnes était chargée d'étudier tous les problèmes que posait la situation individuelle de chaque Juif. Elle obligeait tous les Juifs à se faire recenser, conformément à la loi du 2 juin 1941 (J.O. du 14 juin 1941), et délivra, à partir d'octobre 1941 et sous contrôle allemand, des certificats spéciaux de « non-appartenance à la race juive » aux personnes présumées juives qui avaient prouvé ne pas l'être. Elle surveillait l'application des lois relatives aux fonctionnaires juifs, elle s'occupait également du numerus clausus des professions libérales et des étudiants. Elle examinait enfin les dossiers de dérogation aux interdictions professionnelles et veillait à l'exécution des décisions.

Les services administratifs et financiers, d'abord rattachés au cabinet du Commissaire général, furent érigés en direction indépendante à dater du 1er novembre 1942. Ils furent placés sous les ordres de François Carlotti, employé à la préfecture de la Seine, puis Pierre-André Grateau, fonctionnaire de la Chambre des députés, et enfin, à partir de mai 1944, René Demont, ancien conservateur des hypothèques. En liaison avec le ministère des Finances qui y détacha des fonctionnaires, cette direction s'occupait des services intérieurs, du budget, de la comptabilité, du matériel et du personnel.

Le service de la Police des questions juives (P.Q.J.) fut créé par arrêté du ministre de l'Intérieur Pierre Pucheu le 19 octobre 1941. Au même moment étaient institués un service de police anti-communiste et un service de police des sociétés secrètes.

Chargée de la recherche des infractions au nouveau statut des Juifs, adopté le 2 juin 1941 (J.O. du 14 juin 1941), la Police des questions juives avait remplacé le service d'inspection du S.C.A.P. Mais ne se bornant pas aux fonctions de renseignements, les inspecteurs de la P.Q.J. opéraient des arrestations.

D'abord rattachée au cabinet du ministre de l'Intérieur, la P.Q.J. passa ensuite sous l'autorité du secrétaire général pour la Police. Ce service, formé en partie de fonctionnaires de police, devait travailler en liaison étroite avec le Commissariat et ses directions régionales. Installée à la fois à Vichy et à Paris (8, rue Greffulhe), la P.Q.J. possédait des délégations régionales dans les deux zones, collaborant avec les services préfectoraux. Les délégations de la P.Q.J. en zone non occupée étaient dirigées par Joseph Antignac (région de Limoges), Serge Kiriloff (Toulouse et Montpellier), André Beyer (Clermont-Ferrand), Jean Pegeot (Marseille). Le chef du bureau central à Vichy, responsable pour l'ensemble du territoire, fut le colonel Durieux, l'ancien chef du service d'inspection du S.C.A.P. André Dupont avait délégation pour l'ensemble de la zone non occupée. À Paris, la Police des questions juives était dirigée, sous le contrôle des Allemands, par Jacques Schwebelin, ayant sous ses ordres quatre sections : financière, police, province et fichier.

À la suite de scandales, la P.Q.J. fut dissoute par arrêté du 5 juillet 1942, pour renaître aussitôt comme service à part entière du Commissariat, sous le nom d'abord de Section de surveillance et d'enquête, puis, à partir du 20 août 1942, de Section d'enquête et de contrôle (S.E.C.). Ce nouveau service n'avait qu'un rôle « administratif » d'enquêtes et

de recherche de renseignements, à l'exclusion de tous pouvoirs de police. Arrestations, perquisitions, fouilles, devaient théoriquement être effectuées par des policiers, sur demande du C.G.Q.J. Parallèlement, à Paris, le préfet de Police avait créé un service spécial chargé des questions juives, confié à Charles Permillieux. Un service de police « anti-juive » à compétence nationale fut également mis sur pied par le secrétaire général à la Police René Bousquet.

La S.E.C. eut pour premier directeur général Galien, alors directeur du cabinet, collaborateur zélé des Allemands, secondé par Schweblin (Schweblin, arrêté par les Allemands en 1943 pour détournements de fonds, puis déporté, mourut en février 1945 au camp de Buchenwald), directeur des sections de zone occupée, et Antignac, précédemment délégué de la P.Q.J. pour la région de Limoges, directeur des sections de zone non occupée.

En novembre 1942, Galien quitta le Commissariat et Antignac cumula alors les fonctions de chef de cabinet du Commissaire général et de directeur général de la S.E.C. Le commandant Clerget prit la direction de la zone non occupée. Caillaud, qui venait de la délégation de Lyon, lui succéda jusqu'en fin 1943 (Caillaud quitta le C.G.Q.J. pour s'engager dans la Milice), et le directeur-adjoint fut l'ingénieur civil Michel Lienemann, présent du début de 1943 jusqu'à la fin du Commissariat.

À la suite du regroupement à Paris des services du Commissariat, une note de service du 8 décembre 1943 transforma la structure de la S.E.C., qui comprit désormais une seule direction couvrant trois services : section zone sud, section zone nord-Paris, section zone nord-province. Elle continuait à être rattachée directement au cabinet du Commissaire général en la personne de son directeur de cabinet, Antignac, assisté d'un inspecteur général, Paul Besson, ancien directeur de la délégation de la S.E.C. à Rouen. La direction de la S.E.C. était confiée à André Haffner, ancien avocat au barreau de Tunis, précédemment directeur du service de la propagande. Paul Besson prit provisoirement la zone sud (Besson fut arrêté par les Allemands le 7 janvier 1944, à la suite de l'assassinat de Deloncle, et libéré le 15 mars suivant) avec Lienemann comme adjoint. Jean Bonzans eut la zone Paris et Armand Renaudot la province de la zone nord, avec Simon Mondolini pour adjoint. A dater du 31 mai 1944, ce fut Paul Besson qui remplaça Haffner (Haffner, proche de la Milice, devint intendant du maintien de l'ordre à Clermont-Ferrand) et dirigea les deux zones jusqu'à la Libération.

Sur le plan régional, les délégations de la S.E.C., placées sous l'autorité des directeurs généraux du Commissariat, étaient à leur disposition pour effectuer toutes les enquêtes nécessaires ; toutefois elles jouissaient d'une autonomie complète sur le plan technique. Il existait des délégations régionales, à :

- Angers, Bordeaux, Dijon, Nancy, Orléans, Poitiers, Rennes, Rouen pour la zone nord
- Limoges, Clermont-Ferrand, Lyon, Marseille, Nice, Montpellier, Toulouse pour la zone sud.

Les délégations régionales comprenaient un directeur délégué, quelques inspecteurs et un secrétariat. Leur rôle était de rechercher les « biens juifs » n'ayant pas encore été mis sous administration provisoire et d'effectuer des enquêtes pour vérifier si les Juifs étaient en règle avec la législation de Vichy. Les demandes d'enquêtes, dont beaucoup étaient motivées par des dénonciations, d'autres formulées par les Allemands, parvenaient par l'intermédiaire du cabinet du C.G.Q.J. Les rapports étaient transmis au siège du Commissariat, aux préfectures régionales et parfois aux autorités d'Occupation. Dépourvus théoriquement de pouvoirs de police, les inspecteurs de la S.E.C. procédaient pourtant à des arrestations et emmenaient leurs victimes aux services de police.

Les directeurs des zones nord et sud coordonnaient le travail des délégués régionaux. Un fichier central était tenu à Vichy.

Comme la S.E.C., la direction de la propagande vit se succéder une série de chefs : le journaliste Marc Delpeyrou dit Alex, producteur d'émissions de propagande radiophonique ; Louis Prax, ancien directeur administratif du Touring Club de France ; André Haffner, futur directeur de la S.E.C. ; de Franqueville ; enfin, à partir de juillet 1944, Edmond de Gavardie, ancien officier d'aviation. Ce service mettait au point des causeries destinées à la radio, des conférences et des brochures sur la « question juive ». Il favorisa surtout la création d'un certain nombre d'institutions racistes nées sous le patronage du C.G.Q.J., les subventionna et travailla en liaison constante avec elles :

- l'Institut d'anthropo-sociologie, mis sur pied en novembre 1942 par Hayaux du Tilly et présidé par Claude Vacher de Lapouge, docteur en médecine ;
- l'Institut d'études des questions juives et ethnoraciales, dirigé par Georges Montandon, ethnologue suisse raciste ;

- L'Union française pour la défense de la race, fondée par Darquier lui-même et qui compta parmi ses dirigeants Gérard, Delpeyrou, Prax et Haffner, tous membres du C.G.Q.J. ; cet organisme s'installa dans les locaux de l'ancien Institut d'études des questions juives, disparu en juin 1942 et dont le secrétaire général était le capitaine Sezille ;
- le Groupement des amis anti-juifs, véritable officine de délation, subventionnée également par les Allemands et animée d'abord par le capitaine Sezille, puis par Galien, l'ancien directeur général de la S.E.C.

ENTREE ET CONSERVATION

Modalités d'entrée

Versement

SOURCES ET REFERENCES

Sources complémentaires

• Sources complémentaires

- De nombreuses séries des Archives nationales apportent des compléments aux archives classées en 38AJ/. Les documents les plus importants sont certainement les dossiers d'instruction des procédures suivies à la Libération devant la Haute Cour de Justice (3W) contre les Commissaires généraux aux questions juives Vallat, Darquier de Pellepoix et du Paty de Clam, et devant la Cour de Justice de la Seine (Z6) contre Antignac et d'autres responsables de l'ex-C.G.Q.J. On peut également citer les archives allemandes (AJ40), les papiers des organismes issus de l'armistice (AJ41), des documents provenant du ministère de l'Intérieur (F1a, F7), de diverses commissions financières (F37), ou encore les papiers du chef de l'État français (2AG).
- Le Centre des archives contemporaines de Fontainebleau a recueilli des dossiers d'indemnisation des dommages de guerre, ainsi que des archives de l'O.B.I.P. (Office des biens et intérêts privés).
- Les archives du ministère des Affaires étrangères sont particulièrement riches, mais les dossiers de l'O.B.I.P. et de la Commission de récupération artistique concernent aussi bien les Juifs que les autres personnes spoliées. Il en va de même pour les archives du ministère de l'Economie et des Finances, notamment celles des Domaines et de la Comptabilité publique.
- Le service des archives de la Préfecture de police conserve surtout des documents sur le camp de Drancy.
- Une partie des archives du S.C.A.P. d'après-guerre est conservée au ministère de la Justice, complétant ainsi les « papiers Bonvallet » classés en 38AJ.
- Les services d'archives départementales possèdent des fonds relatifs au sort des Juifs pendant et après la guerre : archives de camps d'internement, fonds judiciaires pour les restitutions, fonds des Finances.
- La Caisse des dépôts et consignations détient de nombreux dossiers individuels de consignations judiciaires et administratives.
- Au Centre de documentation juive contemporaine (C.D.J.C.), 17 rue Geoffroy l'Asnier, Paris IVe, créé en 1943 dans la clandestinité par Isaac Schneerson, ont été rassemblés des documents et des témoignages sur la persécution des Juifs durant la Seconde guerre mondiale. Lors de la Libération de Paris, le C.D.J.C. a récupéré une partie des archives du Commissariat général aux questions juives. Les documents, répertoriés de manière détaillée, proviennent des divers services du C.G.Q.J. : propagande, P.Q.J., S.E.C., aryanisation économique, contrôle des administrateurs provisoires, statut des personnes, législation. Le C.D.J.C. conserve également des archives d'organisations et d'oeuvres juives, de l'U.G.I.F., du camp de Drancy, ainsi qu'une importante documentation.
- L'Alliance israélite universelle (45, rue La Bruyère, Paris IXe) a recueilli un fonds important sur l'O.S.E. (Oeuvre de secours aux enfants).
- À l'étranger, plusieurs institutions conservent des documents intéressants ce sujet. Citons Yad Vashem en Israël, et surtout le Yivo Institute à New York où sont rassemblées de nombreuses archives de l'U.G.I.F.
- Pour l'ensemble de la période considérée, il est indispensable de se reporter aux deux publications suivantes, qui donnent le détail des sources complémentaires :
- *La Seconde guerre mondiale. Guide des sources conservées en France. 1939-1945...*, Paris, Archives nationales, 1994,

1218 pages

• *Les Archives nationales. État général des fonds. Tome V, 1940-1958. Fonds conservés à Paris...*, Paris, Archives nationales, 1988, 468 pages

Bibliographie

• Bibliographie sommaire

- Claire ANDRIEU, Le mythe de la banque juive et les réalités de l'aryanisation, Pardès, septembre 1992, p. 71 et suiv.
- Joseph BILLIG, Le Commissariat général aux questions juives, 1941-1944, Paris, éd. Centre de documentation juive contemporaine, 1955-1960, 3 vol.
- Jean-Marc DREYFUS, L'aryanisation économique des banques : la confiscation des banques juives à Paris sous l'Occupation, 1940-1944, mémoire de maîtrise sous la direction de Claire Andrieu et Antoine Prost, Paris I, 1994.
- Julien DUCASTELLE, L'aryanisation économique : expropriation et spoliation des Juifs dans l'agglomération rouennaise, mémoire de maîtrise sous la direction de M. Pigenet, Université de Rouen, 1997.
- Jean ESTÈBE, Les Juifs de Toulouse et du Midi toulousain au temps de Vichy, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1995.
- Raoul HILBERG, La destruction des Juifs d'Europe, Paris, Fayard, 1988, 2 vol.
- André KASPI, Les Juifs sous l'Occupation, Paris, éd. du Seuil, 1991, 420 pages.
- Serge KLARSFELD, Le calendrier de la persécution des Juifs en France, 1940-1944, édité et publié par l'association « Les fils et filles des déportés juifs de France » et par « The Beate Klarsfeld Foundation », 1993, 1264 pages.
- Jean LALOUM, Les Juifs dans la banlieue parisienne des années 20 aux années 50, Paris, C.N.R.S. Éditions, 1998.
- Jean LALOUM, Le monde juif dans la banlieue parisienne, des années vingt à la fin de la Seconde guerre mondiale. L'exemple des communautés de Montreuil, Bagnolet et Vincennes, thèse pour le doctorat d'Histoire sous la direction d'André Kaspi, Paris I, 1996 (à paraître aux éditions du C.N.R.S.).
- Jacques LEVAIN, L'aryanisation des entreprises juives sous l'Occupation, 1940-1944 : l'exemple du cinéma, mémoire de maîtrise sous la direction de Michel Margairaz, Paris VIII-centre Jean Bouvier, 1994.
- Michaël R. MARRUS et Robert O. PAXTON, Vichy et les Juifs, Paris, Calmann-Lévy, 1981, 434 pages.
- Henri ROUSSO, L'aryanisation économique, Yod, n° 15-16, 1982, p. 51-80.
- Martine SOETE, L'aryanisation économique. Commissaires-gérants et administrateurs provisoires, thèse de 3e cycle sous la direction d'André Kaspi, Paris I, 1985.
- Claude TOCZÉ, L'antisémitisme économique, aryanisation de l'économie et spoliation des Juifs en Bretagne de 1940 à 1944, mémoire de DEA, université de Haute-Bretagne, Rennes II, 1990.
- Philippe VERHEYDE, L'aryanisation des grandes entreprises juives sous l'Occupation. Contraintes, enjeux, pouvoirs, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Michel Margairaz, Paris VIII, 1997.
- Les Juifs sous l'Occupation. Recueil des textes officiels français et allemands, 1940-1944, réédité par l'association « Les fils et filles des déportés juifs de France » et le C.D.J.C., Paris, 1982, 192 pages.

Partie 1/3: Inventaire des archives du Commissariat général aux questions juives, sauf les dossiers du Service du contrôle des administrateurs provisoires (S.C.A.P.) et de la Direction de l'aryanisation économique (D.A.E.)

Intitulé

Commissariat général aux questions juives, sauf Service du contrôle des administrateurs provisoires (S.C.A.P.) et Direction de l'aryanisation économique (D.A.E.)

1940-1944

Présentation du contenu

Inventaire 1/3 : les archives du Service du contrôle des administrateurs provisoires (S.C.A.P.) et Direction de l'aryanisation économique (D.A.E.) font l'objet de l'inventaire 2/3, celles du Service de restitution font l'objet de l'inventaire 3/3.

AJ/38/1-AJ/38/2

Intitulé

Organisation générale

1941-1944

AJ/38/1

Intitulé

Organisation, généralités

Présentation du contenu

Textes officiels concernant le Commissariat, 1940-1942.

Circulaires et notes de service, 1941-1944.

Instructions aux services, 1941.

Personnel : listes, 1941-1944.

Autorités allemandes : correspondance, adresses de services allemands, 1940-1943.

Circulaires reçues des ministères, 1941-1944.

Termes d'indexation

personnel

AJ/38/2

Intitulé

Service du courrier : organisation, 1943-1944. Police des questions juives et Section d'enquête et de contrôle : organisation et fonctionnement, 1941-1943. Services régionaux : organisation, 1941. Comité consultatif : organisation et composition, 1941-1943. Notes manuscrites pour la documentation, 1941-1942. Correspondance concernant les archives, 1947.

AJ/38/3-AJ/38/134, AJ/38/1141-AJ/38/1151, AJ/38/5770-AJ/38/5776, AJ/38/5809

Intitulé

Cabinet et services rattachés

AJ/38/3-AJ/38/70

Intitulé

Cabinet

AJ/38/3

Intitulé

Correspondance des commissaires généraux : Xavier Vallat, mars 1941-mai 1942, Louis Darquier de Pellepoix, mai 1942-février 1944, Charles Mercier du Paty de Clam, juin 1944.

Présentation du contenu

dossier Charles Mercier du Paty de Clam, juin 1944 : en déficit constaté le 30/09/96.

Termes d'indexation

DARQUIER DE PELLEPOIX (Louis), commissaire général; Du PATY DE CLAM (Charles Mercier), commissaire général; VALLAT (Xavier), commissaire général du C.D.Q.J

AJ/38/4

Intitulé

Correspondance des directeurs du cabinet

Présentation du contenu

Colonel Chomel de Jarnieu, janvier-mai 1942,

Pierre Galien, mai-novembre 1942.

Correspondance de Joseph Antignac, successivement chef du cabinet, directeur du cabinet, secrétaire général, novembre 1942-août 1944.

Correspondance de Colmet-Daage, conseiller juridique au cabinet, 1941.

Courrier reçu par le directeur du cabinet (Vichy et Paris), mars 1942-juillet 1944.

Correspondance du cabinet-Vichy, 1941-1944 (2 dossiers).

Correspondance du cabinet-Paris, 1941-1944 (2 dossiers).

Termes d'indexation

ANTIGNAC (Joseph), directeur de cabinet; CHOMEL DE JARNIEU (colonel), directeur de cabinet; COLMET-DAAGE, conseiller technique au cabinet; GALLIEN (Pierre), directeur de cabinet; Vichy (Allier)

AJ/38/5

Intitulé

Correspondance

Présentation du contenu

Minutes du courrier départ du directeur de l'échelon de Vichy, février-août 1944.

Correspondance :

- transmise par la Délégation générale du Gouvernement français dans les territoires occupés, 1941-1944 ;
- transmise par le ministère de l'Intérieur, 1941-1944 ;
- avec la Préfecture de police, 1941-1942 ;

- avec la Section d'enquête et de contrôle, 1942-1944 ;
- en provenance de la direction du Statut des personnes, 1942-1944 ;
- intitulée « régional », départements, Algérie, étranger, 1941-1944.

Termes d'indexation

Algérie; Vichy (Allier)

AJ/38/6

Intitulé

Ordres de mission, 1940-1944. Juifs maintenus en activité par dérogation à l'article III de la loi du 2 juin 1941 (deuxième statut des Juifs) : correspondance, listes. Dénonciations, plaintes contre les Juifs, 1941-1944. Lettres de Juifs au maréchal Pétain, 1941-1944. Lettres en faveur de Juifs et suppliques de Juifs, 1941-1944. Dossier de Hayaux du Tilly, délégué du C.G.Q.J. pour la Tunisie, 1941-1942.

Termes d'indexation

HAYAUX DU TILLY, délégué du C.G.Q.J; PÉTAINE (Philippe), maréchal; Tunisie

AJ/38/7

Intitulé

Listes d'avocats juifs arrêtés le 31 août 1941, listes de Juifs détenus à Drancy et à Compiègne, 1941-1942. Pièces relatives au camp de Drancy, 1941. Photographies de lettres de Juifs internés à Drancy, 1942. Tracts antisémites antérieurs à la guerre de 1939-1940. Interceptions téléphoniques, rapports divers sur les Juifs, coupures de journaux, tracts, 1941-1944.

Termes d'indexation

antisémitisme; Compiègne (Oise); Drancy (Seine-Saint-Denis); personnel; presse

AJ/38/8

Intitulé

Circulaires et notes de services du Militärbefehlshaber in Frankreich (Commandant militaire en France).

1940-1941

AJ/38/9

Intitulé

Correspondance arrivée et départ avec : le Militärbefehlshaber in Frankreich, 1941-1943 ; le Befehlshaber der Sicherheitspolizei (Chef de la police de sécurité), généralités, 1941-1944 ; le Befehlshaber der Sicherheitspolizei pour la Belgique et le nord de la France, 1941-1942.

AJ/38/10-AJ/38/15

Intitulé

Correspondance avec le Befehlshaber der Sicherheitspolizei, classé par noms de personnes, 1942-1944 (surtout 1943)

AJ/38/10

Intitulé

A-D.

AJ/38/11

Intitulé

E-K.

AJ/38/12

Intitulé

L-P.

AJ/38/13

Intitulé

R-Z.

AJ/38/14

Intitulé

Juifs autorisés à exercer leur profession.

AJ/38/15

Intitulé

Aussenkommando (Commandement étranger) Maisons-Laffitte et Melun.

Termes d'indexation

Maisons-Laffitte (Yvelines); Melun (Seine-et-Marne)

AJ/38/16-AJ/38/17

Intitulé

Correspondance avec le Dienststelle Einsatzstab Westen (Service d'État-major à l'ouest).

1942-1944

AJ/38/16

Intitulé

Généralités. Pièces classées par noms de personnes, A-K.

AJ/38/17

Intitulé

Pièces classées par noms de personnes, L-Z.

AJ/38/18

Intitulé

Correspondance avec divers services allemands.

1941-1944

Présentation du contenu

Ambassade d'Allemagne et Consulat général d'Allemagne. *Armeefeldpostmeister* (Directeur de la poste ambulante militaire).

Dienststelle der Feldpost Nr 43071 W (Service de la poste ambulante n° 43071 W).

Deutsche Umsiedlungs-Treuhand-Gesellschaft (Établissement allemand, finance, société).

Devisenschutz Kommando (Détachement de protection des devises).

Einsatzleitung Frankreich DW 1600 (Conduite de l'établissement en France).

Rüstungskommando Paris Mitte des Reichsministers für Bewaffnung und Munition (Commandement de mobilisation à Paris par les ministres du Reich pour l'armement et les munitions).

Feldkommandantur R 758, Saint-Cloud.

Kommandant von Gross-Paris (Commandant du Grand-Paris).

Kreis Kommandantur 786.

Feldkommandantur Melun.

Oberkommando des Heeres, Dienststelle Paris (Quartier général des armées, Paris).

Propaganda Abteilung (Section de la propagande).

Reichsführer SS und Chef der deutschen Polizei (Chef du Reich SS et Chef de la police allemande).

Rüstungs- und Beschaffungstab (État-major de l'équipement et de la mise en service).

Verbindungsstelle Frankreich der Organisation der deutschen Wirtschaft (Point de jonction de l'organisation de l'économie allemande).

Welt Dienst (Service du monde).

Dr Bofinger, Kleefeld, Maulaz.

Correspondance remise aux Autorités allemandes.

Termes d'indexation

Melun (Seine-et-Marne); Montrouge (Hauts-de-Seine); Saint-Cloud (Hauts-de-Seine)

AJ/38/19-AJ/38/68

Intitulé

Dossiers du cabinet à Vichy.

1941-1944

Présentation du contenu

Classement décimal

AJ/38/19

Intitulé

M 1 Numerus clausus des étudiants et des médecins. M 15 Comités, associations. M 151 Organisations diverses dont la Légion française des Combattants. M 177 Journaux et revues. M 178 Agences d'information, de publicité, de voyages, agences immobilières. M 2 Religions et sectes.

Termes d'indexation

presse; publicité; religion; Vichy (Allier)

AJ/38/20-AJ/38/51

Intitulé

M 31 (sociétés industrielles et commerciales) et M 311 (maisons d'affaires).

Présentation du contenu

Dossiers réunis en une seule série classée dans l'ordre alphabétique des personnes et des sociétés.

AJ/38/20

Intitulé

Ab-An.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/21

Intitulé

Ap-Az.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/22

Intitulé

Ba-Bel.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/23

Intitulé

Bem-Bloch.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/24

Intitulé

Blum-Bz.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/25

Intitulé

Ca-Chan.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/26

Intitulé

Chap-Comm.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/27

Intitulé

Comp-Cz.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/28

Intitulé

D.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/29

Intitulé

E.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/30

Intitulé

Fa-Fl.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/31

Intitulé

Fo-Fz.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/32

Intitulé

Ga-Gl.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/33

Intitulé

Go-Gu.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/34

Intitulé

H.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/35

Intitulé

I-J.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/36

Intitulé

K.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/37

Intitulé

La-Levy (Fernand).

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/38

Intitulé

Levy (Gabriel)-Ly.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/39

Intitulé

Mab-Marc.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/40

Intitulé

Marg-Mi.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/41

Intitulé

Mo-Mu.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/42

Intitulé

N-O.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/43

Intitulé

Pa-Ph.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/44

Intitulé

Pi-Q.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/45

Intitulé

R.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/46

Intitulé

Sa-Sch.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/47

Intitulé

Sci-Sn.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/48

Intitulé

So-Sz.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/49

Intitulé

T-U.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/50

Intitulé

V.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/51

Intitulé

W-Z.

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/52

Intitulé

M 313 Sociétés concessionnaires et subventionnées. M 32 Agriculture. M 322 Commerce agricole. M 323 Exploitations forestières. M 33 Finances, appartements et locaux juifs, châteaux et propriétés, théâtres et cinémas, sociétés et opérations immobilières.

Termes d'indexation

agriculture; château; cinéma; commerce; forêt; théâtre; Vichy (Allier)

AJ/38/53-AJ/38/57

Intitulé

M 33A Affaires immobilières.

AJ/38/53

Intitulé

Pièces générales. Affaires classées dans l'ordre alphabétique : A-B.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/54

Intitulé

Affaires classées dans l'ordre alphabétique, C-G.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/55

Intitulé

Affaires classées dans l'ordre alphabétique, H-L.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/56

Intitulé

Affaires classées dans l'ordre alphabétique, M-R.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/57

Intitulé

Affaires classées dans l'ordre alphabétique, S-Z.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/58

Intitulé

M 33B Banques. M 33C Affaires immobilières. M 33D Assurances. M 34 Professions libérales, avocats, théâtres, fonctionnaires, experts-comptables.

Termes d'indexation

cinéma; théâtre; Vichy (Allier)

AJ/38/59

Intitulé

M 39 Commerce intérieur (alimentation, bijouterie, cinéma, imprimerie).

Termes d'indexation

commerce; Vichy (Allier)

AJ/38/60

Intitulé

M 41 Personnes juives : recensement des Juifs, Juifs ayant appartenu à des sociétés secrètes.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/61

Intitulé

M 45 Organisations juives. M 46 Activités juives. M 47 Idéologie juive. M 48 Émigration juive. M 49 Notions historiques. M 60 Trafic et marché noir juifs. M 67 Tract communiste. M 68 Officine clandestine s'occupant de recrutement pour les Américains. M 70 Organisation du Commissariat. M 71 Correspondance avec le ministère de la Justice.

Termes d'indexation

communisme; marché noir; Vichy (Allier)

AJ/38/62

Intitulé

M 72 Correspondance avec le ministère de l'Intérieur. M 73 Finances. M 74 Production industrielle.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/63

Intitulé

M 741 Produits chimiques. M 742 Textiles. M 743 Cuirs. M 744 Électricité, radio, gaz, pétrole.

Termes d'indexation

cuir; électricité; énergie; Vichy (Allier)

AJ/38/64

Intitulé

M 745 Mines et métallurgie. M 746 Manufactures. M 747 Laboratoires. M 747 Lutte contre le chômage. M 748 Travailleurs étrangers. M 74S Syndicats. M 75 Affaires étrangères. M 76 Défense nationale. M 77 Information, radio. M 78 Présidence du Conseil. M 780 Vice-Présidence du Conseil. M 782 Conférences interministérielles. M 790 Parlement. M 791 P.T.T. M 792 Jeunesse.

Termes d'indexation

chômage; industrie; jeunesse; poste; Vichy (Allier)

AJ/38/65

Intitulé

M 793A Agriculture. M 794 Transports et communications. M 795 Colonies. M 796 Anciens combattants. M 797 Éducation nationale. M 797BA Beaux-Arts. M 798 Marine marchande.

Termes d'indexation

agriculture; enseignement; marine marchande; transport; Vichy (Allier)

AJ/38/66

Intitulé

M 7991 Santé publique. M 7992 Assistance publique.

Termes d'indexation

santé; Vichy (Allier)

AJ/38/67

Intitulé

M 8 Dossier « psychologique » (dénonciations, protestations, rapports, tracts...). M 85 Zone occupée. M 86 Correspondance provenant de Paris. M 9 Législation. M 92 Conseil d'État.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/68

Intitulé

N et R 41 Affaires diverses concernant des personnes (ordre alphabétique).

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/69-AJ/38/70

Intitulé

Dossiers du cabinet à Paris (classement décimal parallèle à celui des dossiers du cabinet à Vichy), 1941-1944.

AJ/38/69

Intitulé

M 15 Comités, associations. M 15PP Partis politiques. M 177 Presse. M 2 Religions. M 31 Sociétés, entreprises. M 32 Agriculture. M 33 Finances, établissements privés. M 33A et M 33C Affaires immobilières. M 33B Banques. M 33D Assurances. M 342 Avocats. M 347 Fonctionnaires. M 41 Personnes juives. M 46 Activité juive. M 49 Notions historiques. M 70 Organisation du Commissariat.

Termes d'indexation

agriculture; presse; religion; santé

AJ/38/70

Intitulé

M 71 Correspondance avec le ministère de la Justice. M 72 Correspondance avec le ministère de l'Intérieur. M 73 Finances. M 74 Production industrielle. M 75 Ministère des Affaires Étrangères. M 791 Santé publique. M 796 Anciens combattants. M 797 Enseignement. M 85 Zone occupée (notamment correspondance concernant des Juifs internés). M 9 Lois. E Juifs étrangers.

Termes d'indexation

enseignement

AJ/38/71-AJ/38/108

Intitulé

Service de liaison

AJ/38/71

Intitulé

Dossier général : rapport général sur le service, personnel, documentation, notes de service, 1941-1944.

AJ/38/72-AJ/38/105

Intitulé

Courrier en provenance des autorités allemandes (traduction française), mai 1941-août 1944.

AJ/38/72

Intitulé

N° 1 à 698, 2 mai-16 juillet 1941.

AJ/38/73

Intitulé

N° 704 à 1199, 16 juillet-22 août 1941.

AJ/38/74

Intitulé

N° 1200 à 1850, 18 août-5 novembre 1941.

AJ/38/75

Intitulé

N° 1851 à 2550, 7 novembre 1941-2 janvier 1942.

AJ/38/76

Intitulé

N° 2551 à 3300, 2 janvier-21 février 1942.

AJ/38/77

Intitulé

N° 3301 à 3850, 13 février-26 mars 1942.

AJ/38/78

Intitulé

N° 3851 à 4350, 26 mars-15 mai 1942.

AJ/38/79

Intitulé

N° 4351 à 4900, 13 mai-29 juin 1942.

AJ/38/80

Intitulé

N° 4901 à 5450, 26 juin-3 août 1942.

AJ/38/81

Intitulé

N° 5451 à 6050, 31 juillet-28 août 1942.

AJ/38/82

Intitulé

N° 6051 à 6300, 28 août-10 septembre 1942.

AJ/38/83

Intitulé

N° 6301 à 6850, 11-26 septembre 1942.

AJ/38/84

Intitulé

N° 6851 à 7300, 22 septembre-13 octobre 1942.

AJ/38/85

Intitulé

N° 7301 à 7699, 13-26 octobre 1942.

AJ/38/86

Intitulé

N° 7700 à 8149, 26 octobre-10 novembre 1942.

AJ/38/87

Intitulé

N° 8150 à 8499, 10 novembre-4 décembre 1942.

AJ/38/88

Intitulé

N° 8500 à 8899, 4 décembre 1942-11 janvier 1943.

AJ/38/89

Intitulé

N° 8900 à 9400, 12 janvier-12 février 1943.

AJ/38/90

Intitulé

N° 9401 à 9859, 8 février-11 mars 1943.

AJ/38/91

Intitulé

N° 9860 à 10450, 11-31 mars 1943.

AJ/38/92

Intitulé

N° 10451 à 10799, 31 mars-29 avril 1943.

AJ/38/93

Intitulé

N° 10800 à 11470, 29 avril-27 mai 1943.

AJ/38/94

Intitulé

N° 11471 à 11699, 13 mai-1er juin 1943.

AJ/38/95

Intitulé

N° 11700 à 12050, 2-26 juin 1943.

AJ/38/96

Intitulé

N° 12051 à 12599, 22 juin-28 juillet 1943.

AJ/38/97

Intitulé

N° 12600 à 13299, 24 juillet-2 septembre 1943.

AJ/38/98

Intitulé

N° 13300 à 14100, 2 septembre-29 octobre 1943.

AJ/38/99

Intitulé

N° 14101 à 14999, 29 octobre 1943-8 janvier 1944.

AJ/38/100

Intitulé

N° 15000 à 15999, 8 janvier-22 février 1944.

AJ/38/101

Intitulé

N° 16000 à 16830, 22 février-23 mars 1944.

AJ/38/102

Intitulé

N° 16831 à 17599, 21 mars-19 mai 1944.

AJ/38/103

Intitulé

N° 17600 à 18399, 19 mai-29 juin 1944.

AJ/38/104

Intitulé

N° 18400 à 18999, 26 juin-11 juillet 1944 (incomplet).

AJ/38/105

Intitulé

N° 19000 à 19414, 10 juillet-12 août 1944.

AJ/38/106

Intitulé

Notes pour les sections, 1942. Listes de lettres aux autorités allemandes restées sans réponse, 1942-1944. Listes de dossiers transmis à l'homologation et non renvoyés par les autorités occupantes, 1941-1944. Renseignements au sujet de la nationalité et de la « race » de Juifs : formulaires individuels (spécimens), 1943-1944.

Termes d'indexation

nationalité

AJ/38/107

Intitulé

Formulaires de justification de rémunération d'administrateurs provisoires (spécimens), 1943-1944.

AJ/38/108

Intitulé

Statistiques mensuelles concernant les dossiers transmis aux autorités allemandes et renseignements divers ayant servi à établir ces statistiques, mai 1941-juillet 1944.

AJ/38/114-AJ/38/130, AJ/38/1143-AJ/38/1151, AJ/38/5809

Intitulé

Service de la législation et du contentieux

AJ/38/114

Intitulé

Minutes du courrier départ (ministères, administrations publiques, préfets, particuliers), 1942-1944. Liaison avec le Service de l'aryanisation économique, 1941-1942. Correspondance avec les autorités d'Occupation, 1942-1943.

AJ/38/115

Intitulé

Répertoires et tables des lois, décrets, arrêtés et ordonnances concernant les Juifs, 1940-1943. Lois, décrets, ordonnances, arrêtés, statut des Juifs, 1940-1944. Etats des projets de lois, décrets et arrêtés en cours, 1941-1943. Lois, ordonnances et instructions concernant la gestion des entreprises privées de leurs dirigeants et des entreprises juives (recueil ronéotypé), 1940-1941. Recueils de la législation relative aux Juifs parue au Journal officiel, 1940-1943. Résumé méthodique de la législation française et des ordonnances des autorités d'Occupation concernant les Juifs, par François Luciani, chef du Service juridique de la Police des questions juives, s.d. Lois, décrets, ordonnances allemandes, 1940-1942.

Termes d'indexation

LUCIANI (François), chef du service juridique de la Police des Questions juives

AJ/38/116

Intitulé

Projets de lois, 1940-1943

Présentation du contenu

Observations des autorités allemandes.

Projets de lois sur les entreprises, les biens et valeurs appartenant aux Juifs.

Projet de code des sociétés par actions.

U.G.I.F., amende du milliard.

Rémunération des administrateurs provisoires.

Statut des Juifs, mesures contre les Juifs.

Projets législatifs.

Termes d'indexation

amende

AJ/38/117

Intitulé

Lois, décrets, arrêtés, ordonnances allemandes concernant les Juifs ; communiqués de presse, 1940-1944.

AJ/38/130

Intitulé

Pourvois en Conseil d'État, 1943-1944.

AJ/38/118-AJ/38/128

Intitulé

Dossiers matières numérotés du Service de la législation, précédés d'une table des dossiers, 1941-1944.

AJ/38/118

Intitulé

1 Statut des Juifs. 2 Recensement des Juifs. 3 Parlementaires juifs (ce dossier n'a jamais été ouvert par le service). 4 Droit civil (changement de nom, tutelle, divorce, etc.).

Termes d'indexation

droit civil

AJ/38/119

Intitulé

5 Enseignement. 6 Fonctionnaires en général.

Termes d'indexation

enseignement

AJ/38/120

Intitulé

7 Conseils de Préfecture. 8 Armée. 9 Octroi. 10 à 17 Numéros vacants. 18 Poursuites pénales, questions de principe. 19-20 Numéros vacants. 21 Officiers ministériels. 22 Avocats. 23 Avocats au Conseil d'État et à la Cour de Cassation. 24 Professions médicales. 25 Architectes. 26 Vétérinaires. 27 Professions judiciaires. 28 à 30 Numéros vacants.

Termes d'indexation

armée; justice

AJ/38/121

Intitulé

31 Professions interdites. 32 Professions commerciales.

Termes d'indexation

cinéma; industrie; presse

AJ/38/122

Intitulé

33 Professions agricoles. 34 Professions libres (commerce de timbres-poste, ingénieurs diplômés, géomètres-experts, etc.). 35 Professions artistiques. 36 Voyageurs et représentants de commerce. 37 à 39 Numéros vacants. 40 Organes représentatifs de la profession. 41 Entreprises concédées ou subventionnées. 42 Mouvements de jeunesse. 43 Groupements non juifs (interdiction d'adhérer). 44 Sociétés. 45 Associations. 46 à 54 Numéros vacants.

Termes d'indexation

agriculture; commerce; jeunesse

AJ/38/123

Intitulé

55 Application aux prisonniers de guerre de la loi du 2 juin 1941 portant statut des Juifs. 56 à 59 Numéros vacants. 60 Questions diverses (réfugiés juifs, retour des Juifs dans leur pays d'origine, procuration d'un mari juif à sa femme aryenne, etc.). 61 Questions ne concernant pas le Commissariat. 62 à 64 Numéros vacants. 65 Culte israélite. 66 Circulation, séjour des Juifs. 67 Application de la loi du 11 décembre 1942 (apposition de la mention « Juif » sur les titres d'identité). 68 Associations de Juifs, U.G.I.F. 69 Presse juive (dossier non ouvert par le service). 70 Application aux étrangers des mesures prises contre les Juifs. 71 Juifs étrangers. 72 Naturalisations. 73 Numéro vacant. 74 Alsaciens-Lorrains. 75 Conférences (dossier non ouvert par le service). 76 Commissariat général. 77 Numéro vacant. 78 Locaux du Commissariat à Paris (dossier non ouvert par le service). 79 Licenciement du personnel juif dans les entreprises commerciales. 80 Actions, parts d'intérêt.

Termes d'indexation

licenciement; naturalisation; religion

AJ/38/124

Intitulé

81 Propriété foncière. 82 Offices ministériels en zone occupée. 83 Annulation des actes postérieurs au 20 mai 1940 concernant les Juifs.

AJ/38/125

Intitulé

84 Administrateurs provisoires.

AJ/38/126

Intitulé

85 Fonds de commerce. 86 Collections artistiques. 87 Prélèvement de 10 % des sommes versées à la Caisse des Dépôts et Consignations sur la vente des biens juifs. 88 Actes de réquisition des autorités allemandes. 89 Circulation des capitaux.

Termes d'indexation

commerce

AJ/38/127

Intitulé

90 Locaux vacants. 91 Successions, donations. 92 Achats de biens juifs. 93 Droits d'auteurs. 94 Brevets d'invention. 95 Régimes matrimoniaux. 96 Séparations de biens. 97 Rentes viagères. 98 Partages, actions en justice. 99 Jurisprudence (recueil général). 100 Interprétation des ordonnances allemandes.

Termes d'indexation

justice; mariage

AJ/38/128

Intitulé

101-102 Algérie. 201-272 Tunisie. 301-372 Maroc. 401-485 Colonies. 501 Monaco. Hors cote. Jurisprudence (extraits de la Gazette du Palais). Affaires diverses.

Termes d'indexation

Algérie; Maroc; Monaco; Tunisie

AJ/38/1143-AJ/38/1151

Intitulé

Dossiers matières numérotés, 1941-1944.

AJ/38/1143

Intitulé

1 JA Statut des Juifs (application de la loi du 2 juin 1941).

AJ/38/1144

Intitulé

2 JA Recensement des Juifs. 4 JA Droit civil. 5 JA Enseignement : numerus clausus dans les facultés, enseignement privé, bourses, admission à l'Ecole polytechnique, grandes écoles, etc.

Termes d'indexation

droit civil; enseignement

AJ/38/1145

Intitulé

6 JA Fonctionnaires juifs : reclassement, retraite, réintégration, indemnités de licenciement, etc.

Termes d'indexation

licenciement; reclassement professionnel; retraite

AJ/38/1146

Intitulé

22 JA Avocats. 24 JA Professions médicales. 28 JA Professions organisées : généralités.

AJ/38/1147

Intitulé

31 JA Professions interdites.

AJ/38/1148

Intitulé

32 JA Professions commerciales. 33 JA Professions agricoles. 34 JA Professions libres. 35 JA Professions artistiques. 36 JA Voyageurs de commerce et représentants.

Termes d'indexation

agriculture; commerce

AJ/38/1149

Intitulé

40 JA Organes représentatifs de la profession. 41 JA Entreprises concédées ou subventionnées. 42 JA Colonies (officiers publics ou ministériels, avocats aux colonies).

AJ/38/1150

Intitulé

66 JA Circulation, séjour des Juifs. 70 JA Application de la législation française aux Juifs étrangers. 71 JA Incorporation des Juifs étrangers dans les groupements de travailleurs. 76 JA Organisation du Commissariat général aux questions juives. 81 JA Propriété foncière. 87 JA Fonds de solidarité, prélèvement de 10 %.

AJ/38/1151

Intitulé

89 JA Avoirs juifs. 93 JA Droit d'auteur. 94 JA Brevets d'invention. 101 JA Algérie, statut des Juifs.

Termes d'indexation

Algérie

AJ/38/5809

Intitulé

Divers, 1940-1944.

Présentation du contenu

Notes et correspondance sur l'application du statut des Juifs du 3 octobre 1940.

Mise à jour de la liste des dossiers.

Minutes du courrier départ, 1942-1944.

Minutes du courrier de divers services, 1941-1943.

Direction de l'aryanisation économique :

- correspondance avec les administrateurs provisoires des sections IA et ID ;
- section VII, service des ventes, 1942-1943 ;
- listes et dossiers individuels de biens immobiliers situés en zone sud, 1942 ;
- notes de service, 1942.

S.C.A.P. : documentation générale.

AJ/38/129

Intitulé

Divers, 1941-1944.

Présentation du contenu

Organisation et personnel du Service de la législation et du contentieux.

Notes et lettres diverses arrivées au Service.

Législation comparée.

Donations soumises au contentieux.

Réponses à des questions d'ordre juridique.

Jurisprudence.

Dossier de Wetterwald (employé au Service de la législation ?).

Affaires diverses traitées par le Service.

Termes d'indexation

personnel; WETTERWALD

AJ/38/131-AJ/38/134

Intitulé

Service de l'inspection générale

AJ/38/131

Intitulé

Minutes du courrier départ, 15 mars 1943-10 août 1944.

AJ/38/132

Intitulé

Recrutement du personnel de l'inspection, 1943. Documentation sur le contentieux, 1941-1944. Associations (Association des administrateurs provisoires de France ; Association française des acquéreurs de biens ayanisés ; Bureau des questions juives), 1944. Affaires de corruption de fonctionnaires du Commissariat, 1942-1944.

Termes d'indexation

corruption; personnel

AJ/38/133

Intitulé

Dossier personnel de Houet, chef du service (correspondance et documents divers), 1942-1944. Pièces concernant des affaires juives dans les Basses-Pyrénées, 1941-1943.

Termes d'indexation

HOUET (Paul), chef du service de l'Inspection

AJ/38/134

Intitulé

Rapports de missions et d'enquêtes de : Houet, 1943-1944 ; Esquevin, 1942. « Affaires sans dossier apportées directement au service », 1941-1944.

Termes d'indexation

ESQUEVIN (Jacques), service de l'Inspection; HOUET (Paul), chef du service de l'Inspection

AJ/38/109-AJ/38/113, AJ/38/1141-AJ/38/1142, AJ/38/5770-AJ/38/5776

Intitulé

Direction du contrôle de l'U.G.I.F. (Union générale des Israélites de France)

AJ/38/109-AJ/38/110

Intitulé

Minutes du courrier départ, 1943-1944.

AJ/38/109

Intitulé

Janvier-août 1943.

AJ/38/110

Intitulé

Septembre 1943-août 1944.

AJ/38/5770

Intitulé

Cadre législatif, organisation et contrôle de l'U.G.I.F., novembre 1941-juillet 1944. Documentation : l'émigration, s.d. ; le judaïsme en France, juillet 1941 ; les camps d'internement, juillet 1941 ; l'organisation des secours ; projet de loi instituant l'U.G.I.F. et protestation de la commission centrale des organisations juives d'assistance ; l'évolution de la législation française à l'égard des Israélites depuis juillet 1940. Mémoire de la commission centrale des organisations juives d'assistance sur le projet de loi tendant à créer l'U.G.I.F., novembre 1941. Enquête d'opinion effectuée en zone libre pour le Service de la propagande du C.G.Q.J. visant à déterminer la position de l'opinion française devant le « problème juif », 1943. Budget de l'U.G.I.F., 1942-1944. Rapport sur l'organisation de l'enseignement primaire juif, mars 1943.

Termes d'indexation

budget; émigration; judaïsme

AJ/38/111

Intitulé

Organisation et personnel de l'U.G.I.F., Service de l'enfance et de la jeunesse, Service juridique, immeubles de l'U.G.I.F., budget, compte 511, demandes d'exonération de la taxe individuelle, entretien du camp de Drancy, legs Leichter, fournitures et marchés, zone occupée : législation, notes, documentation, correspondance, 1941-1944.

Termes d'indexation

commerce; Drancy (Seine-Saint-Denis); jeunesse; LEICHTER; personnel

AJ/38/1142

Intitulé

Rapport sur la situation du judaïsme en France, ni signé, ni daté (probablement écrit entre juin et novembre 1941). Recensement des écoles juives : Paris, banlieue et départements, 1943. Reclassement professionnel des Juifs, 1944. Mises sous scellés d'appartements israélites, 1942-1944. Listes de Juifs : Côte-d'Or, Eure-et-Loir, Marseille, Nièvre, Rhône, Saône-et-Loire, 1941-1944.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône); reclassement professionnel; religion

AJ/38/112

Intitulé

Biens confiés à l'U.G.I.F. par les Juifs étrangers des camps de Gurs, le Vernet d'Ariège, Septfonds, Premilhat.

Termes d'indexation

Septfonds (Tarn-et-Garonne)

AJ/38/5771

Intitulé

Associations juives, 1942-1944. Association israélite pour la protection de la jeune fille, 1922-1942. Refuge israélite de Nice, 1923-1941. Société de bienfaisance israélite, 1885-1942.

AJ/38/113

Intitulé

Oeuvres juives d'assistance et de secours : documentation, correspondance. Réponses à la circulaire du 9 juillet 1942 sur la recherche des associations juives, 1942. Alliance israélite universelle, 1941-1942. Association israélite pour la protection de la jeune fille, 1926-1934. École de Travail, rue des Rosiers, 1897-1938. Association « Pour nos enfants », 1933-1934. Société O.R.T. (Organisation, Reconstruction, Travail), 1941. Société de patronage des ouvriers et apprentis israélites, 1878-1934. Société de refuge du Plessis-Piquet, 1894-1923. « Le Toit familial », 1906-1907. Divers, 1934-1942.

Termes d'indexation

enseignement

AJ/38/1141

Intitulé

Dossiers numérotés, 1942-1944.

Présentation du contenu

1. Dévolution à l'U.G.I.F. des biens des fondations.
2. Régime du camp de Drancy.
3. Secours et assistance médicale aux Juifs.
4. Correspondance interprétative concernant le prélèvement de 5 % prévu par l'arrêté du 11 mai 1943 sur les pensions civiles et militaires.
5. Numéro vacant.
6. Demandes d'exonération de la cotisation individuelle au profit de l'U.G.I.F.
7. Réorganisation administrative de l'U.G.I.F.

Oeuvres juives, documents divers concernant les oeuvres transférées à l'U.G.I.F., 1942-1943 : O.R.T. ; Centre de reclassement professionnel et maison d'enfants de l'Association des Israélites pratiquants à Marseille ; O.S.E. et Oeuvre israélite de séjours à la campagne ; Société de refuge et patronage professionnel de jeunes gens à Francueil (Indre-et-Loire) ; Oeuvres d'aide sociale israélite auprès des populations repliées de Périgueux ; Hias Ica Emigration Association (H.I.C.E.M.) à Marseille.

Comptes 511 (compte du Commissariat à la Caisse des dépôts et consignations), 12-07 (compte du Commissariat à la Paierie générale de la Seine), 27-16 (compte de l'U.G.I.F. à la Paierie générale de la Seine) ; paiements à imputer, virements de compte à compte, récépissés, relevés de compte, 1942-1944.

Termes d'indexation

Drancy (Seine-Saint-Denis); Francueil (Indre-et-Loire); Marseille (Bouches-du-Rhône); Périgueux (Dordogne)

AJ/38/5772-AJ/38/5776

Intitulé

Dossiers thématiques classés par ordre alphabétique.

AJ/38/5772

Intitulé

Affaires concernant les associations juives, 1942-1944. Amende du milliard, 1941-1943. Arrêté du 28 août 1942. Arrêté du 11 mai 1943. Arrêtés de transfert des associations à l'U.G.I.F., 1941-1944. Assistance aux Juifs, 1942-1944. Assurances, 1940-1944.

Termes d'indexation

amende

AJ/38/5773

Intitulé

Budgets 1942-1943 : zones nord et sud. Budget 1944 : zones nord et sud. Bulletins de l'U.G.I.F., janvier 1942-mai 1944 (lacunes). Cartes de légitimation, 1942-1944. Composition du conseil d'administration, 1941-1944. Comptes rendus mensuels : zone sud, 1942. Drancy, 1943-1944. Effets des internés et vestiaires, 1942.

Termes d'indexation

budget; Drancy (Seine-Saint-Denis)

AJ/38/5774

Intitulé

Exonération (demandes d'), 1943-1944. Exonération (états d') : zone nord, 1943-1944. Exonération (états d') : zone sud, 1943-1944. Fondations, 1943-1944. Hôpital Rothschild, 1941-1944. Internement, 1941-1944.

AJ/38/5775

Intitulé

Legs et libéralités, 1942-1944. Legs Élias, 1942-1944. Legs Hirschler, 1940-1944. Legs Jacob dit Miral, 1944. Legs Leichter, 1939-1943. Legs veuve Rueff, 1940-1944. Legs Weil-Sriber, 1943-1944. Locaux de l'U.G.I.F., 1942-1944. Loi du 23 mars 1944. Magasins juifs (9e ordonnance), 1942-1943. Matériel, fournitures, marchés, travaux, 1942-1944. Recensement des Juifs, 1942-1944.

Termes d'indexation

commerce; ÉLIAS; HIRSCHLER (Jacob) dit Miral; LEICHTER; RUEFF (Mme veuve); WEIL-SRIBER

AJ/38/5776

Intitulé

Recettes diverses de l'U.G.I.F., 1942-1944. Réquisitions des autorités allemandes, 1942. Secours, 1942-1944. Service de la jeunesse de l'U.G.I.F, dissolution de la 4e direction, 1940-1943. Sociétés de secours mutuel, 1942-1943. Taxations

individuelles, 1943-1944. Textes légaux, 1942-1944. Union générale des Israélites d'Algérie, 1942.

Termes d'indexation

Algérie; budget; jeunesse

AJ/38/195-AJ/38/196, AJ/38/6277-AJ/38/6352

Intitulé

Services administratifs et financiers

AJ/38/195

Intitulé

Notes de service, 1941-1944. Services administratifs et financiers, Vichy, 1941-1944. Services administratifs et financiers, Paris, 1942-1944.

Présentation du contenu

Services administratifs et financiers, Vichy, 1941-1944 :

- Organisation du Commissariat, régies d'avances, budgets.
- Correspondance avec les Directions régionales.
- Correspondance relative à l'U.G.I.F.
- Locaux, comptabilité, matériel.

Services administratifs et financiers, Paris, 1942-1944 :

- Correspondance avec la Direction du cabinet et la Section d'enquête et de contrôle.
- Frais de mission.
- Administration.
- Locaux, comptabilité, fournitures, chauffage, défense passive.

Termes d'indexation

budget; Vichy (Allier)

AJ/38/196

Intitulé

Personnel du Commissariat : effectifs, courrier relatif au personnel, catégories et traitement, personnel appelé au S.T.O., mouvement du personnel en août 1944, personnel des différentes directions (S.C.A.P. et A.E., S.E.C., Service de liaison, etc.), 1942-1944.

Termes d'indexation

personnel

AJ/38/6277-AJ/38/6352

Intitulé

Personnel du commissariat : dossiers individuels.

AJ/38/6277

Intitulé

Ab-Ange.

AJ/38/6278

Intitulé

Angl-Aud.

AJ/38/6279

Intitulé

Aug-Balm.

AJ/38/6280

Intitulé

Balu-Bass.

AJ/38/6281

Intitulé

Bast-Ben.

AJ/38/6282

Intitulé

Ber-Big.

AJ/38/6283

Intitulé

Bih-Boe.

AJ/38/6284

Intitulé

Bog-Bor.

AJ/38/6285

Intitulé

Bos-Bourre.

AJ/38/6286

Intitulé

Bourri-Bra.

AJ/38/6287

Intitulé

Bre-Bros.

AJ/38/6288

Intitulé

Brou-Bz.

AJ/38/6289

Intitulé

Cab-Caro.

AJ/38/6290

Intitulé

Carr-Cham.

AJ/38/6291

Intitulé

Chan-Chaum.

AJ/38/6292

Intitulé

Chaus-Cho.

AJ/38/6293

Intitulé

Ci-Com.

AJ/38/6294

Intitulé

Con-Coura.

AJ/38/6295

Intitulé

Courb-Cu.

AJ/38/6296

Intitulé

Da-Deb.

AJ/38/6297

Intitulé

Dec-Del.

AJ/38/6298

Intitulé

Dem-Desei.

AJ/38/6299

Intitulé

Desen-Di.

AJ/38/6300

Intitulé

Do-Duboi.

AJ/38/6301

Intitulé

Dubou-Dum.

AJ/38/6302

Intitulé

Dun-Dut.

AJ/38/6303

Intitulé

Duv-E.

AJ/38/6304

Intitulé

Fa-Fes.

AJ/38/6305

Intitulé

Fet-Foug.

AJ/38/6306

Intitulé

Foul-Fr.

AJ/38/6307

Intitulé

Gaf-Gaud.

AJ/38/6308

Intitulé

Gaul-Geo.

AJ/38/6309

Intitulé

Ger-Gof.

AJ/38/6310

Intitulé

Gol-Gre.

AJ/38/6311

Intitulé

Gri-Guillar.

AJ/38/6312

Intitulé

Guillau-Ha.

AJ/38/6313

Intitulé

He-Hi.

AJ/38/6314

Intitulé

Ho-Ja.

AJ/38/6315

Intitulé

Je-Ju.

AJ/38/6316

Intitulé

K-Laca.

AJ/38/6317

Intitulé

Lach-Lam.

AJ/38/6318

Intitulé

Lan-Laul.

AJ/38/6319

Intitulé

Laun-Lecos.

AJ/38/6320

Intitulé

Lecot-Legr.

AJ/38/6321

Intitulé

Legu-Lepa.

AJ/38/6322

Intitulé

Lepe-Li.

AJ/38/6323

Intitulé

Lo-Lu.

AJ/38/6324

Intitulé

Mac-Marcel.

AJ/38/6325

Intitulé

Marcen-Marion.

AJ/38/6326

Intitulé

Mariot-Mary.

AJ/38/6327

Intitulé

Mas-Mere.

AJ/38/6328

Intitulé

Meri-Mi.

AJ/38/6329

Intitulé

Moc-Mon.

AJ/38/6330

Intitulé

Mor-Moy.

AJ/38/6331

Intitulé

Mu-N.

AJ/38/6332

Intitulé

O-Pap.

AJ/38/6333

Intitulé

Par-Pell.

AJ/38/6334

Intitulé

Pelt-Pic.

AJ/38/6335

Intitulé

Pie-Pl.

AJ/38/6336

Intitulé

Po.

AJ/38/6337

Intitulé

Pr-Q.

AJ/38/6338

Intitulé

Ra-Ref.

AJ/38/6339

Intitulé

Reg-Ric.

AJ/38/6340

Intitulé

Rid-Roe.

AJ/38/6341

Intitulé

Rog-Rouh.

AJ/38/6342

Intitulé

Roul-Ru.

AJ/38/6343

Intitulé

Sa.

AJ/38/6344

Intitulé

Sc-Simon.

AJ/38/6345

Intitulé

Simoni-Su.

AJ/38/6346

Intitulé

Ta-Thi.

AJ/38/6347

Intitulé

Tho-Tre.

AJ/38/6348

Intitulé

Tri-Vall.

AJ/38/6349

Intitulé

Valm-Vei.

AJ/38/6350

Intitulé

Vel-Vie.

AJ/38/6351

Intitulé

Vig-Z.

AJ/38/6352

Intitulé

Registres de feuilles de personnel, 1941-1944 : agents sur contrat : A à G ; agents sur contrat : H à Z ; auxiliaires temporaires : A à L ; auxiliaires temporaires : M à Z ; commis et femmes de ménage.

AJ/38/320

Intitulé

Direction de la propagande

1941-1944

Présentation du contenu

Organisation, 1944. Minutes du courrier départ, 29 décembre 1943-10 août 1944.

Correspondance avec les Allemands (épaves), 1943-1944.

Délégation de Marseille : minutes du courrier départ, 28 novembre 1942-18 janvier 1943.

Institut d'études des questions juives : correspondance, 1941-1943.

Institut d'anthropo-sociologie : correspondance, 1942-1943.

Union française pour la défense de la race : correspondance, documentation, 1942-1943.

AJ/38/135-AJ/38/194, AJ/38/1158

Intitulé

Direction du statut des personnes

AJ/38/135-AJ/38/143

Intitulé

Échelon de Vichy. Minutes du courrier départ, 1941-1943.

AJ/38/135

Intitulé

Juillet-août 1941.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/136

Intitulé

Septembre-octobre 1941.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/137

Intitulé

Novembre-décembre 1941.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/138

Intitulé

Janvier-février 1942.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/139

Intitulé

Mars 1942.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/140

Intitulé

Avril 1942.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/141

Intitulé

Mai 1942.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/142

Intitulé

Juin-juillet 1942.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/143

Intitulé

Août 1942-décembre 1943 (fragments).

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/144-AJ/38/145

Intitulé

Échelon de Paris, 1944.

AJ/38/144

Intitulé

Minutes du courrier départ, juin-août 1944.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/145

Intitulé

Minutes du courrier départ pour les autres services du Commissariat, janvier-juillet 1944.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/146

Intitulé

Organisation et personnel : documentation, notes, 1941-1943. Courrier divers (Vichy et Paris), 1941-1944. Circulaires, lettres et notes de principe, 1941-1944. Correspondance avec les services allemands, 1941-1944. Correspondance avec les services d'Armistice, 1944. Correspondance avec la Section d'enquête et de contrôle, 1943-1944. Professions libérales, numerus clausus, professions

interdites, avocats et jurés juifs : correspondance, législation, 1941-1943. Rapports de mission (Vichy), 1941. Certificats d'aryanité, 1941. Emplois d'agents israélites à l'Équipement national : correspondance, 1942. Contentieux (lettre S) : correspondance, 1943-1944.

Termes d'indexation

contentieux; personnel; Vichy (Allier)

AJ/38/148

Intitulé

Religions et races, 1941-1944

Présentation du contenu

Détermination de la race.

Arméniens, Russes, Géorgiens, Karaïmes, Sepharadis, Ukrainiens, « religions exotiques ».

Église catholique gallicane.

Église catholique libérale.

Djougoutes.

Ismaélites.

Termes d'indexation

religion; Russie

AJ/38/147

Intitulé

Recensement des Juifs.

Présentation du contenu

Généralités et pièces diverses, 1941-1943.

Rapport de Ziegler de Loës chargé du Service du recensement à la Direction du statut des personnes, 1942.

Réponses au recensement : Eure-et-Loir, 1943.

Listes et statistiques de départements de la zone sud, 1944.

Termes d'indexation

ZIEGLER DE LOËS, chef du service du recensement

AJ/38/149

Intitulé

Copies de déclarations de race juive souscrites par des Allemands, des Tchèques, des Autrichiens et des Polonais hébergés à Tours, à Montbazon et au camp de la Lande-par-Monts (Indre-et-Loire), 1940-1941.

Termes d'indexation

Montbazon (Indre-et-Loire); Tours (Indre-et-Loire)

AJ/38/150

Intitulé

Déroptions au statut des Juifs, 1941-1944.

Présentation du contenu

Généralités et listes de dérogations, notamment de médecins.

Dossiers individuels de :

- Joseph Bonan, avocat au barreau de Casablanca.
- Bernard-Lévy, Vichy.
- Marcel Lion, Toulouse.
- André Meyer, ancien professeur à la Faculté des Sciences de Dijon.
- Dr. Rosanoff, Nice.
- René Ross, ex-professeur de l'Ecole pratique de Saint-Nazaire.
- Paul Sazias, Nice.

Termes d'indexation

BERNARD-LEVY (David et Pierre); BONAN (Joseph); Dijon (Côte-d'Or); enseignement; LION (Marcel); Maroc; MEYER (André); Nice (Alpes-Maritimes); ROSANOFF (Georges); ROSS (René); Saint-Nazaire (Loire-Atlantique); SAZIAS (Paul); Toulouse (Haute-Garonne); Vichy (Allier)

AJ/38/151

Intitulé

Dossier de demande de dérogation au statut des Juifs de Charles Weismann, 1908-1942.

Termes d'indexation

WEISMANN (Charles)

AJ/38/152-AJ/38/194

Intitulé

Dossiers individuels de Juifs (correspondances, dénonciations, suppliques, réponses du Commissariat), 1941-1944.

AJ/38/152

Intitulé

A-Alf.

AJ/38/153

Intitulé

Alg-Aq.

AJ/38/154

Intitulé

Ar-Az.

AJ/38/155

Intitulé

Ba-Bar.

AJ/38/156

Intitulé

Bas-Ben.

AJ/38/157

Intitulé

Ber-Bim.

AJ/38/158

Intitulé

Bin-Bloch.

AJ/38/159

Intitulé

Bloche-Bot.

AJ/38/160

Intitulé

Bou-Bro.

AJ/38/161

Intitulé

Bru-Cam.

AJ/38/162

Intitulé

Can-Ch.

AJ/38/163

Intitulé

Co-Cz.

AJ/38/164

Intitulé

Da-Des.

AJ/38/165

Intitulé

Det-Dre.

AJ/38/166

Intitulé

Dri-E.

AJ/38/167

Intitulé

Fa-Foz.

AJ/38/168

Intitulé

Fra-Ga.

AJ/38/169

Intitulé

Ge-Goldn.

AJ/38/170

Intitulé

Golds-Gri.

AJ/38/171

Intitulé

Gro-Hal.

AJ/38/172

Intitulé

Ham-He.

AJ/38/173

Intitulé

Hi-I.

AJ/38/174

Intitulé

J.

AJ/38/175

Intitulé

Ka-Kn.

AJ/38/176

Intitulé

Ko-Lan.

AJ/38/177

Intitulé

Lap-Leq.

AJ/38/178

Intitulé

Ler-Lev.

AJ/38/179

Intitulé

Lew-Lz.

AJ/38/180

Intitulé

Ma-Mar.

AJ/38/181

Intitulé

Mas-Me.

AJ/38/182

Intitulé

Mi-My.

AJ/38/183

Intitulé

N-O.

AJ/38/184

Intitulé

Pa-Pi.

AJ/38/185

Intitulé

PI-Rem.

AJ/38/186

Intitulé

Ren-Rosent.

AJ/38/187

Intitulé

Rosenw-Sal.

AJ/38/188

Intitulé

Sam-Sc.

AJ/38/189

Intitulé

Se-Sor.

AJ/38/190

Intitulé

Sos-Sz.

AJ/38/191

Intitulé

T.

AJ/38/192

Intitulé

U-V.

AJ/38/193

Intitulé

Wa-We.

AJ/38/194

Intitulé

Wi-Z.

AJ/38/1158

Intitulé

Recueil chronologique de coupures du Journal Officiel concernant les questions juives, octobre 1940-mai 1942. "Le statut des Juifs en France, en Allemagne et en Italie. Textes et analyse des dispositions en vigueur". Lyon, Express-Documents, s.d. (1941), in-8°. "La condition des Juifs en France sous l'Occupation allemande, 1940-1944, la législation raciale", par J. Lubetzki. Paris, C.D.J.C., 1945, in 8°.

Termes d'indexation

Allemagne; Italie; LUBETZKI (J.)

AJ/38/197-AJ/38/319, AJ/38/1152-AJ/38/1154, AJ/38/5824, AJ/38/6422

Intitulé

Police des questions juives (P.Q.J.) Section d'enquête et de contrôle (S.E.C.)

AJ/38/197-AJ/38/229, AJ/38/1152, AJ/38/1154, AJ/38/6422

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C. de Paris.

AJ/38/197

Intitulé

Organisation et personnel, 1942-1944. Documentation, 1942-1943. Courrier et enquêtes de la P.Q.J., 1942. Demandes d'internement par la P.Q.J., 1941-1942. Courrier arrivée de la S.E.C., 25 juillet-11 août 1944. Recherches de la S.E.C. en instance, 9-11 août 1944. États récapitulatifs des rapports adressés à la S.E.C., 1943-1944. Rapports d'enquêtes de la S.E.C., 1942-1944. Enregistrement des enquêtes (6 cahiers), 1942-1944.

Termes d'indexation

personnel

AJ/38/198-AJ/38/201

Intitulé

Réponses de la P.Q.J. à des demandes d'enquêtes, 1941-1942.

AJ/38/198

Intitulé

Novembre-décembre 1941.

AJ/38/199

Intitulé

Janvier-février 1942.

AJ/38/200

Intitulé

Mars 1942.

AJ/38/201

Intitulé

Avril 1942.

AJ/38/202-AJ/38/227

Intitulé

Minutes du courrier départ (lettres et enquêtes) de la S.E.C., 1942-1944.

AJ/38/202

Intitulé

N° 5633-6860, novembre 1942-janvier 1943.

AJ/38/203

Intitulé

N° 6861-7400, janvier 1943.

AJ/38/204

Intitulé

N° 7401-7999, janvier-février 1943.

AJ/38/205

Intitulé

N° 8001-8457, février-mars 1943.

AJ/38/206

Intitulé

N° 8467-8879, mars-avril 1943.

AJ/38/207

Intitulé

N° 8890-9400, avril-mai 1943.

AJ/38/208

Intitulé

N° 9401-9930, mai-juin 1943.

AJ/38/209

Intitulé

N° 9932-10427, juin-juillet 1943.

AJ/38/210

Intitulé

N° 10428-11000, juillet-août 1943.

AJ/38/211

Intitulé

N° 11001-11580, août-septembre 1943.

AJ/38/212

Intitulé

N° 11581-12198, septembre-octobre 1943.

AJ/38/213

Intitulé

N° 12203-13250, octobre-novembre 1943.

AJ/38/214

Intitulé

N° 13251-13710, décembre 1943.

AJ/38/215

Intitulé

N° 13711-14098, décembre 1943-janvier 1944.

AJ/38/216

Intitulé

N° 14100-14600, janvier-février 1944.

AJ/38/217

Intitulé

N° 14601-15204, février 1944.

AJ/38/218

Intitulé

N° 15230-16260, février-mars 1944.

AJ/38/219

Intitulé

N° 16263-16726, mars-avril 1944.

AJ/38/220

Intitulé

N° 16727-17178, avril 1944.

AJ/38/221

Intitulé

N° 17181-17785, avril-mai 1944.

AJ/38/222

Intitulé

N° 17786-18301, mai 1944.

AJ/38/223

Intitulé

N° 18303-18956, mai-juin 1944.

AJ/38/224

Intitulé

N° 18957-19403, juin 1944.

AJ/38/225

Intitulé

N° 19404-19799, juin-juillet 1944.

AJ/38/226

Intitulé

N° 19800-20277, juillet 1944.

AJ/38/227

Intitulé

N° 20281-20725, juillet-août 1944.

AJ/38/228

Intitulé

Minutes de rapports de l'inspecteur Rabier, 1942-1943.

Termes d'indexation

RABIER, inspecteur

AJ/38/1154

Intitulé

Arrestations de Juifs sur la voie publique, mars-juillet 1944.

AJ/38/6422

Intitulé

Répertoire du personnel de la P.Q.J.-S.E.C., zone nord, 1941-1943 ; répertoire des arrestations (Paris et Seine), 1943-1944.

AJ/38/229

Intitulé

Département de l'Allier : correspondance avec le délégué régional aux questions juives de Dijon, 1942-1944. Département d'Eure-et-Loir : correspondance du commissaire spécial chargé des questions juives, 1940-1942. Région d'Orléans : enquêtes, 1941-1943. Camps d'internement : documentation de provenances diverses, 1941-1943. Listes de « Juifs suspects, délinquants, recherchés », 1942-1944.

Termes d'indexation

délinquance; Dijon (Côte-d'Or)

AJ/38/1152

Intitulé

Région de Dijon.

Présentation du contenu

Courrier arrivée de Paris, 1942-1944. Courrier départ pour Paris, 1943-1944.
Correspondance avec le département de l'Yonne (préfet, maires), 1942-1943.
Enregistrement des enquêtes, 1942-1944.
Statistiques et listes de Juifs de la région, s.d.
Rapports d'enquêtes, décembre 1943-août 1944.
Dossiers individuels, 1942-1944. (Voir aussi AJ/38/5820 à 5822)

Termes d'indexation

Dijon (Côte-d'Or)

AJ/38/230-AJ/38/244

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C. de Vichy.

AJ/38/230

Intitulé

Courrier arrivée de la P.Q.J. et de la S.E.C., 1941-1943.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/231-AJ/38/232

Intitulé

Minutes du courrier départ de la P.Q.J., 1941-1942.

AJ/38/231

Intitulé

N° 75-2816, novembre 1941-mai 1942.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/232

Intitulé

N° 2817-4195, juin-août 1942.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/233-AJ/38/241

Intitulé

Minutes du courrier départ de la S.E.C., 1942-1943.

AJ/38/233

Intitulé

N° 4196-4706, septembre 1942.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/234

Intitulé

N° 4726-6948, octobre 1942-janvier 1943.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/235

Intitulé

N° 6976-7370, février-mars 1943.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/236

Intitulé

N° 7371-7843, mars 1943.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/237

Intitulé

N° 7861-8799, avril-mai 1943 (très incomplet).

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/238

Intitulé

N° 8872-9295, juin 1943.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/239

Intitulé

N° 9297-9754, juillet 1943.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/240

Intitulé

N° 9755-10044, août 1943.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/241

Intitulé

N° 10045-11181, septembre-décembre 1943.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/242

Intitulé

Correspondance avec : les services de police, 1941-1943 ; la S.E.C. de Limoges, 1941-1943 ; la S.E.C. de Lyon, 1941-1943.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne); Lyon (Rhône); police; Vichy (Allier)

AJ/38/243

Intitulé

Correspondance avec : la S.E.C de Marseille-Nice, 1941-1944 ; la S.E.C de Montpellier, 1941-1944 ; la S.E.C de Toulouse, 1941-1943.

Termes d'indexation

Vichy (Allier)

AJ/38/244

Intitulé

Instructions générales, circulaires, notes de service, 1942-1943. Personnel, 1942. Rapports d'activité des délégations régionales de la zone sud, 1942-1944. Correspondance « Éducation nationale » (étudiants juifs, polytechniciens israélites, etc.), 1942-1943. Listes des centres de regroupement des Français et étrangers « indésirables », listes de Juifs étrangers à Bellerive-sur-Allier, recensement des Juifs en zone non occupée, listes d'Israélites à Vichy, engagés volontaires israélites, 1941-1942. Listes de passagers à l'aérogare de Vichy-Rhue communiquées par la Police de l'Air, juin-novembre 1942.

Termes d'indexation

Bellerive-sur-Allier (Allier); enseignement; personnel; trafic aérien; Vichy (Allier)

AJ/38/245-AJ/38/252

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C. de Clermont-Ferrand.

AJ/38/245-AJ/38/247

Intitulé

Minutes du courrier départ, 1942-1944 (Voir 38AJ/3572 et 3573).

AJ/38/245

Intitulé

Janvier-février, avril-août 1942.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/246

Intitulé

Septembre, novembre 1943, janvier-mars 1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/247

Intitulé

Avril-juillet 1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/248

Intitulé

Correspondance entre les sections de Vichy et de Clermont, novembre 1941-août 1944. Fragments de courrier d'Ozanne, inspecteur à la P.Q.J. de Clermont, 1942. Fragments de correspondance diverse, 1942-1944. Commission de révision des permis de séjour : listes, 1942. Rapports d'enquêtes, 1942-1943.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); OZANNE, inspecteur; Vichy (Allier)

AJ/38/249-AJ/38/252

Intitulé

Dossiers individuels de Juifs, numérotés, reclassés par ordre alphabétique, 1942-1944.

Présentation du contenu

Dossiers numérotés de 1 à 150 (manque le n° 139) et de 1001 à 1100 (manquent les n° 1005, 1024, 1027, 1029 à 1031, 1041 et 1098).

AJ/38/249

Intitulé

A-D.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/250

Intitulé

E-J.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/251

Intitulé

K-N.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/252

Intitulé

O-Z.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/253-AJ/38/280, AJ/38/5824

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C. de Limoges.

AJ/38/253

Intitulé

Organisation, notes de service, instructions au personnel et documentation, 1941-1944.
Personnel, 1942-1944. Dossier du délégué régional Joseph Antignac ; rapport sur Antignac, non daté et non signé, rédigé à la Libération, et copie de pièces justificatives.

Termes d'indexation

ANTIGNAC (Joseph), délégué régional de la S.E.C; Limoges (Haute-Vienne); personnel

AJ/38/254

Intitulé

Courrier arrivée, 1941-1944.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/255-AJ/38/257

Intitulé

Minutes du courrier départ, 1941-1944.

AJ/38/255

Intitulé

N° 1-999, novembre 1941-mars 1942.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/256

Intitulé

N° 1000-3199, mars-septembre 1942.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/257

Intitulé

N° 3200-4337 et 1-5605, septembre 1942-août 1944.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/258

Intitulé

Correspondance avec : les préfectures (Creuse, Dordogne, Indre, Haute-Vienne), 1941-1944 ; les maires, 1941-1944 ; l'Union française pour la défense de la race, 1943. Procès-verbaux de gendarmerie dressés à l'encontre de Juifs ayant passé clandestinement la ligne de démarcation, décembre 1941-avril 1942. Correspondance concernant les Juifs de profession libérale, 1943-1944. Demandes faites par le délégué régional à des particuliers de prouver leur non-appartenance à la race juive, classement alphabétique, 1943-1944.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/259

Intitulé

Listes de Juifs classées par départements (Charente, Cher, Corrèze, Creuse, Dordogne, Gironde, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Haute-Vienne, Vienne) ; listes de personnes à rechercher en zone sud ; états numériques de Juifs bénéficiant des allocations et non encore reclassés ; employés juifs dans les administrations. 1941-1943.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/260

Intitulé

Demandes de recherches de personnes juives reçues par la S.E.C. de Limoges, n° 1-922, 1942-1944.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/261-AJ/38/262

Intitulé

Rapports des inspecteurs, 1941-1944.

AJ/38/261

Intitulé

N° 2-899, novembre 1941-décembre 1942.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/262

Intitulé

N°901-1844, décembre 1942-juillet 1944. Enregistrement des rapports, 2 novembre 1942-25 mai 1944.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/5824

Intitulé

Rapports d'enquêtes de la S.E.C., classés par ordre alphabétique d'affaires, 1942-1944.

Présentation du contenu

Manquent les lettres G à K

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/263-AJ/38/264

Intitulé

Courrier et rapports des inspecteurs, 1942-1944.

AJ/38/263

Intitulé

Coudert (Corrèze), 1942-1943. Larue (Corrèze), 1943-1944. Raymond (Corrèze), 1944. Brassem (Dordogne), 1942-1944.

Termes d'indexation

BRASSEM, inspecteur; COUDERT, inspecteur; LARUE, inspecteur; Limoges (Haute-Vienne); RAYMOND, inspecteur

AJ/38/264

Intitulé

Buisson (Indre), 1942-1944. Plantade (Indre), 1942. Borde (Haute-Vienne), 1942-1944. Duverneuil, 1943-1944.

Termes d'indexation

BORDE, inspecteur; BUISSON, inspecteur; Limoges (Haute-Vienne); PLANTADE, inspecteur

AJ/38/265

Intitulé

Département de la Dordogne : rapports d'enquêtes (classement alphabétique), 1942-1943.
Département militaire de la Dordogne : documents communiqués pour information au Commissariat, 1941-1942. « Festins juifs » à Saint-Aignan (Loir-et-Cher), 1943. Pièces diverses concernant le département de la Creuse, 1942-1944. Divers, 1942-1944.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne); Saint-Aignan (Loir-et-Cher)

AJ/38/266-AJ/38/280

Intitulé

Dossiers individuels de Juifs classés par ordre alphabétique, 1942-1944.

AJ/38/266

Intitulé

A.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/267

Intitulé

Ba-Bloch.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/268

Intitulé

Blond-Bu.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/269

Intitulé

C-D.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/270

Intitulé

E-F.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/271

Intitulé

G.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/272

Intitulé

H-J.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/273

Intitulé

K.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/274

Intitulé

La-Le.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/275

Intitulé

Lh-M.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/276

Intitulé

N-P.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/277

Intitulé

R.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/278

Intitulé

Sa-Se.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/279

Intitulé

Si-V.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/280

Intitulé

W-Z.

Termes d'indexation

Limoges (Haute-Vienne)

AJ/38/281-AJ/38/288

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C. de Lyon.

AJ/38/281

Intitulé

Organisation et instructions générales, 1941-1944. Correspondance avec la S.E.C de Paris, 1943-1944. Correspondance avec la Direction régionale de l'aryanisation économique, 1943-1944. Correspondance avec la préfecture et l'intendance de police, 1942-1944. Divers : listes de Juifs, immeubles juifs, éditions juives, Juifs forains, Juifs de professions libérales, U.G.I.F, 1942-1944.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône); police

AJ/38/282-AJ/38/288

Intitulé

Dossiers individuels de Juifs classés par ordre alphabétique, 1943-1944 (Voir aussi AJ/38/3601 à 3612).

AJ/38/282

Intitulé

A-B.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/283

Intitulé

C-F.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/284

Intitulé

G-J.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/285

Intitulé

K-L.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/286

Intitulé

M-P.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/287

Intitulé

R-S.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/288

Intitulé

T-Z.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/289, AJ/38/1153

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C. de Marseille et Nice.

AJ/38/1153

Intitulé

Marseille : documentation et correspondance diverse, 1941-1944.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/289

Intitulé

Marseille. Personnel (affaires Perrier, Favier, Ramaroni, Rochon), 1941-1943. Rapports des inspecteurs, 1942-1944. Courrier divers, 1941-1944. Nice. Rapports d'inspecteurs (épaves), 1942-1944.

Termes d'indexation

FAVIER, inspecteur; Marseille (Bouches-du-Rhône); Nice (Alpes-Maritimes); PERRIER (Georges), inspecteur principal; personnel; RAMARONI, directeur adjoint du C.G.Q.J. de Nice; ROCHON, directeur adjoint du C.G.Q.J. de Marseille

AJ/38/290-AJ/38/292

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C. de Montpellier.

AJ/38/290

Intitulé

Courrier arrivée, février 1942-juillet 1944.

Termes d'indexation

Montpellier (Hérault)

AJ/38/291

Intitulé

Courrier départ, avril 1942-août 1944.

Termes d'indexation

Montpellier (Hérault)

AJ/38/292

Intitulé

Dossiers matières, 1942-1944.

Présentation du contenu

Documentation générale.

D 5 Comités d'organisation.

D 6 Légion française des combattants.

D 7 Transferts de Juifs et renseignements sur leurs biens (listes de Juifs).

D 8 Imprimés divers.

D 12 Engagés volontaires étrangers.

D 13 Recensement des Juifs de la Lozère.

D 14 Correspondance avec l'intendant du Maintien de l'ordre.

D 15 Instructions générales.

D 16 Rapports avec le Secours national.

D 17 Listes d'affaires commerciales non encore pourvues d'administrateur provisoire.

D 18 Renseignements de police.

D 22 Recensement des Juifs de l'Hérault.

D 23 Recensement des Juifs de l'Aveyron.

D 24 Dentistes juifs.

D 25 Pharmaciens juifs.

N 19 Notes de service pour les inspecteurs.

Divers (fragments) : rapports d'inspecteurs, copie de tracts juifs, centres juifs de formation spirituelle et religieuse, etc., 1942-1944.

Termes d'indexation

commerce; Montpellier (Hérault); police; religion

AJ/38/293

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C. de Poitiers.

Présentation du contenu

Dossiers individuels de Juifs, classés par ordre alphabétique, 1943-1944.

AJ/38/294-AJ/38/319

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C. de Toulouse.

AJ/38/294

Intitulé

Organisation et personnel, 1944. Location de l'appartement utilisé par la Section d'enquête et de contrôle, 1942-1944. Téléphone et télégraphe avec la zone nord, 1943-1944. Documentation, 1941-1944.

Termes d'indexation

personnel; téléphone; Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/295

Intitulé

Courrier arrivée venant des circonscriptions de : Agen, Albi, Auch, Bordeaux, Cahors, Clermont-Ferrand, Foix, Limoges, Lyon, Marseille, Montauban, Montpellier, Nice, Paris, Pau, Tarbes, Vichy. 1941-1944. Courrier divers arrivée, 1941-1944. Courrier départ, 1941-1944.

Termes d'indexation

Agen (Lot-et-Garonne); Albi (Tarn); Auch (Gers); Bordeaux (Gironde); Cahors (Lot); Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); Foix (Ariège); Limoges (Haute-Vienne); Lyon (Rhône); Marseille (Bouches-du-Rhône); Montauban (Tarn-et-Garonne); Montpellier (Hérault); Nice (Alpes-Maritimes); Pau (Pyrénées-Atlantiques); Tarbes (Hautes-Pyrénées); Toulouse (Haute-Garonne); Vichy (Allier)

AJ/38/296

Intitulé

Enquêtes demandées à la S.E.C. de Toulouse, 1941-1944. Rapports de la S.E.C., classés par ordre alphabétique d'affaires, 1942-1944. Enquêtes dans les Basses-Pyrénées, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Garonne, 1942-1944.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/297

Intitulé

Liaison de la S.E.C. avec la gendarmerie, 1942-1944. Procès-verbaux de gendarmerie, avril 1942. Étudiants juifs : correspondance, listes, 1942-1943. Listes de Juifs recherchés, demandes de recherches, 1942-1944. « Avis de départ » de Juifs de Toulouse, 1943. États des Juifs allocataires, 1943. Dossiers en instance, 1943-1944. Listes de Juifs, listes de biens juifs, interceptions, rapports d'enquêtes, 1941-1942.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/298-AJ/38/319

Intitulé

Dossiers individuels de Juifs, 1942-1944 :

AJ/38/298

Intitulé

A-Ber.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/299

Intitulé

Bet-By.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/300

Intitulé

C.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/301

Intitulé

D.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/302

Intitulé

E-F.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/303

Intitulé

Ga-Gron.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/304

Intitulé

Grou-H.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/305

Intitulé

I-J.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/306

Intitulé

K.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/307

Intitulé

L-Levk.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/308

Intitulé

Levy.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/309

Intitulé

Ley-Lu.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/310

Intitulé

M-Mes.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/311

Intitulé

Met-My.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/312

Intitulé

N-O.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/313

Intitulé

P-Q.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/314

Intitulé

R.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/315

Intitulé

S-Sc.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/316

Intitulé

Se-Sz.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/317

Intitulé

T-U.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/318

Intitulé

V-We.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/319

Intitulé

Wi-Z.

Termes d'indexation

Toulouse (Haute-Garonne)

Intitulé

Directions régionales

AJ/38/5815-AJ/38/5819

Intitulé

Direction régionale de Bordeaux

AJ/38/5815

Intitulé

Cahiers (11) d'enregistrement du courrier, 1942-1944. Institut d'études juives, correspondance avec la Feldkommandantur, mesures contre les Juifs, avis de décès de Juifs, 1941-1944. Fiches de recensement de Juifs en Gironde, 1940. Certificats de non-inscription au registre israélite, 1942-1943. Juifs déportés dans des camps de concentration, 1944. Service des séquestres : correspondance, fiches de personnel, 1944 . Service des questions juives à la préfecture de la Gironde : location d'autobus, janvier-février 1944.

Termes d'indexation

Bordeaux (Gironde); déportation

AJ/38/5816-AJ/38/5818

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C.

AJ/38/5816

Intitulé

Notes de service, 1941. Fonctionnement, 1941-1944. Bulletins de recherche, demandes et rapports d'enquêtes, rapports d'activité, 1942-1944. Dossier Achille Fould, député des Hautes-Pyrénées, 1941-1942.

Termes d'indexation

Bordeaux (Gironde); FOULD (Achille), député

AJ/38/5817

Intitulé

Correspondance départ du délégué régional, 1941-1944. Correspondance avec le directeur de la S.E.C. à Paris, 1944. Correspondance avec le directeur régional de l'aryanisation économique, 1944.

Termes d'indexation

Bordeaux (Gironde)

AJ/38/5818

Intitulé

Correspondance reçue par le délégué régional, 1942-1944. Correspondance avec le préfet régional de Bordeaux, 1942-1943. Correspondance avec les préfets des Basses-Pyrénées et des Landes, 1942-1944. Correspondance avec la Sicherheitspolizei, 1942-1944.

Termes d'indexation

Bordeaux (Gironde)

AJ/38/5819

Intitulé

Aryanisation économique.

Présentation du contenu

Organisation, fonctionnement, 1943-1944.

Cahiers (3) de tenue des dossiers d'aryanisation, 1944.

Bordereaux d'envoi de dossiers de l'ex-C.G.Q.J. à la Direction des domaines et du timbre, 1946.

Services généraux, acquéreurs d'immeubles juifs, successions israélites et donations, Chambre des notaires, 1941-1944.

Correspondance reçue par le directeur régional en provenance de la direction générale, 1943-1944.

Correspondance avec les administrateurs provisoires et les experts, 1944.

Répertoire des administrateurs provisoires de Bayonne et de leurs dossiers.

Répertoire des propriétés et immeubles juifs (Gironde, Landes, Basses-Pyrénées), s.d.

Répertoires des immeubles et fonds de commerce vendus et homologués (Gironde, Landes, Basses-Pyrénées), 1944.

Répertoire des immeubles mis en adjudication par la Chambre des notaires des Basses-Pyrénées, 1944.

Créances juives, certificats d'état-civil, listes de biens juifs, 1941-1944.

Association française des propriétaires de biens aryanisés : correspondance, formulaires, 1944.

Termes d'indexation

Bayonne (Pyrénées-Atlantiques); Bordeaux (Gironde); commerce; état civil; homologation

AJ/38/4662-AJ/38/4666

Intitulé

Direction régionale de Châlons-sur-Marne

AJ/38/4662

Intitulé

Correspondance avec la Feldkommandantur, octobre 1940-juillet 1941. Correspondance générale, juillet 1941-mai 1942. Correspondance, août 1941-août 1944.

AJ/38/4663

Intitulé

« Courrier en instance », janvier-août 1944.

AJ/38/4664

Intitulé

Correspondance au sujet du statut des Juifs, 1941. Correspondance diverse, 1940-1944. Correspondance concernant diverses affaires juives, 1942-1944. Affiches et publicité de ventes de biens juifs, 1943-1944.

Termes d'indexation

publicité

AJ/38/4665

Intitulé

Statistiques des biens juifs du département, 1942-1943. Recensements des biens juifs dans les villes de Châlons s/ Marne, Épernay, Reims, Sainte-Menehould, Vitry-le-François, 1940-1944. Listes des entreprises juives du département, 1941. Listes des entreprises juives et des commissaires gérants, 1941. États des immeubles juifs du département, 1941. Listes et états envoyés à la Feldkommandantur et aux autorités administratives, 1940-1942.

Termes d'indexation

Reims (Marne); Sainte-Menehould (Marne); Vitry-le-François (Marne)

AJ/38/4666

Intitulé

Programme pour mise en vente des immeubles juifs devant la Chambre des notaires. Ventes en Chambre des notaires, décembre 1942-avril 1944. Instructions relatives aux obligations des soumissionnaires pour la vente des biens juifs, 1941-1944. Adjudications des biens juifs : composition des commissions chargées de procéder à l'ouverture des soumissions déposées par les acquéreurs éventuels, avril-juin 1942. Dates de ventes, août 1942-juillet 1944. Experts en immeubles à Châlons, Épernay, Reims et Vitry, 1941-1944. Renseignements confidentiels sur des possesseurs de biens juifs, 1941-1943. Nominations d'administrateurs provisoires, décembre 1943-juillet 1944. Nomination d'un administrateur provisoire à la suite d'un internement administratif (affaire Paindavoine à Reims), octobre-novembre 1941. Dossier de l'administrateur provisoire Rondaux, avril-août 1943. Casiers judiciaires d'administrateurs provisoires, février-mars 1942. Décisions de la Feldkommandantur, janvier-juin 1941. Recensement des propriétés juives dans le département, novembre 1941. Recensement des Juifs exerçant dans les professions sanitaires, juin-décembre 1942. Demandes de subsides, 1941-1944. Impôts dûs par les Juifs, 1941-1943.

Termes d'indexation

Reims (Marne); RONDAUX, administrateur provisoire; Vitry-le-François (Marne)

AJ/38/3566-AJ/38/3594

Intitulé

Direction régionale de Clermont-Ferrand

AJ/38/3566

Intitulé

Livres d'enregistrement de la correspondance arrivée de la Direction régionale (trois registres), 10 octobre 1941-16 août 1944. Livres d'enregistrement de la correspondance arrivée de la S.E.C. (six registres), 2 août 1941-20 novembre 1942. Livre d'enregistrement de la correspondance départ de la Direction régionale, 6 août 1942-1er décembre 1942. Minutes du courrier départ de la Direction régionale, novembre 1942-février 1943 (Voir AJ/38/1026).

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3567-AJ/38/3571

Intitulé

Minutes du courrier départ de la Direction régionale, 1943-1944.

AJ/38/3567

Intitulé

Mars-mai 1943.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3568

Intitulé

Juin-août 1943.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3569

Intitulé

Septembre-novembre 1943.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3570

Intitulé

Décembre 1943-avril 1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3571

Intitulé

Mai-août 1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3572-AJ/38/3573

Intitulé

Minutes du courrier départ de la P.Q.J. et de la S.E.C., 1941-1943 (Voir AJ/38/245 à 247).

AJ/38/3572

Intitulé

Octobre-décembre 1941, octobre-décembre 1942.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3573

Intitulé

1943.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3574

Intitulé

Correspondance de la Direction régionale avec Vichy et Paris, juillet 1943-août 1944.
Correspondance avec les autres Directions régionales et les Préfectures, 1941-1944.
Correspondance avec les tribunaux de commerce du Puy-de-Dôme, de Haute-Loire et du Cantal, 1942-1943.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); Vichy (Allier)

AJ/38/3575

Intitulé

Rapports d'activité de la S.E.C., février 1942-juin 1944. Rapports d'activité du Service de l'aryanisation économique, juillet 1941-septembre 1942. Circulaires aux Directions régionales, août 1942-août 1944. Directives générales de la S.E.C., 1942-1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3576-AJ/38/3591

Intitulé

S.E.C.

AJ/38/3576

Intitulé

Organisation, 1942-1944. Administration, 1942-1944. Comptabilité, 1941-1944.
Traitements et frais de mission, 1942-1944. Dossiers du personnel. Instructions destinées au personnel, 1943-1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); personnel

AJ/38/3577-AJ/38/3584

Intitulé

Dossiers de la S.E.C. Liste des dossiers constitués (Voir aussi AJ/38/249 à 252).

AJ/38/3577

Intitulé

Dossiers n° 201 à 320 (manquent n° 234, 245, 252, 268, 269, 277, 286, 288, 292, 301, 302, 314).

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3578

Intitulé

N° 321 à 445 (manquent n° 349, 365, 367, 370, 373, 377, 379, 396, 408, 418, 420).

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3579

Intitulé

N° 446 à 600 (manquent n° 451 à 473, 501 à 536, 551 à 576, 578 à 600).

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3580

Intitulé

N° 601 à 700.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3581

Intitulé

N° 761 à 920 (manquent n° 809, 838, 851 à 860, 863 à 873, 875 à 877, 882 à 884, 888 à 900).

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3582

Intitulé

N° 921 à 1000 (manquent n° 945, 946, 992).

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3583

Intitulé

N° 1114 à 1250 (manquent n° 1115 à 1150, 1153, 1154, 1180 à 1189, 1191 à 1200, 1204, 1237).

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3584

Intitulé

N° 1251 à 1300 (manque n° 1284).

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3585

Intitulé

Dossiers classés par ordre alphabétique.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3586

Intitulé

Répertoires (deux) du fichier de la S.E.C., février 1942-août 1944. Registres (deux) de départ des rapports de la S.E.C., décembre 1942-août 1944. Registre des demandes d'enquêtes par les autorités d'Occupation, 1942-1944. Registre des Juifs recherchés, décembre 1943-septembre 1944. Registre des sanctions obtenues, octobre 1942-septembre 1943. Bulletins de recherche, rapports d'enquêtes, renseignements, écoutes téléphoniques, interceptions, 1941-1944. Rapports d'enquêtes classés par ordre alphabétique, 1942-1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3587

Intitulé

Demandes de recherches, recherches infructueuses, 1941-1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3588

Intitulé

Affaires en instance, affaires sans suite, 1941-1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3589

Intitulé

Listes de Juifs français et étrangers, recensements (Puy-de-Dôme, Allier, Cantal, Haute-Loire), 1941-1943. Listes de Juifs ayant franchi clandestinement la ligne de démarcation, 1942. Centre de groupement israélite de La Bourboule, mai 1942 ; liste des Juifs de Chaudes-Aigues au 1er septembre 1942 ; Juifs turcs, 1943.

Termes d'indexation

Chaudes-Aigues (Cantal); Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); ligne de démarcation

AJ/38/3590

Intitulé

Divers : jurisprudence, autorisations de circuler, sauf-conduits, professions interdites, expulsions, statistiques, subsides refusés, etc., 1941-1943. Juifs étrangers, 1942. Juifs travailleurs étrangers, 1942. Étudiants de la faculté de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand, 1941-1942. Service démographique, 1941-1942.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); démographie; Strasbourg (Bas-Rhin)

AJ/38/3591

Intitulé

Fiches individuelles de Juifs. Minutes manuscrites de rapports de l'inspecteur Orsini. Minutes manuscrites de rapports, janvier-août 1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); ORSINI, inspecteur

AJ/38/3592

Intitulé

Aryanisation économique. Correspondance de la S.E.C. avec l'aryanisation économique, 1942-1944. Listes des affaires sous administration provisoire, s.d. Propositions de mise sous administration provisoire, 1943-1944. Circulaires aux Directeurs régionaux, 1941-1944. États périodiques, 1941-1943.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3593

Intitulé

Prospections (Puy-de-Dôme), 1941. Enquêtes pour expertises immobilières, 1942-1943. Comités d'organisation, 1941-1943. Syndicats (Haute-Loire), 1942-1943. Affaires juives en dehors de la 13e région, 1941-1943.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)

AJ/38/3594

Intitulé

Divers : subsides, dérogations, entreprises juives, certificats de non-appartenance, interdictions d'exercer, cessions de commerces, propagande, convocations, acquéreurs, frais de mission des administrateurs provisoires, notaires, experts et commissaires priseurs, aryens non suspects, Juifs étrangers sous administration provisoire, 1941-1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); commerce; nationalité; propagande

AJ/38/5820-AJ/38/5823

Intitulé

Direction régionale de Dijon

AJ/38/5820-AJ/38/5822

Intitulé

Dossiers individuels de la S.E.C. numérotés, 1942-1944 (Voir AJ/38/1152).

AJ/38/5820

Intitulé

N° 1 à 110.

Termes d'indexation

Dijon (Côte-d'Or)

AJ/38/5821

Intitulé

N° 111 à 220.

Termes d'indexation

Dijon (Côte-d'Or)

AJ/38/5822

Intitulé

N° 221 à 288.

Termes d'indexation

Dijon (Côte-d'Or)

AJ/38/5823

Intitulé

Correspondance concernant l'aryanisation des entreprises et des immeubles du département de Haute-Saône, 1942-1944 (Voir AJ/38/4943 à 4949).

Termes d'indexation

Dijon (Côte-d'Or)

AJ/38/3595-AJ/38/3625

Intitulé

Direction régionale de Lyon

AJ/38/3595

Intitulé

Cahier d'enregistrement du courrier général de la S.E.C., 21 mars-23 août 1944. Minutes du courrier départ de la Direction régionale, août 1942, juin-juillet 1944 (Voir AJ/38/1061 à 1065).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3596

Intitulé

Correspondance du délégué régional de la S.E.C. avec le directeur de la S.E.C. de Vichy, puis Paris, 1942-1944. Correspondance diverse du délégué régional de la S.E.C., mars 1942-août 1944. Correspondance avec l'inspecteur Bérard, délégué départemental de la S.E.C. pour la Haute-Savoie, 29 décembre 1942-22 septembre 1943. Rapports sur la situation en Haute-Savoie et à Genève, mars 1942-janvier 1943. Correspondance avec le délégué de la S.E.C. en Saône-et-Loire, 15 décembre 1942-4 mars 1943.

Termes d'indexation

BÉRARD, inspecteur; Genève (Suisse); Lyon (Rhône); Vichy (Allier)

AJ/38/3597

Intitulé

Correspondance avec les Directions régionales de Clermont-Ferrand, Limoges, Marseille, Nice et Toulouse, 1941-1944. Correspondance de la Direction régionale avec les préfetures : Ain, Allier, Ardèche, 1941-1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); Limoges (Haute-Vienne); Lyon (Rhône); Marseille (Bouches-du-Rhône); Nice (Alpes-Maritimes); Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/3598

Intitulé

Correspondance de la Direction régionale avec les préfetures : Drôme, Isère, Jura, Loire, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie, 1941-1944. Correspondance de la Direction régionale avec les tribunaux de commerce de Lyon, Roanne, Saint-Étienne, 1941-1943. Correspondance de la Direction régionale avec la Chambre de commerce de Strasbourg repliée à Lyon, 1941-1942.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône); Roanne (Loire); Strasbourg (Bas-Rhin)

AJ/38/3599

Intitulé

Correspondance de l'inspecteur Broc, janvier 1942-février 1943. Correspondance et rapports d'inspecteurs, décembre 1942-août 1944. Personnel de la Direction régionale, 1941-1944. Demandes d'emploi, 1941-1943.

Termes d'indexation

BROC, inspecteur; Lyon (Rhône); personnel

AJ/38/3600

Intitulé

Circulaires, instructions, relations avec les administrations, organisation des services, 1941-1944. Notes de service, 1941-1944. Autorisations de circuler, bons d'essence, 1942-1943.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3601-AJ/38/3618

Intitulé

S.E.C.

AJ/38/3601-AJ/38/3612

Intitulé

Dossiers de la S.E.C. (Voir AJ/38/282 à 288, p. 27.).

AJ/38/3601

Intitulé

N° 1 à 110 (manquent nos 3, 10, 28, 32, 51).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3602

Intitulé

N° 111 à 220 (manque n° 117).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3603

Intitulé

N° 221 à 340 (manque n° 323).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3604

Intitulé

N° 341 à 460 (manque n° 350).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3605

Intitulé

N° 461 à 570.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3606

Intitulé

N° 571 à 670.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3607

Intitulé

N° 671 à 760.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3608

Intitulé

N° 761 à 870.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3609

Intitulé

N° 871 à 900, 1101 à 1190 (manquent nos 1172, 1179).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3610

Intitulé

N° 1191 à 1300.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3611

Intitulé

N° 1501 à 1600 (manquent nos 1529, 1594).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3612

Intitulé

N° 1801 à 1900, 2102 à 2219 (manquent nos 2128, 2142, 2148, 2173, 2188).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3613-AJ/38/3614

Intitulé

Rapports d'enquêtes classés par ordre chronologique.

AJ/38/3613

Intitulé

Janvier 1942-mai 1943.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3614

Intitulé

Mai 1943-février 1944.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3615

Intitulé

Rapports d'enquêtes classés par ordre alphabétique, 1942-1944.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3616-AJ/38/3617

Intitulé

Rapports d'enquêtes, demandes de recherches, 1941-1944.

AJ/38/3616

Intitulé

Demandes d'enquêtes, recherches, Lyon, octobre 1941-juin 1944 (3 dossiers).
Correspondance, police des questions juives Vichy-Lyon, décembre 1941-janvier 1943 (1 dossier).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône); Vichy (Allier)

AJ/38/3617

Intitulé

C.G.Q.J. Lyon, affaires internes. Demandes de renseignements à particulier ou entreprise. Suivi d'enquêtes (dossiers individuels, dossiers par région). Avis de recherche de personnes. Surveillance région frontalière. Affaires diverses (embauche C.G.Q.J. Lyon ; notes de frais ; enquêtes, surtout sur biens juifs, etc.)

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3618

Intitulé

Renseignements de sources diverses, 1941-1943. Lettres anonymes, 1942-1943. Activités interdites aux Juifs, 1941-1942. Police anti-juive, 1941-1943. Suites de l'explosion d'un dépôt de munitions de guerre à Grenoble le 2 décembre 1943, décembre 1943-juillet 1944. Tracts racistes et anti-racistes, 1942-1943. Déclarations individuelles de Juifs, 1941. Juifs non déclarés, 1941-1943. Juifs étrangers partis en zone occupée, 1942. Listes de certificats de non-appartenance à la race juive délivrés d'avril à septembre 1943. Listes de personnes de passage à l'aéroport de Lyon-Bron, octobre-novembre 1942. Fiches d'écoutes téléphoniques et interceptions, 1941-1943. U.G.I.F., Entraide française israélite et autres organisations juives, 1943-1944. Étudiants juifs inscrits dans les facultés et grandes écoles lyonnaises, 1941-1943.

Termes d'indexation

aéroport; enseignement; Grenoble (Isère); Lyon (Rhône); nationalité

AJ/38/3619-AJ/38/3625

Intitulé

Aryanisation économique.

AJ/38/3619

Intitulé

Correspondance avec Vichy, septembre 1941-octobre 1942. Ordonnances allemandes, 1940-1941. Rapports mensuels, 1941-1944.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône); Vichy (Allier)

AJ/38/3620

Intitulé

Candidats administrateurs provisoires non retenus, classés par ordre alphabétique (de A à J).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3621

Intitulé

Circulaires sur les prélèvements et les émoluments des administrateurs provisoires, 1941-1943. Situation des prélèvements et émoluments, 1942-1943. Affaires immobilières, 1942-1943. Comité consultatif, 1943-1944. Listes d'affaires en liquidation ou en vente, listes d'administrateurs provisoires avec leurs affaires, 1943-1944. Entreprises appartenant à des Juifs étrangers et mises sous administration provisoire, 1942-1943.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3622

Intitulé

Dossiers concernant diverses professions : agences de voyage, agents de change, architectes, assureurs, avoués, banques, commissaires aux comptes, diamantaires-bijoutiers, experts agréés, liquidateurs, mandataires en fonds de commerce, 1942-1944.

Termes d'indexation

commerce; Lyon (Rhône)

AJ/38/3623

Intitulé

Comités d'organisation professionnels, 1941-1945.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3624

Intitulé

Demandes de subsides, 1942-1943. Demandes de dérogations, 1941-1942.
Association des acquéreurs des biens arianisés, 1944.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3625

Intitulé

Annexe de Saint-Étienne. Correspondance, 1941-1944. Comptabilité, 1942-1943.

Termes d'indexation

Lyon (Rhône)

AJ/38/3800-AJ/38/3816, AJ/38/5825-AJ/38/5850

Intitulé

Direction régionale de Marseille

AJ/38/3800

Intitulé

Lois et décrets concernant les questions juives, 1941-1944. Circulaires du C.G.Q.J. aux Directions régionales de l'aryanisation économique, octobre 1941-juillet 1944. Instructions générales aux Directions régionales, septembre 1941-juin 1942. Instructions générales aux Délégués régionaux de la S.E.C., janvier 1942-juillet 1944. Organisation générale de la S.E.C., juin 1942-juillet 1944. Notes de renseignements aux Délégués régionaux de la S.E.C., janvier-mars 1943. Service du fichier, mars-novembre 1942. Instructions sur la rédaction des rapports et demandes d'enquêtes, décembre 1941- janvier 1944. Instructions sur la rédaction des rapports mensuels et périodiques, liaisons, statistiques, février-octobre 1943. Documentation technique, juin 1942-avril 1943. Instructions de police, mai 1941-avril 1944. Lettres générales du Directeur général de l'aryanisation économique au Directeur régional, mai-juin 1944. Notes de service, septembre 1941-mars 1944. Dossier de jurisprudence, 1941-1943. L'aryanisation des entreprises juives, par Pierre Lepaulle, s.d. [après mai 1943]. Documentation sur la vente des objets précieux, 1942. Répertoire chronologique des instructions, 1941-1944.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône); police

AJ/38/5825

Intitulé

Fonctionnement, correspondance, 1941-1944. Correspondance avec la Direction régionale de Nice, 1942-1944. Correspondance départ et arrivée, 1941-1943. Locaux et comptabilité, 1942-1944. Renseignements sur des Juifs, 1941-1944. Correspondance de la P.Q.J. et de la S.E.C., 1941-1944. Bulletins de recherche, enquêtes, 1943-1944.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône); Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3801

Intitulé

Minutes du courrier départ du chef régional de la P.Q.J., 24 novembre 1941-13 mars 1942, 16 juin-24 juillet 1942. Minutes du courrier départ du directeur régional de la S.E.C., 28 septembre-21 décembre 1942, 1er septembre-30 décembre 1943.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3802-AJ/38/3803

Intitulé

Personnel de la S.E.C.

AJ/38/3802

Intitulé

Frais de mission, recrutement, salaires, candidatures au poste d'inspecteur, bons d'essence, 1942-1944.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône); personnel

AJ/38/3803

Intitulé

Dossiers individuels des inspecteurs.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône); personnel

AJ/38/3804-AJ/38/3806

Intitulé

Rapports des inspecteurs de la S.E.C., classés par ordre chronologique, 1941-1944.

AJ/38/3804

Intitulé

N° 1 à 961, novembre 1941-août 1942.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3805

Intitulé

N° 963 à 1979, août 1942-juillet 1943.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3806

Intitulé

N° 1981 à 2606, juillet 1943-août 1944. Rapports mensuels d'activité de la S.E.C., décembre 1941-juillet 1944. Rapports mensuels d'activité de l'inspecteur chargé de la S.E.C. du Vaucluse, janvier-juin 1943.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5827-AJ/38/5850

Intitulé

Dossiers individuels de la S.E.C., classés par ordre alphabétique, 1942-1944.

AJ/38/5827

Intitulé

A.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5828

Intitulé

Ba-Bi.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5829

Intitulé

Bl-Bu.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5830

Intitulé

Ca-Cl.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5831

Intitulé

Co-Cz.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5832

Intitulé

D.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5833

Intitulé

E-F.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5834

Intitulé

G.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5835

Intitulé

H-J.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5836

Intitulé

K.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5837

Intitulé

La.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5838

Intitulé

Le.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5839

Intitulé

Li-Ma.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5840

Intitulé

Me-Ml.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5841

Intitulé

Mo-My.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5842

Intitulé

N-O.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5843

Intitulé

P.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5844

Intitulé

Q-R.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5845

Intitulé

Sa-Se.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5846

Intitulé

Si-Sz.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5847

Intitulé

Sociétés A à H.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5848

Intitulé

Sociétés I à W.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5849

Intitulé

T-V.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5850

Intitulé

W-Z.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3807-AJ/38/3812

Intitulé

Demandes de recherches, rapports d'enquêtes sur des Juifs et des acquéreurs de biens juifs, renseignements, demandes de certificats de non-appartenance à la race juive ; correspondance avec des administrateurs provisoires, des experts, des candidats administrateurs provisoires ; dénonciations ; demandes de réquisition ou d'occupation de logements et locaux juifs ; demandes de dérogations et de levées d'administration provisoire ; demandes d'acquisition de biens juifs, 1941-1944. (classement alphabétique).

AJ/38/3807

Intitulé

A-Be.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3808

Intitulé

Bl-C.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3809

Intitulé

D-H.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3810

Intitulé

I-N.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3811

Intitulé

O-S.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3812

Intitulé

T-Z. Affaires collectives

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3813

Intitulé

Listes de Juifs et d'entreprises juives, statistiques, 1941-1944.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3814

Intitulé

Correspondance avec les préfectures au sujet du regroupement des Juifs, 1942. Camps d'internement et centres d'hébergement : rapport d'enquête, 1942. Juifs évacués du Vieux-Port de Marseille : correspondance, listes, 1943-1944. Réquisitions d'appartements appartenant à des Juifs, 1943-1944. Certificats d'aryanisme : réglementation, spécimens, correspondance, 1941-1944. Étudiants juifs admis à poursuivre leur scolarité pendant l'année scolaire 1942-1943 à la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Marseille. Médecins juifs : listes, correspondance, 1941-1944. Juifs employés par le Service des gardes-voies de communication d'Avignon : correspondance, février-avril 1944. « Affaire » de la délivrance de cartes de représentants de commerce à des Israélites dans le Gard, mai-octobre 1943. Propagande anti-juive, 1937-1944. Organismes anti-juifs d'étude et de propagande, 1944. Questionnaires remplis par des Juifs du Var, 1942. Évacuation éventuelle des archives de la S.E.C. de Marseille, juin 1944.

Termes d'indexation

archives; Avignon (Vaucluse); Marseille (Bouches-du-Rhône); nationalité; propagande

AJ/38/3815

Intitulé

Associations israélites et oeuvres d'assistance juives, 1941-1943. Fiches de cotisation à l'U.G.I.F. accompagnées de certificats d'indigence (classement par ordre alphabétique), 1942-1944. Correspondance avec les banques, 1942-1943. Subsidés aux Juifs : instructions, modèles de demande, avoirs en banque, circulation de capitaux, attestations, 1941-1944. Demandes de subsidés, classés par ordre alphabétique, 1941-1942.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/3816

Intitulé

Comité consultatif : procès-verbaux de réunions avec analyse des dossiers d'expertises d'immeubles soumis au comité, 1943-1944. Administrateurs provisoires non utilisés, candidats administrateurs provisoires, commissaires aux comptes, 1941-1944.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5826

Intitulé

Aryanisation économique : fonctionnement, correspondance, 1942-1944. fiches de candidats administrateurs provisoires non retenus (de A à L). comptabilité d'affaires placées sous administration provisoire, 1943.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/1101-AJ/38/1105

Intitulé

Direction régionale de Nancy

AJ/38/1101

Intitulé

Personnel, lois, instructions, circulaires, 1941-1944.

Termes d'indexation

Nancy (Meurthe-et-Moselle); personnel

AJ/38/1102

Intitulé

Déclarations faites en vertu de l'ordonnance allemande du 18 octobre 1940. Listes de Juifs et des entreprises juives de Meurthe-et-Moselle, s.d.

Termes d'indexation

Nancy (Meurthe-et-Moselle)

AJ/38/1103

Intitulé

Procès-verbaux de la commission de contrôle aux affaires juives de Meurthe-et-Moselle, février-avril 1942 ; appointments du personnel et des membres de la commission, 1941-1943. Nominations d'administrateurs provisoires, 1942. États statistiques concernant les

immeubles, 1942-1944. Préfecture des Vosges : documentation, 1942-1943. Département de la Meuse : divers, 1938-1944.

Termes d'indexation

Nancy (Meurthe-et-Moselle); personnel

AJ/38/1104-AJ/38/1105

Intitulé

Département des Ardennes.

AJ/38/1104

Intitulé

Instructions et circulaires, 1941-1942. Correspondance, 1940-1944.

Termes d'indexation

Nancy (Meurthe-et-Moselle)

AJ/38/1105

Intitulé

Listes des Juifs, immeubles, publicité concernant la vente des immeubles, statistiques mensuelles, 1942-1944.

Termes d'indexation

Nancy (Meurthe-et-Moselle); publicité

AJ/38/3944-AJ/38/3991, AJ/38/6420-AJ/38/6421, AJ/38/6454

Intitulé

Direction régionale de Nice

AJ/38/3944-AJ/38/3946

Intitulé

Enregistrement de la correspondance de la direction régionale.

AJ/38/3944

Intitulé

Départ n° 1 à 2871, 5 juillet 1941-7 avril 1942. Arrivée n° 1 à 2814, 12 juillet 1941-12 mars 1942. Départ, n° 2872 à 18322, 7 avril 1942-15 juillet 1943.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3945

Intitulé

Départ n° 18323 à 30251bis, 15 juillet 1943-11 août 1944. Arrivée n° 2815 à 12525, 12 mars 1942-22 janvier 1943.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3946

Intitulé

Arrivée n° 12526 à 28500, 21 janvier 1943-12 août 1944.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3947

Intitulé

Minutes de la correspondance du directeur régional, 2 octobre 1941-29 février 1944.
Bordereaux du courrier envoyé à la direction régionale, 1943.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3948

Intitulé

Courrier de Rochon, directeur-adjoint de Nice, 1941-1942. Courrier du C.G.Q.J. reçu par Rochon, 1941-1942. Correspondance avec le C.G.Q.J. de Vichy, 1941-1943. Correspondance du directeur régional avec les procureurs d'Ajaccio, Bastia, Dijon, Draguignan, Grasse, Nice, Toulon, 1941-1943. Correspondance au sujet de Cannes, 1943. Correspondance diverse, 1941-1944.

Termes d'indexation

Ajaccio (Corse-du-Sud); Bastia (Haute-Corse); Cannes (Alpes-Maritimes); Dijon (Côte-d'Or); Draguignan (Var); Grasse (Alpes-Maritimes); Nice (Alpes-Maritimes); ROCHON, directeur adjoint du service de l'aryanisation de Nice; Toulon (Var); Vichy (Allier)

AJ/38/3949

Intitulé

Organisation : documentation, instructions, correspondance, 1941-1942. Fonctionnement, 1941-1943. Instructions générales, 1941-1944. Inventaire du mobilier de la direction régionale, 1943-1944. Comptabilité, régie d'avances, 1942. Devis, factures, 1942-1944. Livre de comptabilité, 1942-1943. État récapitulatif des frais de mission et état des indemnités, 1942. Frais de mission, 1942-1944. Frais de déplacement du personnel, 1942-1943.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes); personnel

AJ/38/3950

Intitulé

Législation, jurisprudence, statut des Juifs, professions interdites, 1941-1943. Lois, décrets et ordonnances concernant les Juifs, 1940-1942. Notes et circulaires concernant les affaires

immobilières, les assurances, les banques, les sociétés, la presse, l'organisation territoriale du C.G.Q.J., les services administratifs et financiers, 1941-1944. Dépôts judiciaires, plaintes, 1941-1944. Liste d'immeubles à Cannes, liste de clients à l'Hôtel de Paris à Monte-Carlo. Section centrale de répartition, 1944.

Termes d'indexation

Cannes (Alpes-Maritimes); Monaco; Nice (Alpes-Maritimes); presse

AJ/38/3951-AJ/38/3954, AJ/38/3990-AJ/38/3991

Intitulé

Statut des personnes.

AJ/38/3951

Intitulé

Renseignements sur des Juifs de Monaco, 1941-1942 . Renseignements sur des Juifs des Alpes-Maritimes, 1941-1942. Propagande anti-juive, 1942-1943. Certificats de « non-appartenance à la race juive » : listes, 1943. Certificats d'état-civil, 1940-1942. Recensement et statut des Juifs : circulaires, correspondance, statistiques, 1941-1944.

Termes d'indexation

état civil; Nice (Alpes-Maritimes); propagande

AJ/38/3952-AJ/38/3954

Intitulé

Dossiers individuels, 1942-1944.

AJ/38/3952

Intitulé

A à G.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3953

Intitulé

K à R.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3954

Intitulé

S à Z. Juifs des Basses-Alpes.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3990-AJ/38/3991

Intitulé

Demandes de certificats de non-appartenance ayant abouti, 1941-1944.

AJ/38/3990

Intitulé

A à C.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3991

Intitulé

D à M.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3955-AJ/38/3972, AJ/38/6420, AJ/38/6454

Intitulé

P.Q.J. et S.E.C.

AJ/38/3955

Intitulé

Enregistrement de la correspondance : départ et arrivée, janvier-décembre 1942 départ, janvier 1943-août 1944 arrivée, janvier 1943-août 1944. Courrier du directeur de la P.Q.J. puis S.E.C. au délégué régional de Nice, janvier 1942-août 1944. Correspondance du directeur de la S.E.C. de Nice avec les directeurs de la S.E.C. de Lyon, Clermont-Ferrand, Toulouse, Marseille, Montpellier, Limoges, 1942-1944.

Termes d'indexation

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); Limoges (Haute-Vienne); Lyon (Rhône); Marseille (Bouches-du-Rhône); Montpellier (Hérault); Nice (Alpes-Maritimes); Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/3956

Intitulé

Correspondance départ et arrivée de la P.Q.J. et de la S.E.C., 1942-1944.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3957

Intitulé

Frais de mission, 1942. Organisation des fichiers, 1942. Comptes rendus d'activité, 1942. Organisation, frais de déplacement, 1942-1943. Instructions générales, circulaires, notes de service, 1941-1944. Correspondance, 1942-1943. Rapports mensuels d'activité, janvier 1942-mars 1944. « Affaires classées », 1942-1943. Gestion du personnel, recrutement, 1943-1944. Frais de mission du personnel, 1942-1944. Frais de gestion, enquêtes, 1942. Dossier individuel d'André Le Guilly, inspecteur de la S.E.C., 1942-1944. Traitement de Rombaldi, directeur de la S.E.C.

Termes d'indexation

LE GUILLY (André), inspecteur; Nice (Alpes-Maritimes); personnel; ROMBALDI, directeur de la S.E.C. de Nice

AJ/38/3958

Intitulé

Cahier d'enregistrement des enquêtes, 1942-1944. Brouillons de rapports d'enquêtes, s.d. Enquêtes en cours, 1944. Enquêtes classées par départements : Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Corse, 1942-1944. Demandes d'enquêtes, rapports, notes de renseignements, 1942-1944. Voyage de l'inspecteur d'Ornano en Corse, septembre-octobre 1942. Listes de Juifs résidant en Corse, 1942-1943. Rapports sur des Juifs de Corse, listes, 1942-1943. Juifs recherchés, 1942-1944. Listes de Juifs recherchés dans la région de Nice, demandes de recherches et rapports d'enquêtes provenant d'autres régions, 1942-1943. Recherches d' « immeubles juifs », 1944. Lettres d'envoi de compléments d'enquêtes, 1942.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3959

Intitulé

Listes par communes de Juifs des Alpes-Maritimes, 1941-1942. Juifs travaillant dans l'ameublement : listes, correspondance, 1942. Juifs portugais, 1943. Liste de Juifs auxquels le pasteur Ramette a remis des certificats de baptême anti-datés, s.d. Demandes de certificats d'aryanisme, 1942-1944. Demandes de naturalisation, 1943. Certificats de nationalité française de la société Le Perroquet, 1942. Réfugiés juifs allocataires, 1943. Influence juive dans la presse, 1944. Dossiers individuels de Juifs des Alpes-Maritimes repérés par la S.E.C. et licenciés ou arrêtés, 1941-1945. Dénonciations, par la Légion française des combattants, de Juifs continuant à exercer une profession interdite, 1941-1942. Communications téléphoniques et lettres interceptées, 1943. Écoutes téléphoniques, 1941-1942. Affaire Rougier-Rottenberg (présumés non juifs), s.d. « Renseignements de diverses sources », 1942-1943. Questionnaires remplis par les Juifs, 1942. Cours de droit de Torlet et Planiol, 1943-1944.

Termes d'indexation

ameublement; droit; naturalisation; Nice (Alpes-Maritimes); PLANIOL; presse; RAMETTE, pasteur; ROUGIER-ROTTENBERG (Louis); TORLET

AJ/38/3960-AJ/38/3972

Intitulé

Demandes de recherches, rapports d'enquêtes, renseignements, correspondance, demandes de certificats de non-appartenance à la race juive, dénonciations, etc. (classement par ordre alphabétique), 1941-1944.

AJ/38/3960

Intitulé

A-Ba.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3961

Intitulé

Be-By.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3962

Intitulé

C.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3963

Intitulé

D-E.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3964

Intitulé

F-Go.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3965

Intitulé

Gr-J.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3966

Intitulé

K-La.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3967

Intitulé

Le-Ly.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3968

Intitulé

M.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3969

Intitulé

N-Q.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3970

Intitulé

R-Sc.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3971

Intitulé

Se-Sz.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3972

Intitulé

T-Z.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/6454

Intitulé

Rapports d'enquêtes classés par ordre alphabétique 1943-1944

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/6420

Intitulé

Enregistrement (de rapports d'enquêtes ?), janvier 1942-août 1944. Enregistrement des rapports d'enquêtes par numéro et par date, 11 mars 1942-25 juillet 1944. Enregistrement des demandes d'enquêtes, mai 1942-août 1944. Enregistrement des rapports d'enquêtes, novembre 1942-août 1944. Enregistrement du courrier départ et arrivée : -- octobre 1942-12 février 1943 - 12 février-14 avril 1943. Enregistrement du courrier départ, mai-septembre 1942.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3973-AJ/38/3975, AJ/38/6421

Intitulé

Aryanisation économique.

AJ/38/6421

Intitulé

Suivi des dossiers d'aryanisation économique, s.d.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3973

Intitulé

Comptes rendus d'activité du service de l'aryanisation économique de la direction régionale, 1941-1942. Organisation, fonctionnement, 1941-1944. Listes d'affaires

juives mises sous administration provisoire, 1943-1944. Documentation, 1942-1943. Instructions générales, émoluments des administrateurs provisoires, affaires arianisées à terminer, affaires nouvellement mises sous administration provisoire, 1943-1944. Répertoire alphabétique des dossiers d'aryanisation, s.d. Correspondance de Rochon, directeur adjoint du service de l'aryanisation économique de Nice, avec Place, directeur régional de Marseille, 1941. Documentation générale en matière de vente d'immeubles, 1942. Liste d'acquéreurs d'affaires, circulaire aux administrateurs provisoires, étude sur la société « Provenance du liège », 1942-1943.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes); PLACE, directeur régional de l'aryanisation économique à Marseille; ROCHON, directeur adjoint du service de l'aryanisation de Nice

AJ/38/3974

Intitulé

Dossiers de renseignements par secteurs d'activité professionnelle, classés par ordre alphabétique, 1941-1944 : affaires immobilières, alimentation, antiquaires, architectes, assurances.

Termes d'indexation

alimentation; Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3975

Intitulé

Dossiers de renseignements par secteurs d'activité professionnelle, classés par ordre alphabétique, 1941-1944 : Avocats, banques, bijoux, bois-charbon, chambre syndicale, chaussures, coiffure, collèges, courtiers divers, dépositaires Hachette, étudiants, fourrures, garages, grand magasins, groupements commerciaux, hôtels, jeux, journalistes, laboratoires, pharmaciens, produits chimiques, librairies, papeteries, magasins généraux, marchands de tableaux, maroquiniers, médecins, nouveautés, tissus, lingerie, tricotage, confection, photographes, publicité, tourisme, voyages, représentants, séparations de biens, traducteurs, jurés, transports, déménagements.

Termes d'indexation

bijouterie; commerce; Nice (Alpes-Maritimes); papeterie; presse; publicité; tourisme; transport

AJ/38/3976-AJ/38/3989

Intitulé

Administrateurs provisoires.

AJ/38/3976-AJ/38/3977

Intitulé

Candidatures, listes de candidats présentés par des organismes, 1941-1942. Dossiers de candidatures, classés par ordre alphabétique, Alpes-Maritimes

AJ/38/3976

Intitulé

A-G.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3977

Intitulé

H-Z.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3978

Intitulé

Dossiers de candidatures, Var, 1941-1942. Recommandation, 1943. Administrateurs provisoires pour biens étrangers (Bulgarie, Espagne, Hongrie, Suisse, Turquie), 1942-1943. Consignes aux administrateurs provisoires, arrêtés de nomination, 1944. Instructions aux administrateurs provisoires, 1941-1944. Instructions, notes au sujet des demandes de subsides, dossier Adrien Cahen, 1941-1942. Législation concernant les administrateurs provisoires, 1941-1943. Assurances résiliées par les administrateurs provisoires, 1942-1943.

Termes d'indexation

Bulgarie; CAHEN (Adrien); Espagne; Hongrie; Nice (Alpes-Maritimes); Suisse; Turquie

AJ/38/3979

Intitulé

État des frais des administrateurs provisoires, 1942-1944. États initiaux et mensuels des comptes des administrateurs provisoires, 1941-1944. Numéros de compte en banque des administrateurs provisoires, 1942-1943. État des comptes, correspondance, 1943-1944. Émoluments des administrateurs provisoires, 1942-1943. Prolongations d'émoluments aux administrateurs provisoires, 1943. Prélèvements et émoluments des administrateurs provisoires, 1943.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3980

Intitulé

Rapports d'administrateurs provisoires et renseignements sur des affaires juives, 1941-1942. Rapports d'administrateurs provisoires sur des entreprises, 1943. Correspondance entre le C.G.Q.J. et des administrateurs provisoires, rapports mensuels de gestion, appréciations sur des administrateurs provisoires, 1941-1943. Rapports mensuels d'exploitation, 1943. Versement des administrateurs provisoires à la Caisse des dépôts et consignations, 1943. Notes sur les arrêtés de nomination, provisions mensuelles, 1941-1944.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3981

Intitulé

Administration de biens juifs, 1942-1943. Répertoire des entreprises placées sous administration provisoire, s.d. Listes d'entreprises pourvues ou à pourvoir d'un administrateur provisoire, s.d. Maisons juives ou présumées juives, 1941-1943. Statistiques des affaires sous administration provisoire, s.d. Listes d'affaires juives, 1942-1944. Liste de Juifs et d'administrateurs provisoires, 1942-1943. Liste d'affaires juives ou présumées juives, 1942. Affaires mises sous administration provisoire, 1942-1944. Listes d'administrateurs provisoires, état des propriétés rurales mises sous administration provisoire, s.d.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3982

Intitulé

Dossiers d'affaires placées sous administration provisoire, 1942-1943. Tableaux des affaires placées sous administration provisoire, 1943. Listes de Juifs et d'administrateurs provisoires, 1941-1943. Listes de présumés Juifs, de membres de syndicats, d'administrateurs provisoires, d'affaires immobilières administrées, 1942-1944. Dossiers de la société « Au Grand Bottier », 1941-1943. Ventes en cours, 1944. « Affaires urgentes à régler », septembre 1942. Acquéreurs éventuels de biens mis sous administration provisoire, 1941-1944. Demandes d'autorisation d'opérations immobilières (Var, Alpes-Maritimes), 1942.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3983

Intitulé

Correspondance, affaires mises sous administration provisoire, remises de clefs aux mairies propriétaires, 1942-1944. Correspondance entre le C.G.Q.J. et le directeur régional de Nice au sujet des affaires mises sous administration provisoire, 1942. Architectes experts et experts agricoles pour le compte du C.G.Q.J., 1942-1943. Dossier André Weill : titres, valeurs, exécution des prescriptions du préfet des Bouches-du-Rhône, 1931-1941. Affaires diverses, 1942-1943. Malversations de

fonctionnaires ou d'administrateurs provisoires, 1942-1943. Var : subsides et demandes de subsides, 1941-1942. Circulation de capitaux juifs : documentation, 1941. Honoraires des commissaires aux comptes, 1943. Commissaires aux comptes, 1942-1944. Comptes rendus de réunions du Comité consultatif, 1943-1944. Dossiers en instance, 1941-1943.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes); WEILL (André)

AJ/38/3984-AJ/38/3989

Intitulé

Correspondance classée par année et par ordre alphabétique :

AJ/38/3984

Intitulé

1941, 1942 (A à H).

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3985

Intitulé

1942 (I à Z).

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3986

Intitulé

1943 (A à Z).

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3987

Intitulé

1944 (A à Z) et sans date.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3988

Intitulé

Questionnaires remplis par des Juifs, classés par ordre alphabétique, 1942-1943.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/3989

Intitulé

Demandes de subsides, classées par ordre alphabétique, 1941-1942.

Termes d'indexation

Nice (Alpes-Maritimes)

AJ/38/1106-AJ/38/1108, AJ/38/1157

Intitulé

Direction régionale de Poitiers

AJ/38/1106

Intitulé

Département de la Charente : quatre dossiers d'affaires, 1941-1944. Département de la Charente-Maritime : instructions aux administrateurs provisoires et rémunérations, correspondance diverse, correspondance et dossiers des administrateurs provisoires, Juifs étrangers, 1941-1944.

Termes d'indexation

Poitiers (Vienne)

AJ/38/1107

Intitulé

Département de la Charente-Maritime : capitaux israélites, déclarations de biens, entreprises juives, immeubles, entreprises déclarées non juives, 1941-1944.

Termes d'indexation

Poitiers (Vienne)

AJ/38/1108

Intitulé

Département de la Charente-Maritime : affaires diverses, postes de T.S.F., 1940-1944. Direction régionale de Rouen : divers, 1941-1944.

Termes d'indexation

Poitiers (Vienne); Rouen (Seine-Maritime)

AJ/38/1157

Intitulé

Département d'Eure-et-Loir

Présentation du contenu

Israélites (dossier D/59 I Feld) : correspondance avec l'*Außenkommando* de Chartres, correspondance avec la *Feldkommandantur*, postes de T.S.F., copies de déclarations d'Israélites, 1941-1942.

Loi du 2 juin 1941 : déclarations d'Israélites (dossier D/59 III).

Israélites (dossier D/59 VI Petits Pères) : correspondance avec le S.C.A.P., 1941-1942 ; correspondance concernant les commissaires gérants, décembre 1940-juillet 1941 ; correspondance concernant l'étoile juive, juin-octobre 1942 ; correspondance concernant l'aryanisation économique dans le département, 1942-1943 ; correspondance concernant les personnes, 1943-1944 ; correspondance concernant les biens, 1941-1944 ; divers, 1943.

Termes d'indexation

Chartres (Eure-et-Loir)

AJ/38/6457

Intitulé

Directions régionales de Lyon, Marseille et Nice.

Présentation du contenu

Documents épars, retrouvés mal classés au gré du microfilmage du fonds d'archives. N'ayant pu être reclassés à temps dans leur dossier d'origine, ils font l'objet d'un microfilmage spécifique, avec indication de leur cotation :

Direction régionale de Lyon : circulaires, instructions (38AJ/3600), renseignements de sources diverses (38AJ/3618), demandes de subsides (38AJ/3624), correspondances avec l'annexe de Saint-Etienne (38AJ/3625) ;

Direction régionale de Marseille : rapport de la S.E.C. n° 2236 (38AJ/3806), demandes de renseignements (38AJ/3809), correspondance avec la perception (38AJ/5825), dossiers individuels de la S.E.C. (38AJ/5828, 38AJ/5830, 38AJ/5832, 38AJ/5834, 38AJ/5837, 38AJ/5839, 38AJ/5842, 38AJ/5843, 38AJ/5849, 38AJ/5850) ;

Direction régionale de Nice : correspondances avec le C.G.Q.J. de Vichy et divers (38AJ/3948), personnel, recrutement (38AJ/3949), renseignements sur des juifs de Monaco et des communes des Alpes-Maritimes (38AJ/3951), enregistrement du courrier départ et arrivée, décembre 1942-avril 1943 (38AJ/3955), listes de juifs étrangers, enquêtes et documentation (38AJ/3958), P.Q.J. ET S.E.C., listes et documents divers (38AJ/3959), administrateurs provisoires (38AJ/3977), remise de clefs (38AJ/3983), demandes de subsides (38AJ/3989).

Termes d'indexation

Lyon (Rhône); Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); Marseille (Bouches-du-Rhône); Nice (Alpes-Maritimes); Monaco

AJ/38/5777-AJ/38/5808, AJ/38/6383-AJ/38/6404

Intitulé

Union générale des Israélites de France (U.G.I.F.)

AJ/38/5777

Intitulé

Comptes rendus de réunions, 5 mai 1943 et 1er août 1944. Relations avec le C.G.Q.J., 1942-1943. Relations entre les services, 1942-1944. Associations rattachées à la Direction générale, 1942-

1943. Affaire Seignebon-Heredia, 1942-1943. Paiement des secours, 1942-1944. Listes d'Israélites résidant à Paris, s.d. Documents sur les Juifs et les organisations juives de la région de Marseille, 1937-1942. Liquidation de l'U.G.I.F., 1944-1951.

Termes d'indexation

archives; Marseille (Bouches-du-Rhône); HEREDIA (Marcelle de)

AJ/38/5778

Intitulé

Locations : liste récapitulative, s.d. dossiers de baux par bâtiment (Paris et région parisienne), 1936-1944.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5779-AJ/38/5788

Intitulé

Personnel.

AJ/38/5779

Intitulé

Généralités, lois et circulaires, courrier, décisions, 1942-1944. Listes du personnel, s.d. Feuilles d'engagement, mai-décembre 1942.

Termes d'indexation

archives; personnel

AJ/38/5780

Intitulé

Feuilles d'engagement de personnel auxiliaire employé pour travaux exceptionnels, 1942-1944.

Termes d'indexation

archives; personnel

AJ/38/5781-AJ/38/5784

Intitulé

États mensuels des salaires et indemnités du personnel de l'U.G.I.F., par centre ou service, 1943-1944.

AJ/38/5781

Intitulé

Janvier-mai 1943.

Termes d'indexation

archives; personnel

AJ/38/5782

Intitulé

Juin-septembre 1943.

Termes d'indexation

archives; personnel

AJ/38/5783

Intitulé

Octobre 1943-janvier 1944.

Termes d'indexation

archives; personnel

AJ/38/5784

Intitulé

Février-septembre 1944.

Termes d'indexation

archives; personnel

AJ/38/5785

Intitulé

États de salaires, décembre 1942-septembre 1944. Versements pour la contribution nationale extraordinaire, 1944. Fiches de membres du personnel ayant droit aux allocations familiales, s.d. Courrier relatif aux assurances sociales, 1943-1944. Assurances sociales, 1942-1943. Assurances sociales du personnel de la zone sud, 1942.

Termes d'indexation

archives; personnel

AJ/38/5786

Intitulé

État du personnel, par centre ou service, s. d. Fichier du personnel de Paris, 1941-1944. Carnets de bulletins de salaire de membres du personnel de Paris et de la région parisienne, 1942-1943. Carnets de bulletins de salaire de membres du personnel de zone nord, 1943-1945.

Termes d'indexation

archives; personnel

AJ/38/5787

Intitulé

Cartes de service du personnel dépendant de la direction de l'U.G.I.F. en zone sud à Marseille, 1942. Cartes du personnel du département de la Somme.

Termes d'indexation

archives; Marseille (Bouches-du-Rhône); personnel

AJ/38/5788

Intitulé

Dossiers du personnel de l'agence-comptable de Marseille, 1942-1944. Fiches individuelles du personnel étranger de zone sud licencié le 10 mars 1943. Fiches individuelles du personnel de zone sud licencié, muté ou parti, 1942-1943. Courrier relatif aux assurances sociales, zone sud, 1942-1945. Fiches de paiement de pensions de l'Alliance israélite, 1942-1944.

Termes d'indexation

archives; licenciement; Marseille (Bouches-du-Rhône); personnel

AJ/38/5789-AJ/38/5808, AJ/38/6383-AJ/38/6404

Intitulé

Agence-comptable.

AJ/38/5789

Intitulé

Nomination de Maurice Couturier agent comptable de l'U.G.I.F., mars 1942. Pièces générales, législation, 1942. Correspondance avec l'agence comptable de Marseille, 1942-1944. Notes et rapports sur : l'activité de la commission des camps en 1941 ; la H.I.C.E.M. (Hias-Ica-Emigration Association), 1941-1942 ; l'association Keren Kayemeth Leisraël de France, 1942-1943 ; l'O.R.T. (Organisation-Reconstruction-Travail), 1942 ; la Fédération des sociétés juives de France ; la Maison de refuge israélite de Lyon, 1942 ; le Comité d'assistance aux réfugiés, 1940-1942 ; l'Entraide française israélite, 1942. Dossiers classés par directions, 1942-1943 : 1ère direction à Marseille (Famille) : Entraide française israélite, Société de bienfaisance Israélite ; Maison de refuge Israélite de Lyon ; Comité de bienfaisance israélite de Lyon ; Commission centrale des oeuvres juives d'assistance ; Union des sociétés de bienfaisance israélite de Toulouse. 5e direction à Marseille (Assistance aux réfugiés, Commission des camps), 7e direction à Paris (Établissements à l'étranger) : oeuvre israélite des gardes-malades ; École normale Israélite orientale et Alliance Israélite universelle.

Termes d'indexation

archives; COUTURIER (Maurice), agent comptable de l'U.G.I.F.; famille; Lyon (Rhône); Marseille (Bouches-du-Rhône); Toulouse (Haute-Garonne)

AJ/38/5790-AJ/38/5791

Intitulé

Correspondance arrivée de l'agent-comptable de l'U.G.I.F., 1943-1944.

AJ/38/5790

Intitulé

N° 1-610, 1er juillet-4 octobre 1943.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5791

Intitulé

N° 611-1230, 4 octobre 1943-25 septembre 1944.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5792-AJ/38/5793

Intitulé

Correspondance classée par dossiers alphabétiques.

AJ/38/5792

Intitulé

Abonnements au Bulletin municipal officiel et au Journal officiel, 1942-1944.
Amende, oppositions sur créances, 1943. Avances du Trésor, 1944. Banque
Rothschild, 1943-1944. Bureau de la circulation, ordres de mission, 1943-1944.
Chèques postaux, 1942-1944. Commissariat général aux questions juives, 1944.
Compagnies des Eaux et du Gaz, électricité, téléphone, assurances, 1942-1945.
Contribution nationale extraordinaire et impôt cédulaire, 1942-1944. Divers, 1942-
1944. Entraide diamantaire, 1944. Erreur de caisse, 1943. Fondation Rothschild,
1944. Fournitures pour cantines, 1943-1944. H.I.C.E.M., 1943-1944. Hôpitaux,
1942-1944. Loyers, impôts, 1942-1944.

Termes d'indexation

amende; archives; électricité; téléphone

AJ/38/5793

Intitulé

Matériel, frais de bureau, 1942-1944. Passif de l'U.G.I.F., 1942. Personnel de
l'U.G.I.F., 1942-1944. Procurations, 1941-1944. Réclamations de quittances, 1942-
1944. Régies d'avances, 1942-1944. Relations avec les Autorités allemandes, 1942.
Relations avec la Paierie générale de la Seine, 1942-1944. Relations avec le Secours
national, 1942-1944. Remises des titres de l'Alliance israélite universelle et de l'École
normale israélite orientale, 1944. Service d'ordre privé, 1943. Taxations, 1943-1944.
Terrains à Cimiez et à Lunéville, 1944. Tuchler (affaire), 1942-1945. Union libérale,
1942.

Termes d'indexation

archives; Lunéville (Meurthe-et-Moselle); personnel

AJ/38/5794-AJ/38/5796

Intitulé

Budget et comptes, 1942-1944.

AJ/38/5794

Intitulé

1942.

Termes d'indexation

archives; budget

AJ/38/5795

Intitulé

1943.

Termes d'indexation

archives; budget

AJ/38/5796

Intitulé

1944.

Termes d'indexation

archives; budget

AJ/38/5797

Intitulé

Balance des comptes du Grand-livre, zone nord, mars 1942-décembre 1944. Régies d'avances : notes, comptabilité, 1942-1943.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5798

Intitulé

Régies d'avances.

Présentation du contenu

Créations et nominations de régisseurs, 1942-1943.

Dossiers classés par délégations et centres (Amiens, Ardennes, Bayonne, Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Epinal, Hauteville, Le Mans, Lunéville, Montargis, Montbéliard, Nancy, Poitiers, Rouen, Troyes), 1942-1944.

Fiches d'avances aux régisseurs des délégations, 1942-1944.

Avances aux régisseurs, 1944.

Termes d'indexation

Amiens (Somme); archives; Bayonne (Pyrénées-Atlantiques); Besançon (Doubs); Bordeaux (Gironde); Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme); Lunéville (Meurthe-et-Moselle); Montargis (Loiret); Montbéliard (Doubs); Nancy (Meurthe-et-Moselle); Poitiers (Vienne); Rouen (Seine-Maritime); Troyes (Aube)

AJ/38/5799

Intitulé

Régie de recettes : cantines, dispensaires, centres de Paris, 1942-1944.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5800

Intitulé

Carnets d'extraits de quittances, zone nord, 30 juin 1943-12 mai 1944. Carnet d'extraits de quittances, zone sud, 17 août 1943-11 août 1944, 18 juin 1945. Journal à souche de dépôts effectués par la H.I.C.E.M., 1942. Journal à souche de dépôts à l'hôpital Rothschild, août 1944. Journal à souche de dépôts effectués en zone sud, 1942-1944.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5801

Intitulé

Livre de détail des dépenses, exercice 1942. Livre de détail des recettes et des dépenses, exercice 1944. Agence comptable de Marseille : livre comptable, gestion 1943.

Termes d'indexation

archives; Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/5802

Intitulé

États du prélèvement de 5 % opéré sur les comptes juifs (en exécution de l'arrêté du 11 mai 1943), 1943-1944. Impôts sur les associations juives, 1942-1943.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5803

Intitulé

Polices d'assurance contractées par l'U.G.I.F., zone sud, 1942-1944. Récépissés de la Paierie, comptabilité, 1942-1944. Souches de carnets de reçus (dons, pensions acquittées à l'U.G.I.F.), 1942-1944.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5804-AJ/38/5807

Intitulé

Cotisations à l'U.G.I.F.

AJ/38/5804

Intitulé

Correspondance et quittances de paiement de cotisation : Paris et région parisienne, province, délégation de Nancy, 1943-1945. Talons de reçus de la délégation de Nancy, 1942-1943. Certificats de paiement retournés par la Poste.

Termes d'indexation

archives; Nancy (Meurthe-et-Moselle); poste

AJ/38/5805

Intitulé

États de demandes d'exonération du paiement de cotisation, 1944.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5806

Intitulé

Demandes d'exonération de cotisation pour 1944, avec renseignements sur les familles.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5807

Intitulé

Demandes d'exonération de cotisation, 1943-1944. État de demandes d'exonération et de remboursement, 1943.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/5808

Intitulé

Secours et assistance

Présentation du contenu

Souches de tickets repas et d'actes médicaux, 1942-1944.

Aide médicale, août 1944.

Secours aux indigents, listes d'émargements et bons de paiement, Paris, septembre-octobre 1944.

Termes d'indexation

archives

AJ/38/6383

Intitulé

Conseil d'administration : procès-verbaux de séances, 12 avril et 30 août 1944. Entrée et sortie des dépôts d'argent et d'objets précieux (Bouches-du-Rhône), 1942-1944. Assurances : enregistrement chronologique, 1942-1944, enregistrement par police, 1943-1944. Personnel : trois répertoires alphabétiques des agents par établissement et par service (avec code de 1 à 74), s.d.

AJ/38/6384-AJ/38/6385

Intitulé

Fiches de situation du personnel, 1942-1944.

AJ/38/6384

Intitulé

Agence comptable. Direction générale. Directions.

Termes d'indexation

personnel

AJ/38/6385

Intitulé

Marseille, Lyon, Vichy : directions générales. Reclassement professionnel, service central. Service médico-social. Maisons d'enfants. Orphelinats. Émigration. Centres.

Termes d'indexation

personnel; émigration; Lyon (Rhône); Marseille (Bouches-du-Rhône); Vichy (Allier)

AJ/38/6386

Intitulé

Traitement du personnel : huit registres (par centre, service ou section), 1942-1943. Travaux et assurances : quatre registres, 1942-1944.

Termes d'indexation

personnel

AJ/38/6387

Intitulé

Versement des cotisations d'assurances sociales et contribution nationale extraordinaire pour la zone sud, 1942, 1943 et 1944.

AJ/38/6388

Intitulé

Journal général des opérations de Couturier, agent-comptable de l'U.G.I.F. Département de la Seine, 1942, 1943 et 1944. Département des Bouches-du-Rhône, 1942, 1943 et 1944.

Termes d'indexation

COUTURIER (Maurice), agent comptable de l'U.G.I.F

AJ/38/6389

Intitulé

Grand livre (caisse et balance d'entrée) : quatre registres, 1942-1944.

AJ/38/6390

Intitulé

Grand livre (Marseille), 1942 et 1944.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/6391

Intitulé

Livre de caisse de l'agent-comptable : deux livres, 1943 et 1944. Livre de caisse : deux livres, 6 août 1942-2 avril 1943.

AJ/38/6392

Intitulé

Main courante de la caisse : 8 registres, juillet 1942-août 1944.

AJ/38/6393

Intitulé

Prise en charge des titres de recettes : chrono pour la zone nord, mars 1942-août 1943. Livre de détail : trois livres, 1942, 1943 et 1944. Recettes à imputer après vérification, 1943, et excédent de versement, 1944-1945. Livre de détail (Marseille), 1944. Livre de compte (recettes), zone sud : chrono, juin 1942-décembre 1944. Dépouillement journalier de recettes, 16 novembre 1942-30 octobre 1943.

Termes d'indexation

Marseille (Bouches-du-Rhône)

AJ/38/6394-AJ/38/6395

Intitulé

Livres de détail des dépenses de zone nord.

AJ/38/6394

Intitulé

1942 : articles 1 à 150, 151 à 330. 1943 : articles 1 à 53, 54 à 95.

AJ/38/6395

Intitulé

1943 : articles 96 à 315. 1944 : articles 51 à 78, 81 à 130, 131 à 316, 315-316.

AJ/38/6396-AJ/38/6397

Intitulé

Livres des dépenses de zone sud.

AJ/38/6396

Intitulé

Chrono, mai-décembre 1942. Livre de détail des dépenses, 1943 : 1ère partie, 2e partie, 3e partie et compte administratif.

AJ/38/6397

Intitulé

Livre de détail des dépenses, 1944 : articles 1 à 74, 75 à 208, 209 à 261.
Dépouillement journalier de dépenses, 18 mars 1943-23 janvier 1945.

AJ/38/6398

Intitulé

Livre comptable des dépenses par direction, exercice 1943-1944. Cahiers, par direction et par mois : huit cahiers, 1942-1943. Carnets de dépouillement journaliers : zone sud, juin-août 1942, et zone nord, avril-décembre 1942. Livres de détail des recettes et dépenses de l'Hôpital Rotschild : recettes, juin-août 1944 ; dépenses, juin 1944-janvier 1945.

AJ/38/6399

Intitulé

Répertoire des paiements effectués par virement : zone nord, mars 1942-février 1943, mars 1943-novembre 1945 ; zone sud, juillet 1942-13 janvier 1943, 14 janvier-31 décembre 1943. Compte courant postal, enregistrement des opérations journalières : zone nord, mars 1942-décembre 1943, janvier 1944-novembre 1945 ; zone sud, mai 1942-juin 1944. Mandats : main courante, zone nord, 5 janvier-15 novembre 1943, 18 novembre 1943-27 mars 1944 - livre de détail, janvier-octobre 1944 ; secours aux indigents (dits « mandats Masius »), janvier 1943-février 1944. Comptabilité par régisseur, novembre 1942-février 1944.

AJ/38/6400

Intitulé

Journal des prélèvements de 5 % : juillet-décembre 1943, janvier-4 mai 1944, 5 mai-octobre 1944. Journal des prélèvements, zone sud : 5 août 1943-31 août 1944.

AJ/38/6401

Intitulé

Taxe forfaitaire annuelle, zone nord, enregistrement chronologique des parties versantes (par n° de carte) : 15 juin-20 août 1943, 23-27 août 1943, 27 août-6 septembre 1943, septembre-novembre 1943 (?), novembre 1943-juin 1944 (?). Enregistrement chronologique des cotisations (par nom de personne), 17 janvier-4 août 1944, 15 mars-6 juin 1944, 6-26 août 1944. Enregistrement chronologique des cotisations payées par chèques bancaires, avril 1942-décembre 1945, 5 janvier-17 novembre 1944. Carnets d'emploi des sommes transmises pour paiement des contributions directes et taxes assimilées, mars 1942-décembre 1943, janvier 1944-mai 1945.

AJ/38/6402

Intitulé

Enregistrement des versements par chèques, 18 juin-12 octobre 1943, 13 octobre 1943-septembre 1944. Enregistrement des versements en numéraire, 15 juin-28 octobre 1943 (?), 11 janvier-28 mars 1944, 28 mars-19 août 1944.

AJ/38/6403

Intitulé

Sommier des cotisations ou enregistrement chronologique des parties versantes, zone sud, 29 juin 1943-14 février 1944, 15 février-11 août 1944. Enregistrement chronologique des cotisations (par nom de personne), zone sud, 27 janvier-29 septembre 1944.

AJ/38/6404

Intitulé

Enregistrement des versements par chèques postaux, zone sud, 2 septembre 1943-7 août 1944. Enregistrement des versements avec indication des quittances, zone sud, 29 juin 1943-27 novembre 1944. Répertoire alphabétique des cotisants, zone sud, 1943-1944.

AJ/38/6456

Intitulé

Divers

Présentation du contenu

Documents épars, retrouvés mal classés au gré du microfilmage du fonds d'archives. N'ayant pu être reclassés à temps dans leur dossier d'origine, ils font l'objet d'un microfilmage spécifique, avec indication de leur cotation :

Cabinet : dossiers de sociétés ou d'affaires (38AJ/22, 38AJ/46, 38AJ/58, 38AJ/61, 38AJ/68) ;

Service de la législation et du contentieux : ordonnances officielles allemandes (38AJ/115), locaux vacants (38AJ/127), service des ventes (38AJ/5809) ;

Services administratifs et financiers : personnel du Commissariat, dossier individuel (38AJ/6318) ;

Police des Questions juives (PQJ) et Section d'Enquête et de Contrôle (SEC) : rapports d'enquêtes, Paris

et province (38AJ/197, 38AJ/247, 38AJ/249, 38AJ/252, 38AJ/269, 38AJ/270, 38AJ/287, 38AJ/293) ; Service du Contrôle des Administrateurs provisoires et Direction de l'Aryanisation économique : administrateurs provisoires, rémunération (38AJ/497), dossiers individuels (38AJ/5323, 38AJ/5344), demandes de laissez-passer pour des commissaires aux comptes (38AJ/504), correspondances avec le représentant du commandement en France pour l'aryanisation économique (38AJ/800), correspondances avec des départements de la zone nord (Gironde 38AJ/958, Meurthe-et-Moselle 38AJ/961), correspondance concernant des affaires (38AJ/1014, 38AJ/1018, 38AJ/1027), enquêtes de la SEC envoyées aux Directions régionales (38AJ/1044, 38AJ/1074, 38AJ/1079), listes de juifs (38AJ/1046), affaires contrôlées par les commissaires aux comptes (affaires n° 11, 38AJ/5568, n° 16528, 38AJ/5714), dossier d'aryanisation soumis au service juridique (dossier 51659, 38AJ/5746).

Termes d'indexation

personnel